

## **PROJET DE TRANSFORMATION TRANSFRONTALIÈRE DE LA SOCIÉTÉ « 1CITY 1PRO »**

(Version française)

Projet de transformation transfrontalière de la société « 1CITY 1PRO », immatriculée sous le numéro 799 094 719 et ayant son siège social à l'adresse 47 rue des Acacias, 75017 Paris, France (la « Société »), établi conformément aux articles L.236-50 et suivants du Code de commerce français, aux articles R.236-20 et suivants du même Code, ainsi qu'à la directive européenne (UE) 2019/2121.

Le présent Projet de transformation transfrontalière contient les termes essentiels de la transformation transfrontalière de la Société, et notamment le transfert de son siège social de la France vers la République de Chypre, sans dissolution ni liquidation, comme suit :

### **1. Forme juridique, dénomination et siège social dans l'État membre d'origine :**

La société en France est constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée, immatriculée sous le numéro 799 094 719 sous la dénomination « 1CITY 1PRO », et ayant son siège social au 47 rue des Acacias, 75017 Paris, France.

### **Forme juridique, dénomination et siège social dans l'État membre de destination :**

Après le transfert du siège social de la Société en République de Chypre, celle-ci adoptera la forme d'une société à responsabilité limitée de droit chypriote, sous la dénomination proposée « 1CITY 1PRO Ltd ».

Le siège de la société sera transféré à l'adresse : Protogora 2, Rikkos Court 1, Flat 202, 8045 Paphos, Chypre.

### **2. Statuts et acte constitutif après la transformation transfrontalière :**

À la suite de la transformation transfrontalière et du transfert du siège social en République de Chypre, la Société adoptera de nouveaux statuts et un nouvel acte constitutif conformes aux lois et règlements chypriotes.

Des copies des projets de nouveaux statuts et de l'acte constitutif de la Société, en grec et en anglais, sont jointes en annexes I et II respectivement.

## **PLAN OF CROSS-BORDER CONVERSION OF THE COMPANY "1CITY 1PRO"**

(English version)

Plan of cross-border conversion of the company "1CITY 1PRO", registered under registration number 799 094 719 and registered office at 47 rue des Acacias, 75017, Paris, France (the "Company"), in accordance with Articles L236-50 et seq. of the French Commercial Code and Articles R236-20 et seq. of the same Code, and the EU Directive 2019/2121.

This plan of cross-border conversion contains the basic terms of the cross-border conversion of the Company and specifically the re-domiciliation and transfer of the seat of the Company from France to the Republic of Cyprus without dissolution or liquidation, as follows:

### **1. Legal form, name and registered office of the Company in the member state of establishment:**

The company in France is incorporated as a simplified joint-stock company under registration number 799 094 719 with the name "1CITY 1PRO" with registered office at 47 rue des Acacias, 75017, Paris, France.

### **Legal form, name and registered office of the Company in the member state of destination:**

Upon re-domiciliation of the Company in the Republic of Cyprus the company shall be a limited liability company, with proposed name "1CITY 1PRO Ltd" and the seat of the company shall be transferred to Protogora 2, Rikkos Court 1, Flat 202, 8045 Paphos, Cyprus.

### **2. Memorandum and Articles of Association upon the cross-border conversion:**

Upon the cross-border conversion of the Company and the re-domiciliation of the Company to the Republic of Cyprus the Company shall adopt a new Memorandum and Articles of Association to comply with the laws and regulations of the Republic of Cyprus.

Copies of the drafts of the new proposed Memorandum and Articles of Association of the Company, in Greek and English, are attached as Appendix I and II respectively.

**3. Calendrier prévisionnel de réalisation de la transformation transfrontalière :**

Etape	Date (est.)
1. Dépôt du projet de transformation au greffe du tribunal de commerce de Paris	05/01/2026
2. Publication de l'avis au BODACC et au journal d'annonces légales	Janvier 2026
3. Tenue de l'assemblée appelée à statuer sur l'opération de transformation transfrontalière	Février 2026
4. Transmission du dossier aux autorités chypriotes	Avril 2026
5. Achèvement de la procédure et immatriculation à Chypre	Juin 2026

La transformation transfrontalière et le transfert du siège social de la Société de la France vers la République de Chypre devraient être achevés d'ici Juin 2026.

La date effective de la transformation sera fixée après l'immatriculation de la société auprès du registre compétent (ci-après la "Date d'Effet").

**4. Garantie des droits de l'associé :**

Les associés de la Société en France sont Monsieur David Leduc et Monsieur Youssef Tazi, détenteurs chacun de 200 parts sociales d'une valeur nominale de 25,00 € chacune. Cet actionariat demeurera inchangé, sans aucune modification de leurs droits, suite au transfert du siège social de la Société vers la République de Chypre.

**5. Avantages au profit du dirigeant / conseil d'administration :**

Aucun avantage ne sera accordé au dirigeant ou au conseil d'administration de la Société du fait de la transformation transfrontalière et du transfert du siège social en République de Chypre. À l'issue de la transformation, le dirigeant actuel continuera à exercer les fonctions de dirigeant de la Société.

**6. Conséquences éventuelles sur l'emploi et informations sur les procédures relatives à la participation des salariés dans la société résultant de la transformation transfrontalière:**

**3. Proposed time frame for the completion of the cross-border conversion:**

Step	Date (est.)
1. Filing of the cross-border conversion plan with the Registry of the Paris Commercial Court	05/01/2026
2. Publication of the notice in the BODACC (Official Bulletin of Civil and Commercial Announcements) and in a legal announcements journal	January 2026
3. Holding of the general meeting convened to approve the cross-border conversion	February 2026
4. Transmission of the complete file to the competent Cypriot authorities	April 2026
5. Completion of the procedure and registration of the company in the Republic of Cyprus	June 2026

The Cross-Border Conversion of the Company and the transfer of its seat from France to the Republic of Cyprus are proposed to be completed by June 2026. The date of the completion of the cross-border conversion shall be set after the completion of the registration of the company to the relevant registry (hereinafter the "Effective Date").

**4. Guaranteeing Shareholder's rights:**

The shareholders of the Company in France are Mr. David Leduc and Mr. Youssef Tazi, each holder of 200 shares of nominal value €25.00 each and will remain the same, with no modification of their rights, upon the transfer of the seat of the Company to the Republic of Cyprus.

**5. Benefits to the Board of Directors:**

No benefit will be given to the board of director of the Company as a result of the Cross-Border Conversion of the Company and its re-domiciliation to the Republic of Cyprus. Upon completion of the Cross-Border Conversion the current director will continue to be the director of the Company.

**6. Possible consequences of the Cross-Border Conversion on employment and information regarding the procedures by which arrangements are established for the participation of employees:**

La Société n'emploie aucun salarié. En conséquence, la transformation transfrontalière de la Société dans l'État membre de destination n'aura aucun effet sur le régime de l'emploi et, logiquement, aucun dispositif n'est prévu dans le présent plan concernant la participation des salariés à la détermination de leurs droits dans la société transformée.

**7. Effets possibles sur l'emploi :**

La Société n'a aucun salarié ; par conséquent, aucune personne ne sera affectée par la transformation transfrontalière et le transfert du siège social en République de Chypre.

**8. Indemnisation en numéraire de l'associé :**

Les associés de la Société ont voté en faveur de l'approbation du présent Projet de transformation transfrontalière ; par conséquent, aucune indemnisation en numéraire n'est versée aux associés de la Société.

**9. Garanties envers les créanciers :**

La Société n'a pas, à ce jour comme à la Date d'Effet, d'emprunt obligataire ou bancaire en cours.

La Société n'a connaissance d'aucun motif de nature à compromettre la capacité de la Société à honorer ses engagements vis-à-vis de ses créanciers non obligataires après le Transfert. Aucune garantie particulière telle que cautionnement ou gage n'est mis en place par la Société au profit des créanciers. L'opposition formée par un créancier n'interdit pas la poursuite des opérations de Transformation Transfrontalière.

**Déclaration du dirigeant relative à la situation financière actuelle de la Société et aux éventuels droits spéciaux des membres des organes de direction, de gestion ou de surveillance :**

Le dirigeant a examiné de manière approfondie les affaires de la Société et, après avoir effectué les vérifications raisonnables, est d'avis que la Société est solvable, en règle, et qu'elle a rempli toutes ses obligations légales. Il n'a connaissance d'aucune circonstance de nature à affecter négativement la solvabilité de la Société ou susceptible de compromettre sa capacité à honorer ses engagements à leur échéance.

The Company has no employees. Consequently, the Cross-Border conversion of the Company in the destination Member State will have no effect on the employment regime and, as a logical result, no provision is made in this Plan regarding the procedures by which arrangements are established for the participation of employees in determining their participation rights in the converted capital company.

**7. Possible Effects on Employment:**

The Company does not have any employees in its employment, therefore no person may be affected by the Cross-Border Conversion of the Company and its re-domiciliation to the Republic of Cyprus.

**8. Compensation in cash to the shareholder:**

The shareholders of the Company have voted in favor of the approval of the cross-border conversion plan, therefore there is no compensation in cash to the shareholders of the Company.

**9. Securities to the creditors:**

As of today and as of the Effective Date, the Company has no outstanding bond issues or bank loans.

The Company is not aware of any grounds likely to jeopardize its ability to meet its commitments toward its non-bondholders creditors following the Transfer.

No specific security interests, such as guarantees or pledges, have been established by the Company for the benefit of its creditors. Any objection raised by a creditor shall not prevent the continuation of the Cross-Border Conversion process.

**Declaration by the Director in relation to the current financial position of the Company and any special rights to the members of the board of directors, or other administrative, managerial or supervisory bodies of the Company:**

The Director has fully examined the Company's affairs, and after reasonable enquiries has the opinion that the Company is solvent and in good standing and has fulfilled all its legal obligations and is not aware of any circumstances which could negatively affect the solvency of the Company or may affect the ability of the Company to fulfill its obligations when these may become demanded.

**10. Mesure d'incitation ou subvention au cours des cinq dernières années :**

La Société n'a reçu aucune mesure d'incitation ou subvention au cours des cinq dernières années. Aucune procédure administrative ou pénale n'a été engagée ni n'est en cours à son encontre. Aucun décret, décision ou résolution n'a ordonné sa dissolution ou liquidation, et aucun liquidateur, administrateur ou mandataire judiciaire n'a été nommé. Aucune procédure d'insolvabilité, de sauvegarde ou de conciliation n'a été ouverte contre la Société, et aucun plan ou mesure ne limite ou ne diffère les droits d'éventuels créanciers. Enfin, aucune mesure d'exécution ou procédure de quelque nature que ce soit n'a été engagée ou appliquée à l'encontre de la Société ou de ses biens.

**11. Adresses électroniques de la Société en France et à Chypre :**

France / Chypre : contact@1city1pro.com

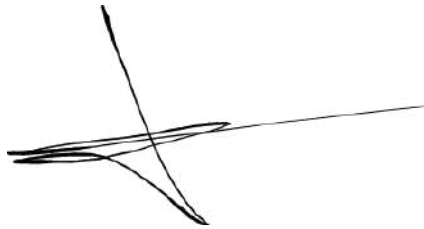
**12. Approbation des termes du Projet de transformation transfrontalière :**

Le dirigeant de la Société déclare avoir approuvé les termes du présent Projet de transformation transfrontalière.

Le 31 décembre 2025,

Le Président de la Société

M. David Leduc



**10. Incentives or notifications during the last 5 years:**

The Company has not received any incentives or notifications during the last five years, and no administrative or criminal proceedings have been commenced or are pending against it. No decree, decision, or resolution has been issued for its dissolution or liquidation, nor has any liquidator, administrator, or insolvency practitioner been appointed. Furthermore, no insolvency or conciliation procedures have been initiated against the Company, and no program or order exists which may limit or postpone the rights of any creditors. Finally, no decree or other proceedings of any kind have been enforced or initiated against the Company or its property.

**11. Email(s) of the Company in France and Cyprus:**

France / Cyprus : contact@1city1pro.com

**12. Approval of the terms of the Plan of Cross-Border Conversion:**

It is declared that the terms of the Plan of Cross-Border Conversion have been approved by the Director of the Company.

Date: 31/12/2025

The Director of the Company

Mr. David Leduc

LOI SUR LES SOCIÉTÉS – CHAPITRE 113  
DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE  
SOCIÉTÉ PRIVÉE À RESPONSABILITÉ LIMITÉE PAR ACTIONS

**ACTE CONSTITUTIF  
DE  
1CITY 1PRO LTD**

Ο ΠΕΡΙ ΕΤΑΙΡΕΙΩΝ ΝΟΜΟΣ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 113  
ΤΩΝ ΝΟΜΩΝ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΠΡΟΥ  
ΙΔΙΩΤΙΚΗ ΕΤΑΙΡΕΙΑ ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΕΝΗΣ ΕΥΘΥΝΗΣ ΜΕ ΜΕΤΟΧΕΣ

**ΙΔΡΥΤΙΚΟ ΕΓΓΡΑΦΟ  
(Memorandum of Association)  
ΤΗΣ  
1CITY 1PRO LTD**

1. Le nom de la société (ci-après dénommée la « Société ») est:  
**1CITY 1PRO LTD**
  2. Le siège social de la Société sera situé à Chypre.
  3. Les objets pour lesquels la Société est constituée sont les suivants :
    - (1) Continuer les activités et opérations d'une société commerciale, et plus particulièrement, fournir des services informatiques, incluant notamment les services web, le développement de logiciels, le traitement et l'analyse de données ainsi que le conseil en informatique, ainsi que des conseils, services et assistance en matière de gestion, de supervision et d'administration au profit de, ou en relation avec, toute société dans laquelle la Société a un intérêt ou toute autre personne;
    - (2) Continuer toute autre activité légale susceptible d'être combinée avec, ou de compléter, les activités susmentionnées de la Société, ou que la Société estime nécessaire ou appropriée à ses fins, et qui pourrait directement ou indirectement bénéficier à la Société.
- ET la Société disposera de tous les pouvoirs (les « Pouvoirs ») nécessaires à la réalisation desdits objets (les « Objets »), ou autrement dans l'intérêt de la Société, y compris le pouvoir de :
- (3) Payer toutes dépenses, frais et charges relatifs à la constitution, la promotion et l'établissement de la Société, y compris les frais de publicité, commissions de prise ferme, courtages, impressions et fournitures de bureau.

1. Το όνομα της εταιρείας (η «Εταιρεία») είναι:  
**1CITY 1PRO LTD**
  2. Το Εγγεγραμμένο Γραφείο της Εταιρείας θα βρίσκεται στην Κύπρο.
  3. Οι σκοποί για τους οποίους ιδρύεται η Εταιρεία είναι:
    - (1) Να διεξάγει τις επιχειρήσεις και δραστηριότητες εμπορικής εταιρείας (trading company) και συγκεκριμένα ως επιχείρηση παροχής υπηρεσιών τεχνολογίας πληροφοριών (information technology services), συμπεριλαμβανομένων ενδεικτικά και όχι περιοριστικά, διαδικτυακών υπηρεσιών (web services), ανάπτυξης λογισμικού (software development), επεξεργασίας και ανάλυσης δεδομένων (data processing and analysis), και συμβουλευτικών υπηρεσιών πληροφορικής (IT consulting), καθώς και διευθυντικών (managerial), εποπτικών (supervisory) και διαχειριστικών (administrative) συμβουλών, υπηρεσιών και βοήθειας σε, ή σε σχέση με, οποιοδήποτε Εμπορικό Οργανισμό στον οποίο η Εταιρεία έχει συμφέροντα ή σε οποιοδήποτε άλλο Πρόσωπο.
    - (2) Να διεξάγει οποιαδήποτε άλλη νόμιμη επιχείρηση (business) ή δραστηριότητα (activity) η οποία δυνατόν να θεωρηθεί ικανή να συνδυαστεί με, ή να συμπληρώσει, οποιαδήποτε από τις ανωτέρω επιχειρήσεις (businesses) και δραστηριότητες (activities) της Εταιρείας ή την οποία η Εταιρεία θεωρεί απαραίτητη ή κατάλληλη (convenient) να διεξάγει και η οποία δυνατόν άμεσα ή έμμεσα να ωφελήσει την Εταιρεία,
- ΚΑΙ η Εταιρεία θα έχει όλες τις εξουσίες (οι «Εξουσίες») να πράξει ότι είναι απαραίτητο για, την επίτευξη των ανωτέρω σκοπών (οι «Σκοποί»), ή διαφορετικά για τα συμφέροντα της Εταιρείας, συμπεριλαμβανομένων των εξουσιών, να:
- (3) πληρώσει όλα τα έξοδα, χρεώσεις και δαπάνες που προκύπτουν σε σχέση με τη σύσταση, την προώθηση, και την ίδρυση, της Εταιρείας, συμπεριλαμβανομένων οποιωνδήποτε εξόδων διαφήμισης, προμήθειας για αντασφάλιση (underwriting), μεσιτείας (brokerage),

- (4) Acquérir et reprendre tout ou partie de l'entreprise, du patrimoine ou des dettes de toute personne exerçant une activité susceptible d'être combinée avec ou de compléter une activité de la Société, ou de toute personne détenant des biens adaptés aux objets de la Société.
- (5) Acquérir tout ou partie du capital social ou du capital d'emprunt de toute entité commerciale (quelle que soit sa juridiction de constitution), ou tout autre titre émis par une telle entité.
- (6) Acheter, prendre à bail, louer ou autrement acquérir tout bien meuble ou immeuble, et tout droit ou privilège jugé approprié aux fins de la Société, notamment (sans limitation) tout terrain, bâtiment, servitude, machine, installation ou stock commercial.
- (7) Émettre et attribuer des actions, intégralement ou partiellement libérées, ou du capital d'emprunt de la Société, en paiement total ou partiel de tout bien meuble ou immeuble acquis ou de tout service rendu à la Société.
- (8) Fusionner, s'amalgamer, ou entrer dans toute association, partenariat, consortium, accord de financement ou de partage des profits, coopération ou coentreprise avec toute personne.
- (9) Contracter et conclure tout accord ou arrangement avec toute personne ou autorité compétente, locale, gouvernementale ou autre, et obtenir de ces entités tout droit, privilège, licence, contrat ou concession, et les exécuter et respecter leurs conditions.
- (10) Investir tout ou partie des fonds de la Société dans de tels placements ou autres biens ou actifs, où que ce soit, selon ce que la Société jugera approprié, et

εκτύπωσης και γραφικής ύλης.

- (4) αποκτά και να αναλαμβάνει όλη ή μέρος της επιχείρησης, της περιουσίας και όλων ή μέρος των υποχρεώσεων, οποιουδήποτε Προσώπου που διεξάγει οποιαδήποτε επιχείρηση ή δραστηριότητα η οποία δυνατόν να θεωρηθεί ικανή να συνδυαστεί με, ή να συμπληρώσει, οποιαδήποτε επιχείρηση (business) ή δραστηριότητα (activity) της Εταιρείας, ή οποιουδήποτε Προσώπου που κατέχει περιουσία κατάλληλη για τους σκοπούς (purposes) της Εταιρείας.
- (5) αποκτά ολόκληρο ή μέρους του μετοχικού ή δανειζόμενου κεφαλαίου (share or loan capital) οποιουδήποτε Εμπορικού Οργανισμού (οπουδήποτε συστάθηκε), ή άλλων τίτλων (securities) σε οποιοδήποτε Εμπορικό Οργανισμό (οπουδήποτε συστάθηκε).
- (6) αγοράζει, μισθώνει (take on lease), ενοικιάζει (hire) ή διαφορετικά να αποκτά οποιαδήποτε κινητή και ακίνητη περιουσία (movable and immovable property) και οποιαδήποτε δικαιώματα ή προνόμια που δυνατόν να θεωρηθούν κατάλληλα για τους σκοπούς (purposes) της Εταιρείας, και συγκεκριμένα (χωρίς περιορισμό) οποιαδήποτε γη, κτήρια, δικαιώματα δόδου (easements), μηχανήματα (machinery), εγκαταστάσεις (plant), και εμπορεύματα (stock in trade).
- (7) εκδίδει και παραχωρεί (issue and allot) πλήρως ή μερικώς ξοφλημένες (fully or partly paid) μετοχές στο κεφάλαιο, ή δανειζόμενο κεφάλαιο (loan capital), της Εταιρείας για την πληρωμή ή μέρος της πληρωμής οποιασδήποτε κινητής ή ακίνητης περιουσίας (movable or immovable property) που αγοράστηκε ή διαφορετικά αποκτήθηκε από την Εταιρεία ή για οποιοσδήποτε υπηρεσίες δόθηκαν στην Εταιρεία.
- (8) συνενώνεται (amalgamate), συγχωνεύεται (merge), ή εισέρχεται σε οποιοδήποτε συνεταιρισμό ή σε οποιαδήποτε σύμπραξη (consortium) ή διευθέτηση (arrangement) για συνεισφορά στο κεφάλαιο ή διαμοιρασμό στα κέρδη (sharing of funding or profits), συνεργασία (co-operation) ή κοινοπραξία (joint venture), με οποιοδήποτε Πρόσωπο.
- (9) συναλλάσσεται με (deal with), και εισέρχεται σε, οποιαδήποτε συμφωνία ή διευθέτηση με οποιοδήποτε Πρόσωπο ή οποιαδήποτε αρμόδια αρχή είτε τοπική, κυβερνητική είτε άλλη. και να λαμβάνει από τέτοιο Πρόσωπο ή τέτοια αρχή οποιαδήποτε δικαιώματα (rights), προνόμια (privileges), άδειες (licences), συμβάσεις (contracts) και παραχωρήσεις (concessions). και να διεκπεραιώνει (carry out), εκτελεί (perform), ασκεί (exercise) και να συμμορφώνεται με (comply with), αυτά.
- (10) επενδύει οποιαδήποτε χρήματα της Εταιρείας σε τέτοιες επενδύσεις και άλλη οποιαδήποτε περιουσία ή περιουσιακά στοιχεία (assets) οπουδήποτε όπως η

conserver, vendre ou autrement disposer de ces investissements.

- (11) Demander, acquérir ou autrement obtenir et conserver tout droit de propriété intellectuelle et tout droit ou privilège connexe, y compris des brevets, droits de brevet, droits d'auteur, marques, formules, dessins, droits sur dessins et modèles, plans, licences, savoir-faire et concessions, susceptibles de servir aux fins de la Société ou dont l'acquisition pourrait être bénéfique à la Société ; et utiliser, exercer, exploiter, développer ou concéder sous licence lesdits biens, droits et privilèges acquis.
- (12) (α) Prêter, avancer des fonds ou accorder des crédits à toute personne, et garantir ou indemniser le paiement d'une somme d'argent ou l'exécution d'un contrat ou d'une obligation par toute personne, que cela profite directement ou indirectement à la Société ou non.
- (β) Garantir ou assumer le remboursement des sommes empruntées ou avancées à toute personne, ou les obligations souscrites par celle-ci.
- (γ) Sous réserve de l'article 53 de la Loi sur les sociétés, fournir de manière générale toute forme d'assistance financière à toute personne.
- (13) Accepter ou détenir des hypothèques, privilèges et sûretés en garantie du paiement du prix ou du solde du prix de toute vente effectuée, ou de toute prestation rendue par la Société, ou de toute somme due à la Société par toute personne.
- (14) Accepter des actions, obligations ou autres valeurs mobilières émises par toute entité commerciale, en règlement total ou partiel de toute prestation rendue, vente effectuée ou dette due à la Société.

Εταιρεία δυνατό να κρίνει σκόπιμο, και να διατηρεί (retain), πωλεί ή διαφορετικά να διαθέτει οποιοσδήποτε τέτοιες επενδύσεις.

- (11) αιτείται για, αγοράζει ή διαφορετικά να αποκτά και διατηρεί (retain) οποιαδήποτε πνευματική ιδιοκτησία (intellectual property) και πνευματικά δικαιώματα ή προνόμια (intellectual rights or privileges) συμπεριλαμβανομένων προνόμια ευρεσιτεχνίας (patents), δικαιώματα σε προνόμια ευρεσιτεχνίας (patent rights), συγγραφικά δικαιώματα (copyrights), εμπορικά σήματα (trade marks), οποιουσδήποτε τύπους (formulae), «designs», «design rights», οποιαδήποτε σχέδια (drawings), οποιοσδήποτε άδειες (licences), τεχνικές γνώσεις (know-how) και παραχωρήσεις (concessions), που δυνατόν να θεωρηθούν ικανά για τους σκοπούς (purpose) της Εταιρείας ή η απόκτηση των οποίων δυνατόν να ωφελήσουν την Εταιρεία. και να χρησιμοποιεί (use), ασκεί (exercise), εκτελεί (perform), αναπτύσσει (develop) ή να χορηγεί άδειες (grant licences) σε σχέση με, ή διαφορετικά να εκμεταλλεύεται (exploit), την περιουσία (property), τα δικαιώματα (rights) και τα προνόμια (privileges) που έχουν αποκτηθεί.
- (12) (α) δανείζει, προκαταβάλλει χρήματα (advance money) ή δίδει πίστωση (give credit) σε οποιοδήποτε Πρόσωπο, και να εγγυάται (guarantee), δίδει κάλυψη (give indemnity) για την πληρωμή χρημάτων ή την εκπλήρωση (performance) συμβάσεων ή υποχρεώσεων (obligations) από οποιοδήποτε Πρόσωπο είτε αυτά άμεσα ή έμμεσα ωφελούν την Εταιρεία είτε όχι.
- (β) εξασφαλίζει (secure) ή αναλαμβάνει (undertake) την εξόφληση χρημάτων που δανείζονται ή προκαταβάλλονται σε, ή τις υποχρεώσεις που υπόκειται, οποιοδήποτε Πρόσωπο.
- (γ) (τηρουμένου του άρθρου 53 του Εταιρικού Νόμου) γενικά να προσφέρει οποιαδήποτε οικονομική βοήθεια (financial assistance) σε οποιοδήποτε Πρόσωπο.
- (13) αποδέχεται ή να κατέχει υποθήκες (mortgages), δικαίωμα επίσχεσης (liens) και βάρη (charges) για την εξασφάλιση (to secure) πληρωμής της αγοραίας τιμής, ή οποιοδήποτε υπόλοιπο της αγοραίας τιμής οποιασδήποτε πώλησης γίνεται, ή υπηρεσίας προσφέρεται, από την Εταιρεία ή οποιαδήποτε χρήματα οφείλονται στην Εταιρεία από οποιοδήποτε Πρόσωπο.
- (14) αποδέχεται μετοχές, χρεόγραφα (debentures) ή άλλους τίτλους (securities), στο κεφάλαιο οποιοδήποτε Εμπορικού Οργανισμού ως εξόφληση ή μερική εξόφληση για οποιαδήποτε υπηρεσία προσφέρεται ή πώληση γίνεται σε, ή χρέος που οφείλεται από οποιοδήποτε τέτοιο Εμπορικό

- (15) Recevoir des dépôts, qu'ils portent intérêt ou non.
- (16) Emprunter et lever des fonds par tout moyen, accorder des garanties et hypothéquer, grever ou nantir l'entreprise, les biens, les actifs immobilisés ou circulants, les droits, revenus et le capital non appelé de la Société, ainsi que créer ou émettre des obligations ou autres valeurs mobilières, à titre de sûreté principale ou accessoire pour toute dette ou obligation de la Société, de ses filiales ou de sa société mère, ou de toute autre personne ; émettre des billets, obligations et autres promesses ou engagements, que ce soit contre espèces ou en contrepartie de l'acquisition de biens autres que des espèces ; et acheter, racheter ou rembourser tout titre, promesse ou engagement de cette nature.
- (17) Distribuer tout actif ou bénéfice de la Société entre ses membres, sous réserve qu'aucune distribution équivalant à une réduction de capital ne soit effectuée sans l'approbation requise par la loi applicable.
- (18) Tirer, accepter, endosser, escompter, négocier et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets de commerce ou instruments négociables ou transférables.
- (19) Vendre ou aliéner l'entreprise de la Société ou toute partie de celle-ci, pour toute contrepartie jugée appropriée, ou sans contrepartie, notamment (sans limitation) en échange d'actions ou de capital d'emprunt d'une entité commerciale.
- (20) Vendre, convertir, améliorer, gérer, louer, aliéner, exploiter ou autrement disposer de tout ou partie des biens de la Société, ainsi que de tout ou partie de ses droits ou privilèges.
- (21) Promouvoir toute entité commerciale ayant pour objet

#### Οργανισμό.

- (15) εισπράττει χρήματα για κατάθεση με τόκο ή άλλως πως.
- (16) δανείζεται και συλλέγει χρήματα (raise money) με οποιοδήποτε τρόπο, και να δίδει εγγυήσεις (guarantees) και να υποθηκεύει (mortgage), βαρύνει (charge) και να επιβαρύνει (encumber) την επιχείρηση (business), την περιουσία (property), τα πάγια και ενεργητικά περιουσιακά στοιχεία (fixed and current assets), τα δικαιώματα (rights), τα έσοδα (revenues) και το μη προσκληθέν μετοχικό κεφάλαιο (uncalled share capital), της Εταιρείας καθώς και να δημιουργεί ή να εκδίδει χρεόγραφα (debentures) και άλλους τίτλους (securities) είτε ως η κύρια (primary) είτε ως παράλληλη (collateral) εξασφάλιση (security) για οποιοδήποτε χρέος (debt) ή οποιαδήποτε υποχρέωση (liability) ή ευθύνη (obligation) της Εταιρείας και/ή οποιασδήποτε θυγατρικής ή μητρικής εταιρείας της Εταιρείας και/ή οποιοδήποτε άλλο Πρόσωπο, και να εκδίδει γραμμάτια (notes), ομόλογα (bonds) και άλλες υποσχέσεις (promises) και ευθύνες (obligations) είτε για μετρητά (cash) είτε ως αντιπαροχή (consideration) για την απόκτηση (acquisition) περιουσίας (property) άλλης από μετρητά (cash). και να αγοράζει, εξαργυρώνει (redeem) ή αποπληρώνει οποιουδήποτε τέτοιους τίτλους (securities), υποσχέσεις (promises) και ευθύνες (obligations).
- (17) διανέμει οποιαδήποτε περιουσιακά στοιχεία και κέρδη της Εταιρείας ανάμεσα στα μέλη της νοουμένου ότι καμία διανομή που ισοδυναμεί με μείωση του μετοχικού κεφαλαίου της Εταιρείας δεν θα γίνεται χωρίς την έγκριση που απαιτείται από τον εφαρμοσμένο νόμο.
- (18) τραβά (draw), αποδέχεται, οπισθογραφεί (indorse), προεξοφλεί (discount), διαπραγματεύεται (negotiate) και εκδίδει (issue) υποσχητικά σημειώματα (promissory notes), συναλλαγματικές (bills of exchange), φορτωτικές (bills of lading) και άλλα γραμμάτια (bills) και διαπραγματεύσιμα/εμπορεύσιμα ή μεταβιβάσιμα έγγραφα (negotiable or transferable instruments).
- (19) πωλήσει ή διαθέσει την επιχείρηση (undertaking) της Εταιρείας ή οποιοδήποτε μέρος της για τέτοια αντιπαροχή (consideration) όπως δυνατό να κριθεί σκόπιμο ή για καμία αντιπαροχή (consideration) και συγκεκριμένα (χωρίς περιορισμό) για μετοχές στο κεφάλαιο, ή δανειζόμενο κεφάλαιο (loan capital), οποιοδήποτε Εμπορικού Οργανισμού.
- (20) πωλεί, μετατρέπει, βελτιώνει, διευθύνει, μισθώνει, διαθέτει, εκμεταλλεύεται ή διαφορετικά συναλλάσσεται όλη ή οποιοδήποτε μέρος της περιουσίας της Εταιρείας και όλων ή οποιοδήποτε μέρος των δικαιωμάτων ή προνομίων της Εταιρείας
- (21) προωθεί οποιοδήποτε Εμπορικό Οργανισμό με σκοπό

d'acquérir ou d'assumer tout ou partie de l'entreprise, du patrimoine ou des obligations de la Société, ou à toute autre fin pouvant directement ou indirectement bénéficier à la Société, et détenir le capital social ou d'emprunt de toute telle entité.

(22) (α) Constituer ou contribuer au financement d'associations, fondations, fonds et fiducies au bénéfice des salariés ou administrateurs actuels ou anciens de la Société ou de ses filiales, ainsi qu'au profit des personnes à leur charge.

(β) Accorder des avantages, notamment sous forme d'indemnités, de pensions ou d'assurances, ou de toute autre manière, et contribuer à tout fonds ou acquitter toute prime nécessaire à la mise en place de tels avantages.

(γ) Soutenir des initiatives ou établissements d'enseignement.

(δ) Souscrire ou garantir des sommes d'argent à des fins caritatives, ou pour tout événement culturel ou sportif, spectacle ou exposition.

(23) Instituer et contribuer à tout plan visant à l'acquisition ou à la souscription, par des fiduciaires, d'actions de la Société détenues au bénéfice de ses employés ; consentir des prêts à ces employés afin de leur permettre d'acquérir ou de souscrire des actions de la Société ; et établir et mettre en œuvre tout plan de participation des salariés aux bénéfices de la Société.

(24) Exercer tout ou partie des objets sociaux et/ou de ses pouvoirs, en tout lieu dans le monde, soit seule, soit conjointement avec, ou en qualité de fiduciaire ou de mandataire pour toute personne, et ce, directement ou par l'intermédiaire de tout fiduciaire ou mandataire.

(25) Accomplir tout autre acte permis par la Loi sur les sociétés ou par toute autre législation de la République de Chypre, considéré comme accessoire ou favorable à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs

(purpose) να αποκτήσει ή αναλάβει (undertake) όλη ή οποιοδήποτε μέρος της επιχείρησης, της περιουσίας και όλων ή μέρος των υποχρεώσεων, της Εταιρείας ή για οποιοδήποτε άλλο σκοπό (purpose) ο οποίος δυνατό άμεσα ή έμμεσα να ωφελήσει την Εταιρεία, και να κατέχει το μετοχικό ή δανειζόμενο κεφάλαιο (share or loan capital) οποιουδήποτε τέτοιου Εμπορικού Οργανισμού.

(22) (α) ιδρύει ή να συνεισφέρει στην υποστήριξη συνδέσμων (associations), ιδρυμάτων (institutions), ταμείων (funds) και εμπιστεύματα/διαχειρίσεις (trusts) προς όφελος υφιστάμενους και πρώην εργαζομένους ή συμβούλους (directors) της Εταιρείας ή των θυγατρικών εταιρειών της ή τους εξαρτώμενους των εν λόγω προσώπων.

(β) παρέχει ωφελήματα (benefits), είτε με την πληρωμή επιδόματος (gratuity) ή σύνταξης (pension) είτε με ασφάλιση (insurance) είτε άλλως πως και να συνεισφέρει σε οποιοδήποτε ταμείο (fund) και πληρώνει επιμίσθια (premiums) για την αγορά ή παροχή οποιοδήποτε τέτοιου ωφελήματος (benefits).

(γ) υποστηρίζει εκπαιδευτικές επιχειρήσεις (enterprises) και ιδρύματα (establishments). και

(δ) συνεισφέρει (subscribe) ή εγγυάται (guarantee) χρήματα για αγαθοεργούς σκοπούς ή για οποιοδήποτε πολιτιστικό (cultural) ή αθλητικό γεγονός, παράσταση (performance) ή έκθεση (exhibition).

(23) ιδρύει και συνεισφέρει σε οποιοδήποτε σχέδιο (scheme) για την αγορά ή συνδρομή (subscription) από εμπιστευματοδόχους (trustees) μετοχών στην Εταιρεία για να κατέχονται προς όφελος των εργαζομένων της Εταιρείας, και να δανείζει χρήματα στους εργαζομένους για να τους δίδει τη δυνατότητα να αγοράσουν, ή προεγγραφούν για (subscribe for), μετοχές στην Εταιρεία και να δημιουργήσει και φέρει σε εφαρμογή οποιοδήποτε σχέδιο (scheme) για το διαμοιρασμό στα κέρδη της Εταιρείας με τους εργαζομένους ή οποιουσδήποτε από αυτούς.

(24) διεξάγει και/ή ασκεί όλους ή οποιοσδήποτε από τους ΣΚΟΠΟΥΣ και/ή όλες ή οποιεσδήποτε από τις ΕΞΟΥΣΙΕΣ σε οποιοδήποτε μέρος του κόσμου και είτε μόνη της είτε από κοινού με (in conjunction with), είτε ως εμπιστευματοδόχος (trustee) ή αντιπρόσωπος (agent) για, οποιοδήποτε Πρόσωπο και είτε από ή μέσω οποιωνδήποτε εμπιστευματοδόχων (trustees) ή αντιπροσώπων (agents). και

(25) πράττει κάθε τέτοια άλλα πράγματα όπως επιτρέπεται από τον Εταιρικό Νόμο, ή από οποιοδήποτε άλλο θέσπισμα των νόμων της Δημοκρατίας της Κύπρου τα οποία δυνατόν να θεωρηθούν συμπτωματικά στην, ή

(explicites ou implicites) de la Société.

ET dans le présent article 3, sauf indication contraire du contexte, toute référence à une « personne » inclut toute personne physique, société, partenariat, entité juridique ou tout autre groupement de personnes ou d'entités. Toute référence à un « organisme commercial » comprend toute société (autre que la Société) ou toute personne morale, constituée avec ou sans responsabilité limitée, en tout lieu dans le monde. L'expression « Loi sur les sociétés » désigne la Loi relative aux sociétés (Chapitre 113 des Lois de la République de Chypre), telle que modifiée ou remplacée de temps à autre. Les termes au singulier incluent le pluriel et inversement ; et les termes désignant un genre incluent tous les genres.

ET les objets et pouvoirs conférés à la Société par chacun des paragraphes du présent article (les « Paragraphes ») doivent être interprétés de la manière la plus large possible. Sauf disposition expresse contraire, aucun Paragraphe ni aucun Objet ne sera considéré comme dépendant ou auxiliaire d'un autre, et la Société disposera du plein droit et pouvoir d'exercer, isolément ou conjointement, tout ou partie des Objets et Pouvoirs énoncés dans chacun des Paragraphes, interprétés séparément ou conjointement selon ce qui est nécessaire ou approprié.

4. La responsabilité des membres de la Société est limitée.
5. Le capital social (enregistré) de la Société est fixé à **10 000 euros (dix mille euros)**, divisé en **400 actions ordinaires** d'une valeur nominale de **25,00 euros** chacune, la Société étant autorisée à augmenter ou réduire ledit capital.

Les actions comprises dans le capital social souscrit et non encore émises peuvent, sous réserve des dispositions du présent acte constitutif et de la Loi sur les sociétés (Chapitre 113 des Lois de Chypre), être émises assorties de droits et/ou de restrictions tels qu'il sera jugé opportun. Les droits

óτι συντελούν προς την, επίτευξη των ΣΚΟΠΩΝ και την άσκηση των ΕΞΟΥΣΙΩΝ (είτε ρητών (express) είτε εξυπακουόμενων (implied)) της Εταιρείας,

ΚΑΙ στο άρθρο 3 αυτό, εκτός εάν το κείμενο επιβάλλει διαφορετικά, αναφορές σε «Πρόσωπο» συμπεριλαμβάνουν αναφορές σε άτομο, οίκο (firm), συνεταιρισμό (partnership), Εμπορικό Οργανισμό ή άλλο πρόσωπο ή οντότητα (entity) ή σώμα (body) τέτοιων προσώπων ή οντοτήτων (entities). αναφορές σε «Εμπορικό Οργανισμό» συμπεριλαμβάνουν αναφορές σε εταιρεία (εκτός της Εταιρείας) ή άλλο εμπορικό οργανισμό (body corporate) με ή χωρίς περιορισμένη ευθύνη που συστάθηκε οπουδήποτε στον κόσμο. η έκφραση «Εταιρικό Νόμο» εννοεί τον Περί Εταιρειών Νόμο, Κεφάλαιο 113 των νόμων της Δημοκρατίας της Κύπρου όπως εκάστοτε τροποποιείται ή αντικαθίσταται. λέξεις που υποδηλούν τον ενικό περιλαμβάνουν τον πληθυντικό και αντίστροφα. και λέξεις που υποδηλούν οποιοδήποτε γένος περιλαμβάνουν όλα τα γένη,

ΚΑΙ οι ΣΚΟΠΟΙ και ΕΞΟΥΣΙΕΣ που παρέχονται στην Εταιρεία από οποιαδήποτε από τα εδάφια του άρθρου 3 αυτού (τα «Εδάφια») δεν θα περιορίζονται και θα τους δίδεται η ευρύτερη δυνατή ερμηνεία και εκτός όταν το κείμενο ρητά απαιτεί δεν θα περιορίζονται από αναφορές στους, ή συμπεράσματα από τους, ΣΚΟΠΟΥΣ, τις ΕΞΟΥΣΙΕΣ ή πρόνοιες που περιέχονται στα άλλα Εδάφια ή από το όνομα της Εταιρείας. Κανένα από τα Εδάφια και κανένας ΣΚΟΠΟΣ δεν θα θεωρείται αποκλειστικά εξαρτώμενος από ή βοηθητικός για, και καμία ΕΞΟΥΣΙΑ δεν θα θεωρείται αποκλειστικά εξαρτώμενη από ή βοηθητική για, τους ΣΚΟΠΟΥΣ ή τις ΕΞΟΥΣΙΕΣ που παρέχονται από τα άλλα Εδάφια, αλλά η Εταιρεία θα έχει πλήρες δικαίωμα και εξουσία να πραγματοποιήσει ή στοχεύσει στην πραγματοποίηση όλων ή οποιωνδήποτε από τους ΣΚΟΠΟΥΣ και όλες και οποιεσδήποτε από τις ΕΞΟΥΣΙΕΣ που παρέχονται από τα, και/ή διαλαμβάνονται στα, αντίστοιχα Εδάφια κάθε ένα από τα οποία πρώτα θα ερμηνευτεί χωριστά και μετά, όπου είναι αναγκαίο ή σκόπιμο, θα δίδεται ευρύτερη ερμηνεία στις πρόνοιες του σε συνδυασμό με ένα ή περισσότερα άλλα Εδάφια.

4. Η ευθύνη των μελών της Εταιρείας είναι περιορισμένη.
5. Το (εγγεγραμμένο) μετοχικό κεφάλαιο της Εταιρείας είναι **ΕΥΡΩ 10,000** (Δέκα χιλιάδες Ευρώ) διαιρεμένο σε **400** (Τετρακόσια) συνήθεις μετοχές ονομαστικής αξίας **€25.00** (Είκοσι πέντε Ευρώ) η κάθε μια, με εξουσία στην Εταιρεία να αυξάνει ή να μειώνει το εν λόγω κεφάλαιο. Οποιοσδήποτε μετοχές στο εκάστοτε εγγεγραμμένο (registered), και μη εκδομένο, μετοχικό κεφάλαιο της Εταιρείας δύνανται, τηρουμένων των εκάστοτε σε ισχύ προνοιών του καταστατικού της Εταιρείας και του Περί Εταιρειών Νόμου, Κεφάλαιο 113 των Νόμων της Κύπρου, να

et restrictions attachés à toute action, ou à toute catégorie d'actions, du capital social émis peuvent, sous réserve de la Loi et des statuts, être modifiés, annulés ou remplacés.

εκδίδονται με, ή να έχουν προσαρτημένα σε αυτές, τέτοια δικαιώματα και/ή περιορισμούς όπως δυνατό να κριθεί σκόπιμο. και τα προσαρτημένα δικαιώματα και οι προσαρτημένοι περιορισμοί σε οποιεσδήποτε μετοχές, ή οποιασδήποτε τάξης μετοχών, στο εκάστοτε εκδομένο μετοχικό κεφάλαιο της Εταιρείας δύνανται, τηρουμένων πάντοτε των προνοιών του εν λόγω καταστατικού και νόμου, να τροποποιούνται, ακυρώνονται ή αντικαθίστανται.

LOI SUR LES SOCIÉTÉS – CHAPITRE 113  
DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE  
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE PAR ACTIONS

**STATUTS  
DE  
1CITY 1PRO LTD**

Ο ΠΕΡΙ ΕΤΑΙΡΕΙΩΝ ΝΟΜΟΣ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 113  
ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΠΡΟΥ  
ΙΔΙΩΤΙΚΗ ΕΤΑΙΡΕΙΑ ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΕΝΗΣ ΕΥΘΥΝΗΣ ΜΕ ΜΕΤΟΧΕΣ

**ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟ  
(Articles of Association)  
ΤΗΣ  
1CITY 1PRO LTD**

#### EXCLUSION DU « TABLEAU A »

1. Les règlements contenus dans toutes les parties (Partie I, Partie II et Partie III) du « Tableau A » figurant dans la première annexe de la *Loi sur les sociétés, Chapitre 113* des lois de la République de Chypre, ne s'appliquent pas à la société.

#### DEFINITIONS ET INTERPRETATION

2. Sauf disposition contraire du contexte, les termes utilisés dans les présents statuts ont la signification suivante :
  - « Actions non émises » actions faisant partie du capital autorisé mais non encore émises
  - « Vote ordinaire » vote à main levée lors d'une assemblée générale
  - « Assemblée générale » toute assemblée générale (ordinaire, extraordinaire ou spéciale) des membres, régulièrement convoquée et tenue conformément aux statuts
  - « Secrétaire » toute personne nommée par le conseil d'administration pour exercer les fonctions de secrétaire de la société conformément à l'article 171 de la Loi, y compris un secrétaire adjoint, temporaire ou conjoint
  - « Par écrit » tout support écrit ou reproductible de façon lisible et durable (photocopie, PDF, impression, fax, etc.), à l'exception des courriels
  - « Siège social » siège statutaire de la société conformément à l'article 102 de la Loi
  - « Ayant droit » toute personne devenant propriétaire d'une ou plusieurs actions en raison du décès ou de la faillite d'un membre

#### ΕΞΑΙΡΕΣΗ ΤΟΥ ΠΙΝΑΚΑ Α

1. Οι κανονισμοί που εμπεριέχονται σε όλα τα Μέρη (Μέρος I, Μέρος II και Μέρος III) του Πίνακα Α στο Πρώτο Παράρτημα του Περί Εταιρειών Νόμου, Κεφάλαιο 113 των νόμων της Δημοκρατίας της Κύπρου δεν εφαρμόζονται στην εταιρεία αυτή.

#### ΟΡΙΣΜΟΙ & ΕΡΜΗΝΕΙΑ

2. Εκτός εάν το κείμενο επιβάλλει διαφορετικά:
  - «Ανέκδοτες Μετοχές» εννοεί μετοχές στο εγγεγραμμένο (ονομαστικό/εγκεκριμένο) όμως όχι εκδομένο μετοχικό κεφάλαιο της Εταιρείας·
  - «Απλή Ψηφοφορία» εννοεί ψηφοφορία σε γενική συνέλευση η οποία τελείται με ανάταση χεριών·
  - «Γενική Συνέλευση» εννοεί γενική συνέλευση (είτε ετήσια είτε έκτακτη είτε χωριστή) Μελών η οποία συγκαλείται, απαρτίζεται και διεξάγεται δεόντως·
  - «Γραμματέας» εννοεί οποιοδήποτε Πρόσωπο διορίστηκε από το Συμβούλιο για να εκτελεί, δυνάμει του άρθρου 171 του Νόμου, οποιαδήποτε από τα καθήκοντα του γραμματέα της Εταιρείας περιλαμβανομένου κοινού γραμματέα (joint secretary), προσωρινού γραμματέα (temporary secretary) ή βοηθού γραμματέα (assistant secretary)·
  - «γραπτώς» ή «εγγράφως» εννοεί σε σχέση με οποιαδήποτε ειδοποίηση, γνωστοποίηση ή διαβίβαση, έγγραφη ή παρουσιάσιμη με οποιαδήποτε μέθοδο αναπαραστάσεως λέξεων σε ευανάγνωστη και μόνιμη μορφή περιλαμβανομένων φωτοαντίγραφο, «PDF», εκτύπωση ή τηλεομοίτυπο (facsimile) ή άλλη οπτική αναπαραστάση εξαιρουμένου του ηλεκτρονικού ταχυδρομείου (electronic mail)·
  - «Γραφείο» εννοεί το εγγεγραμμένο γραφείο της Εταιρείας βάση του άρθρου 102 του Νόμου·
  - «Διάδοχος» εννοεί Πρόσωπο ή Πρόσωπα που καθίστανται δικαιούχοι (becoming entitled to) μιας ή περισσότερων Μετοχών ως αποτέλεσμα του θανάτου ή της πτώχευσης

« Cédant »	actionnaire souhaitant céder, transférer ou disposer de tout ou partie de ses actions	«Διαθέτης»	Μέλους και «Μετοχή Διαδόχου» και «Μετοχές Διαδόχου» θα ερμηνεύονται ως η Μετοχή ή οι Μετοχές που κατέχονται ή (ανάλογα με την περίπτωση) που κατέχονται από κοινού από το εν λόγω Μέλος· εννοεί τον Κάτοχο που επιθυμεί να πωλήσει, μεταβιβάσει, ή διαφορετικά να διαθέσει, μια ή περισσότερες από τις Μετοχές του·
« Conseil d'administration »	l'ensemble des administrateurs ou le quorum réuni conformément aux statuts	«Διοικητικό Συμβούλιο»	ή εννοεί είτε όλοι οι Σύμβουλοι είτε η απαρτία τους «Συμβούλιο» συγκεντρωμένοι σε οποιοδήποτε τόπο σύμφωνα με το Καταστατικό·
« Vote spécial »	vote effectué par scrutin lors d'une assemblée générale	«Ειδική Ψηφοφορία»	εννοεί ψηφοφορία σε γενική συνέλευση η οποία τελείται με κάλπη (vote on poll)·
« Droit spécial »	tout droit préférentiel, différé ou autre privilège attaché à une action (dividende, vote, remboursement de capital, etc.)	«Ειδικό Δικαίωμα»	εννοεί δικαίωμα προτίμησης (preferred right), αναβολής (deferred rights) ή άλλο ειδικό δικαίωμα (εάν υπάρχει) και/ή περιορισμό (εάν υπάρχει) προσαρτημένο (attached) σε Μετοχή, ή διαφορετικά, που παρέχεται (conferred) στον Κάτοχο της Μετοχής, αναφορικά με μέρισμα (dividend), ψηφοφορία (voting), επιστροφή κεφαλαίου (return of capital) ή διαφορετικά και «Ειδικά Δικαιώματα» θα ερμηνεύεται ανάλογα·
« Résolution spéciale »	telle que définie à l'article 135 de la Loi	«Ειδικό Ψήφισμα»	εννοεί «ειδικό ψήφισμα» όπως ορίζεται από το άρθρο 135 του Νόμου·
« Mandataire »	représentant dûment désigné d'un membre pour voter en son nom	«Εκπρόσωπος»	εννοεί εκπρόσωπο (proxy) Μέλους δεόντως διορισμένο και εξουσιοδοτημένο σύμφωνα με το Καταστατικό·
« Résolution extraordinaire »	telle que définie à l'article 135 de la Loi	«Έκτακτο Ψήφισμα»	εννοεί «έκτακτο ψήφισμα» όπως ορίζεται από το άρθρο 135 του Νόμου·
« Auditeurs »	auditeurs désignés conformément à l'article 153 de la Loi	«Ελεγκτές»	εννοεί τους ελεγκτές της Εταιρείας διορισμένους βάση του άρθρου 153 του Νόμου·
« Personne morale »	toute société ou entité constituée dans n'importe quel pays	«Εμπορικός Οργανισμός»	περιλαμβάνει οποιαδήποτε εταιρεία ή οποιοδήποτε άλλον εμπορικό οργανισμό (corporation) με ή χωρίς περιορισμένη ευθύνη που συστάθηκε σε οποιοδήποτε μέρος του κόσμου·
« Titre au porteur »	titre représentatif d'une action au porteur au sens de l'article 81(2) de la Loi	«Ένταλμα»	εννοεί «ένταλμα μετοχών στον κομιστή» (share warrant to bearer) όπως ορίζεται από το άρθρο 81(2) του Νόμου και «Εντάλματα» θα ερμηνεύεται ανάλογα·
« Comité »	comité créé par le conseil conformément au règlement 80	«Επιτροπή»	εννοεί επιτροπή βάση του Εδαφίου α του Κανονισμού 80, διορισμένη από το Συμβούλιο και «Επιτροπές» θα ερμηνεύεται ανάλογα·
« Société »	la société objet des présents statuts	«Εταιρεία»	εννοεί την εταιρεία αυτή (αριθμός εγγραφής Η.Ε. )
« Jours »	jours calendaires, à l'exclusion du jour d'envoi et du jour de réception d'une notification	«Ημέρες»	εννοεί τις ημέρες που εμπίπτουν σε μια περίοδο εξαιρουμένης της ημέρας που η ειδοποίηση αποστέλλεται και της ημέρας που η ειδοποίηση θεωρείται ότι λαμβάνεται·
« Filiale »	au sens de l'article 148 de la Loi	«Θυγατρική»	εννοεί «θυγατρική» όπως ερμηνεύεται από το άρθρο 148 του Νόμου, της Εταιρείας·
« Société privée »	au sens de l'article 29(1) de la Loi	«Ιδιωτική Εταιρεία»	εννοεί «ιδιωτική εταιρεία» όπως ορίζεται από το άρθρο 29(1) του Νόμου·

« Taux d'intérêt approprié »	5 % par an ou tout autre taux décidé par le conseil	«Κατάλληλος Τόκος»	εννοεί ετήσιο τόκο της τάξης του 5% ή τέτοιο άλλο ποσοστό όπως το Συμβούλιο θα καθορίσει·
« Statuts »	les présents statuts, tels que modifiés conformément à l'article 12 de la Loi	«Καταστατικό»	εννοεί το καταστατικό αυτό όπως εκάστοτε τροποποιείται σύμφωνα με το άρθρο 12 του Νόμου όντας οι κανονισμοί για τη διοίκηση της Εταιρείας βάση των άρθρων 8, 10 και 11 του Νόμου·
« Actionnaire »	personne inscrite comme titulaire d'une ou plusieurs actions au registre des membres	«Κάτοχος»	εννοεί σε σχέση με μια ή περισσότερες Μετοχές, το εγγεγραμμένο Πρόσωπο στο Μητρώο ως ο κάτοχος της/τους και «Κάτοχοι» θα ερμηνεύεται ανάλογα·
« Coactionnaire »	membre détenant conjointement une ou plusieurs actions avec un autre membre	«Κοινός Κάτοχος»	εννοεί σε σχέση με μια ή περισσότερες Μετοχές, Μέλος το οποίο την/τις κατέχει από κοινού (jointly holds) με άλλο Μέλος ή Μέλη και «Κοινοί Κάτοχοι» εννοεί μαζί κάθε τέτοιο Κοινό Κάτοχο·
« Chypre »	la République de Chypre	«Κύπρος»	εννοεί τη Δημοκρατία της Κύπρου·
« Membre »	membre au sens de l'article 27 de la Loi	«Μέλος»	εννοεί «μέλος» όπως ορίζεται από το άρθρο 27 του Νόμου, της Εταιρεία και «Μέλη» θα ερμηνεύεται ανάλογα·
« Action »	action de toute catégorie faisant partie du capital émis de la société	«Μετοχή»	εννοεί μετοχή ή μετοχή οποιασδήποτε κλάσης στο εκδομένο μετοχικό κεφάλαιο της Εταιρείας και «Μετοχές» θα ερμηνεύεται ανάλογα·
« Registre »	registre des membres tenu conformément à l'article 105 de la Loi	«Μητρώο»	εννοεί το μητρώο Μελών που απαιτείται να τηρείται δυνάμει του άρθρου 105 του Νόμου·
« Loi »	la Loi sur les sociétés, Chapitre 113	«Νόμος»	εννοεί τον Περί Εταιρειών Νόμο, Κεφάλαιο 113 των Νόμων της Κύπρου·
« Président »	administrateur nommé président du conseil selon le règlement 93	«Πρόεδρος»	εννοεί Σύμβουλο διορισμένο, βάση του Κανονισμού 93, ως τον «Πρόεδρο»·
« Président de l'assemblée »	personne présidant une assemblée générale	«Πρόεδρος ΓΣ»	εννοεί το πρόσωπο που προεδρεύει γενική συνέλευση·
« Personne »	toute personne physique ou morale, y compris société, partenariat ou autre entité	«Πρόσωπο»	περιλαμβάνει άτομο, οίκο, συνεταιρισμό, Εμπορικό Οργανισμό ή άλλο πρόσωπο ή οντότητα (είτε συστάθηκε (incorporated) είτε όχι) και «Πρόσωπα» θα ερμηνεύεται ανάλογα·
« Actions proposées »	actions non encore émises destinées à être émises	«Προτεινόμενες Μετοχές»	εννοεί Ανεκδοτες Μετοχές που πρόκειται να εκδοθούν·
« Actions à vendre »	actions qu'un cédant souhaite transférer ou céder	«Πωλούμενες Μετοχές»	εννοεί οι Μετοχές (που κατέχονται από το Διαθέτη) τις οποίες ο Διαθέτης επιθυμεί να πωλήσει, μεταβιβάσει ή διαφορετικά διαθέσει και «Πωλούμενη Μετοχή» θα ερμηνεύεται ανάλογα·
« Administrateur »	administrateur au sens de l'article 2 de la Loi	«Σύμβουλος»	εννοεί «σύμβουλο» όπως ορίζεται στο άρθρο 2 του Νόμου, της Εταιρείας και «Σύμβουλοι» θα ερμηνεύεται ανάλογα·
« Associé lié »	membre de la famille ou entité liée, y compris toute filiale détenue à 100 %	«Συνδεδεμένος»	εννοεί συγγενή ή συνδεδεμένο (affiliate) και για τους σκοπούς του ορισμού αυτού «συγγενής» είναι σύζυγος, παιδί, εγγόνι, γονιός, αδελφός ή αδελφή, ατόμου (individual) και «συνδεδεμένος» είναι μέλος ή μέτοχος, ανάλογα με την περίπτωση, ή 100% θυγατρική, Εμπορικού Οργανισμού·
« Réunion »	séance du conseil d'administration	«Συνεδρίαση»	εννοεί συνεδρίαση του Συμβουλίου και

« Réunion de comité »	séance tenue par les membres d'un comité	«Συνεδρίαση Επιτροπής»	«Συνεδριάσεις» θα ερμηνεύεται ανάλογα· εννοεί συνεδρίαση των Προσώπων που αποτελούν Επιτροπή και «Συνεδριάσεις Επιτροπών» θα ερμηνεύεται ανάλογα· εννοεί την κοινή σφραγίδα της Εταιρείας βάση των άρθρων 15 και 103 του Νόμου·
« Sceau »	sceau officiel de la société conformément aux articles 15 et 103 de la Loi	«Σφραγίδα»	
« Actions concernées »	actions de la même catégorie ou assorties des mêmes droits que les actions proposées ou à vendre	«Σχετικές Μετοχές»	εννοεί Μετοχές της ίδιας κλάσης όπως οι, ή που φέρουν ή παρέχουν τα ίδια Ειδικά Δικαιώματα όπως οι, ή διαφορετικά που κατατάσσονται pari passu από όλες τις απόψεις με τις, Προτεινόμενες Μετοχές ή (όπως εφαρμόζεται) τις Πωλούμενες Μετοχές και εάν οι Προτεινόμενες Μετοχές θα αποτελέσουν νέα κλάση Μετοχών ή εάν οι Πωλούμενες Μετοχές αποτελούν όλες τις Μετοχές μιας κλάσης, «Σχετικές Μετοχές» εννοεί Μετοχές·
« Membre concerné »	membre autre que le cédant détenant des actions concernées	«Σχετικό Μέλος»	εννοεί Μέλος, εξαιρουμένου του Διαθέτη, που κατέχει μια ή περισσότερες Σχετικές Μετοχές και «Σχετικά Μέλη» θα ερμηνεύεται ανάλογα·
« Prix de transfert »	prix convenu par action vendue selon le règlement 32(1)(b)	«Τιμή Μεταβίβασης»	εννοεί την τιμή ανά Πωλούμενη Μετοχή όπως συμφωνήθηκε ή καθορίστηκε βάση του Εδαφίου 1(β) του Κανονισμού 32· και
« Débenture »	au sens de l'article 2 de la Loi	«Χρεόγραφο»	εννοεί σε σχέση με την Εταιρεία, «χρεόγραφο» όπως ορίζεται στο άρθρο 2 του Νόμου, και «Χρεόγραφα» θα ερμηνεύεται ανάλογα
(Et les définitions s'appliquent à toutes les formes grammaticales correspondantes des mots ou expressions mentionnés.)		(και οι έννοιες που δίδονται στις αντίστοιχες λέξεις ή εκφράσεις δίδονται και για τις πτώσεις (ονομαστική, γενική, δοτική, αιτιατική και κλητική) των αντίστοιχων λέξεων και εκφράσεων).	
3. Sauf indication contraire du contexte, les présents statuts doivent être lus, interprétés et appliqués conformément aux règles suivantes :	3. Εκτός εάν το κείμενο διαφορετικά επιβάλλει, το Καταστατικό θα διαβάζεται, ερμηνεύεται και εφαρμόζεται σύμφωνα με τους ακόλουθους κανόνες ερμηνείας:		
(1) Les références à des règlements numérotés renvoient aux règlements correspondants des présents statuts. Les références faites, au sein de ces règlements, à des paragraphes numérotés renvoient aux paragraphes correspondants de ces mêmes règlements.	(1) Αναφορές σε αριθμημένους Κανονισμούς αφορούν τους αριθμημένους κανονισμούς του Καταστατικού και αναφορές στους Κανονισμούς σε αριθμημένα Εδάφια αφορούν τα αριθμημένα εδάφια των σχετικών Κανονισμών.		
(2) Les références à une loi ou disposition législative comprennent toute référence à cette loi ou disposition telle qu'amendée ou remplacée à tout moment.	(2) Αναφορές σε νομοθεσία ή νομοθετική διάταξη περιλαμβάνουν αναφορές σε εκείνη τη νομοθεσία ή νομοθετική διάταξη όπως εκάστοτε τροποποιείται ή αντικαθίσταται.		
(3) Les mots et expressions au singulier incluent le pluriel, et inversement.	(3) Λέξεις και εκφράσεις που υποδηλούν τον ενικό περιλαμβάνουν τον πληθυντικό και αντίστροφα.		
(4) Les mots et expressions désignant un genre incluent tous les genres.	(4) Λέξεις και εκφράσεις που υποδηλούν οποιοδήποτε γένος περιλαμβάνουν κάθε γένος.		
(5) Les mots et expressions définis par la Loi sur les sociétés (Chapitre 113) ont, sauf indication contraire dans les présents statuts, le même sens que celui prévu par ladite Loi.	(5) Λέξεις και εκφράσεις που ορίζονται στο Νόμο θα έχουν (εκτός εάν τους δίδεται διαφορετική έννοια στο Καταστατικό) την ίδια έννοια στο Καταστατικό.		
(6) Lorsqu'un membre est une personne morale (société ou organisme commercial), tout dirigeant, représentant	(6) Αξιωματούχος ή διαφορετικά στέλεχος του κυβερνητικού ή διευθυντικού σώματος Μέλους όντας		

légal ou membre du conseil d'administration de cette entité est réputé représenter ce membre pour l'application des présents statuts, sauf en ce qui concerne sa présence et son droit de vote aux assemblées générales, pour lesquelles s'applique le règlement 69.

4. Les présents statuts doivent également être lus, interprétés et appliqués en tenant compte du fait que la société est une société privée.
- (α) Lorsque la société compte deux associés ou plus, toute disposition incompatible avec la nature juridique d'une société privée sera adaptée en conséquence ;
- (β) Lorsque la société ne compte qu'un seul associé, toute disposition incompatible avec la nature d'une société privée unipersonnelle (single-member company) sera également ajustée en conséquence.

Dans tous les autres cas, les dispositions non compatibles seront réputées supprimées des statuts et n'auront aucun effet.

#### INTRODUCTION

5. La société est une société privée et, indépendamment de toute autre disposition des présents statuts, elle est, en vertu de l'article 29 de la Loi, soumise aux restrictions suivantes :
- (1) Le nombre maximal d'associés (à l'exclusion des personnes employées par la société, ainsi que des anciens employés qui étaient membres pendant leur période d'emploi et qui ont conservé cette qualité après la cessation de leur emploi) est limité à cinquante (50).  
Les coassociés, détenant conjointement une ou plusieurs parts sociales, sont considérés comme un seul associé pour l'application de cette limite.
- (2) Toute offre publique de souscription d'actions du capital de la société ou de valeurs mobilières, ainsi que toute émission de titres au porteur, est interdite.
6. Tant que la société demeure une société unipersonnelle, les dispositions suivantes s'appliquent :
- (1) L'associé unique exerce toutes les compétences attribuées à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi et :
- (α) toute décision prise ou résolution adoptée par l'associé unique, et
- (β) toute décision écrite ou résolution écrite dûment signée par l'associé unique ou pour son compte, constitue, sous réserve du paragraphe (2), la décision ou

Εμπορικός Οργανισμός θα θεωρείται ότι είναι το Μέλος που εκπροσωπεί για τους σκοπούς του Καταστατικού εκτός αναφορικά με την παρουσία και την ψηφοφορία του σε γενικές συνελεύσεις για τις οποίες εφαρμόζεται ο Κανονισμός 69.

4. Το Καταστατικό θα πρέπει επίσης να διαβάζεται, ερμηνεύεται και εφαρμόζεται στη βάση ότι η Εταιρεία είναι Ιδιωτική Εταιρεία και:
- (α) όταν η Εταιρεία έχει δύο ή περισσότερα Μέλη, οποιεσδήποτε πρόνοιες οι οποίες δε συνάδουν με τη φύση της Εταιρείας ως Ιδιωτική Εταιρεία θα προσαρμόζονται ανάλογα και
- (β) όταν η Εταιρεία έχει ένα Μέλος μόνο, οποιεσδήποτε πρόνοιες οι οποίες δε συνάδουν με τη φύση της Εταιρείας ως Ιδιωτική Εταιρεία όντας ιδιωτική μονομελής εταιρεία (single-member company) θα προσαρμόζονται ανάλογα,
- διαφορετικά θα θεωρούνται διαγραμμένες από το Καταστατικό και θα αγνοούνται.

#### ΕΙΣΑΓΩΓΗ

5. Η Εταιρεία είναι Ιδιωτική Εταιρεία και ανεξάρτητα από οτιδήποτε στο Καταστατικό είναι, δυνάμει του άρθρου 29 του Νόμου, υποκείμενη στους ακόλουθους περιορισμούς:
- (1) Ο μέγιστος αριθμός Μελών (εξαιρουμένων των Προσώπων που είναι στην υπηρεσία (in the employment) της Εταιρείας και των Προσώπων, που ήταν προηγουμένως στην υπηρεσία της Εταιρείας, κατά τη διάρκεια της υπηρεσίας τους ήταν Μέλη, και έχουν συνεχίσει μετά τη λήξη της υπηρεσίας τους να είναι Μέλη) περιορίζεται σε 50. Κοινοί Κάτοχοι θα θεωρούνται, για τους σκοπούς του περιορισμού αυτού, ως ένα Μέλος.
- (2) Οποιαδήποτε πρόσκληση στο κοινό για εγγραφή (subscription) Μετοχών στο κεφάλαιο της Εταιρείας ή Χρεογράφων και οποιαδήποτε έκδοση Χρεογράφων στον κομιστή απαγορεύονται.
6. Οποτεδήποτε ενόσω η Εταιρεία είναι μονομελής εταιρεία (single-member company) τα ακόλουθα θα τίθενται σε εφαρμογή:
- (1) Το μοναδικό Μέλος θα ασκεί όλες τις εξουσίες που δίδονται στη, ή ασκούνται από τη, Γενική Συνέλευση βάση του Καταστατικού ή του Νόμου και:
- (α) κάθε απόφαση που λαμβάνεται ή ψήφισμα που εγκρίνεται από το μοναδικό Μέλος και
- (β) κάθε έγγραφη απόφαση ή έγγραφο ψήφισμα δεόντως υπογεγραμμένη/ο από το μοναδικό Μέλος ή εκ μέρους του,
- θα εκπροσωπεί και αποτελεί, τηρουμένου του Εδαφίου

la résolution de l'assemblée générale.

- (2) Une décision ou résolution de l'associé unique est réputée dûment prise ou adoptée lorsqu'elle est consignée dans un procès-verbal signé par l'associé unique ou son mandataire. Toute décision écrite ou résolution écrite signée par l'associé unique ou pour son compte et remise à la société à son siège social est valide et exécutoire comme si la décision ou la résolution avait été formellement adoptée à la date de cette remise.
- (3) Toute décision ou résolution adoptée par l'assemblée générale est réputée adoptée à l'unanimité comme « résolution ordinaire », sauf si les statuts ou la loi exigent expressément une « résolution spéciale », une « résolution extraordinaire » ou une autre catégorie de résolution. Dans ce cas, la décision ou la résolution est considérée comme adoptée à l'unanimité selon la catégorie correspondante. L'article 137 de la Loi demeure applicable et doit être observé.
- (4) Aucun contrat, accord ou arrangement conclu entre la société et l'associé unique et/ou une personne liée à cet associé ne produira d'effets juridiques, sauf si :
  - (α) ses termes et conditions sont inclus ou exprimés dans un protocole d'accord ou dans un contrat écrit définitif signé et exécuté par toutes les parties, ou
  - (β) il est conclu sur une base strictement commerciale, sans lien de dépendance, dans le cadre normal et légitime des affaires de la société.
- (5) Une ou plusieurs actions (y compris des actions d'ayant droit) peuvent être transférées à tout moment, et la société ne peut refuser d'enregistrer un tel transfert.
- (6) L'associé unique peut, à tout moment, convoquer (en respectant un délai de préavis raisonnable) et assister à toute assemblée générale, réunion du conseil d'administration ou d'un comité. Le quorum requis pour toute assemblée générale est constitué de la présence de l'associé unique, personnellement ou par mandataire. L'omission de notifier une assemblée à un administrateur, ou la non-réception de cette notification, n'invalide pas les délibérations tenues lors de cette

2, την απόφαση ή το ψήφισμα της Γενικής Συνέλευσης.

- (2) Απόφαση ή ψήφισμα του μοναδικού Μέλους θα είναι, και θα θεωρηθεί ότι είναι, δεόντως ληφθείσα ή εγκριμένο (αντίστοιχα) από το μοναδικό Μέλος εάν είναι καταγεγραμμένο/η σε πρακτικά υπογεγραμμένα από το μοναδικό Μέλος ή τον Εκπρόσωπο. Έγγραφο απόφαση ή έγγραφο ψήφισμα υπογεγραμμένη/ο από το μοναδικό Μέλος ή εκ μέρους του και παραδομένο στην Εταιρεία στο Γραφείο θα είναι έγκυρο και εφαρμοστέο ωςάν η απόφαση ή το ψήφισμα να ήταν, την ημερομηνία της παράδοσης, δεόντως ληφθείσα ή εγκριμένο (αντίστοιχα) από το μοναδικό Μέλος.
- (3) Κάθε απόφαση που λαμβάνεται ή ψήφισμα που εγκρίνεται από τη Γενική Συνέλευση θα θεωρείται ότι λαμβάνεται ή εγκρίνεται ομόφωνα ως «συνήθες ψήφισμα» εκτός εάν ρητώς απαιτείται βάση του Καταστατικού ή του Νόμου Ειδικό Ψήφισμα, Έκτακτο Ψήφισμα ή άλλο ψήφισμα οπότε η απόφαση ή το ψήφισμα θα θεωρηθεί ότι λήφθηκε ή εγκρίθηκε ομόφωνα ως «Ειδικό Ψήφισμα» ή «Έκτακτο Ψήφισμα» ή ανάλογα με την περίπτωση, αντίστοιχα. Το άρθρο 137 του Νόμου παραμένει ανεπηρέαστο από το Εδάφιο 3 αυτό και θα ακολουθείται και τηρείται ανάλογα.
- (4) Καμία σύμβαση (contract), συμφωνία (agreement) ή διευθέτηση (arrangement) γινόμενη μεταξύ της Εταιρείας και του Μοναδικού Μέλους και/ή Προσώπου Συνδεδεμένου με το μοναδικό Μέλος δε θα δημιουργεί έννομη σχέση (create legal relation) εκτός εάν:
  - (α) οι όροι και οι πρόνοιες της εμπεριέχονται ή εκφράζονται σε μνημόνιο συμφωνίας (memorandum of agreement) ή σε οριστική έγγραφη συμφωνία ή πράξη (instrument) υπογεγραμμένη και εκτελεσμένη από όλα τα μέρη της· ή
  - (β) γίνεται σε καθαρά εμπορική βάση και χωρίς συγγενική σχέση στα πλαίσια της συνήθης και σωστής διεξαγωγής της επιχείρησης (at arms length in the ordinary and proper course of business) της Εταιρείας.
- (5) Μια ή περισσότερες Μετοχές (περιλαμβανομένων Μετοχών Διαδόχου) δύνανται οποτεδήποτε να μεταβιβαστούν και η Εταιρεία δε θα αρνηθεί να εγγράψει τη μεταβίβαση.
- (6) Το μοναδικό Μέλος δύνανται οποτεδήποτε να καλέσει (δίδοντας εύλογη προθεσμία ειδοποίησης) και να παρίσταται σε, γενικές συνελεύσεις, συνεδριάσεις των Συμβούλων και συνεδριάσεις Επιτροπών. Η απαιτούμενη απαρτία για τη διεξαγωγή εργασιών σε γενική συνέλευση θα είναι το μοναδικό Μέλος παριστάμενος αυτοπροσώπως ή από Εκπρόσωπο. Παράληψη να δοθεί ειδοποίηση γενικής συνέλευσης σε, ή η μη παραλαβή ειδοποίησης από, Σύμβουλο δε

assemblée.

- (7) L'administrateur unique peut également, conformément à l'article 171(1) de la Loi, exercer les fonctions de secrétaire de la société.
- (8) Les règlements 10, 31, 32, 34, 38(b), 46, 48, 49, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64 et 82 ne s'appliquent pas, sont réputés supprimés des statuts, et ne lient ni l'associé, ni les administrateurs, ni la société.

### CAPITAL SOCIAL

7. Les actions non émises peuvent, sans porter atteinte aux droits particuliers conférés aux actionnaires existants, être émises :
- (α) comme actions assorties de droits particuliers, tels que déterminés par l'assemblée générale statuant par résolution ordinaire ; ou
- (β) comme actions privilégiées rachetables, assorties de droits particuliers déterminés par l'assemblée générale statuant également par résolution ordinaire et, sous réserve de l'article 57 de la Loi, selon les conditions et modalités de rachat prévues dans les présents statuts.
8. Les actions privilégiées rachetables ne peuvent être rachetées que conformément au présent règlement 8, sauf décision contraire de l'assemblée générale (sans porter atteinte aux droits particuliers des détenteurs d'actions privilégiées) prise par résolution spéciale :
- (1) La société peut, à tout moment, moyennant un préavis d'au moins cinq (5) jours adressé au détenteur d'actions privilégiées, racheter tout ou partie des actions privilégiées intégralement libérées détenues par ce dernier, selon les modalités précisées dans la notification.
- (2) Sauf accord écrit contraire entre la société et le détenteur d'actions privilégiées, le rachat a lieu au siège social de la société à midi à la date d'expiration du préavis.
- (3) Les actions privilégiées rachetables sont rachetées :
- (α) avec une prime par action privilégiée telle que fixée par l'assemblée générale dans la résolution ordinaire approuvant l'émission correspondante, conformément à l'article 57(1)(c) de la Loi, et financée:
- (i) soit à partir des bénéfices distribuables,
- (ii) soit à partir du compte de prime d'émission,
- selon la décision du conseil d'administration prise avant l'envoi du préavis ;

θα ακυρώσει τις διαδικασίες στη συνέλευση.

- (7) Ο μοναδικός Σύμβουλος δύναται (βάση του άρθρου 171(1) του Νόμου) επίσης να είναι ο Γραμματέας.
- (8) Οι Κανονισμοί 10, 31, 32, 34, 38(β), 46, 48, 49, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64 και 82, δε θα εφαρμόζονται και θα θεωρούνται διαγραμμένοι από το Καταστατικό και δε θα δεσμεύουν το Μέλος, τους Συμβούλους ή την Εταιρεία.

### ΜΕΤΟΧΙΚΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ

7. Ανέκδοτες Μετοχές δύναται, άνευ βλάβης των Ειδικών Δικαιωμάτων που παρέχονται στους Κατόχους, να εκδοθούν:
- (α) ως Μετοχές με τέτοια Ειδικά Δικαιώματα όπως η Γενική Συνέλευση θα καθορίσει με την έγκριση συνήθους ψηφίσματος· ή
- (β) ως εξαγοράσιμες προνομιούχες Μετοχές με τέτοια Ειδικά Δικαιώματα όπως η Γενική Συνέλευση θα καθορίσει με την έγκριση συνήθους ψηφίσματος και, τηρουμένου του άρθρου 57 του Νόμου, με τέτοιους όρους και τέτοιο τρόπο εξαγοράς όπως προνοείται στο Καταστατικό.
8. Οι εξαγοράσιμες προνομιούχες Μετοχές δύναται να εξαγοραστούν μόνο σύμφωνα με τον Κανονισμό 8 αυτόν εκτός εάν και μέχρις ότου η Γενική Συνέλευση (άνευ βλάβης των Ειδικών Δικαιωμάτων που παρέχονται στους ΕΠ Κάτοχους) διαφορετικά θα καθορίσει με την έγκριση Ειδικού Ψηφίσματος:
- (1) Η Εταιρεία δύναται οποτεδήποτε, δίδοντας τουλάχιστο 5 Ημέρες ειδοποίηση σε ΕΠ Κάτοχο, να εξαγοράσει όλες ή μερικές πλήρως πληρωμένες ΕΠ Μετοχές που κατέχονται από αυτόν όπως η Εταιρεία θα καθορίσει στην ειδοποίηση.
- (2) Εκτός εάν διαφορετικά συμφωνηθεί εγγράφως μεταξύ της Εταιρείας και του ΕΠ Κατόχου, η Εξαγορά θα λάβει χώρα στο Γραφείο στις 12.00 μ.μ. στη λήξη της Ειδοποίησης.
- (3) Οι ΕΠΚ Μετοχές θα εξαγοραστούν:
- (α) με τέτοιο υπέρ το άρτιο (premium) ανά ΕΠΚ Μετοχή όπως η Γενική Συνέλευση έχει καθορίσει στο σύνθητες ψήφισμα εγκρίνοντας τη σχετική έκδοση των ΕΠ Μετοχών που θα παραχωρηθεί δυνάμει της προϋπόθεσης γ, άρθρο 57(1) του Νόμου, από:
- (i) τα διαιρετέα κέρδη (divisible profits)· ή
- (ii) το αποθεματικό έκδοσης κεφαλαίου υπέρ το άρτιο (share premium account),
- της Εταιρείας οποιοδήποτε από αυτά το Διοικητικό Συμβούλιο θα καθορίσει πριν την

- (β) à défaut de prime déterminée, à leur valeur nominale, telle que fixée par le conseil d'administration conformément à l'article 57(1)(a) de la Loi, avant l'envoi du préavis.
- (4) Lors du rachat :
- (α) le détenteur d'actions privilégiées remet à la société, pour annulation, le ou les certificats correspondant aux actions concernées ;
- (β) sous réserve du paragraphe (α) ci-dessus, la société verse au détenteur :
- (i) sous réserve de l'article 57(1)(a) de la Loi, la prime accumulée relative aux actions privilégiées rachetées et, sauf si le rachat est effectué à partir des bénéfices distribuables, retient la valeur nominale accumulée de ces actions afin de l'affecter à la libération et au paiement des actions ordinaires qui seront émises conformément au paragraphe (γ) ci-dessus ; ou
- (ii) sous réserve des articles 57(1)(c) et 57(5) de la Loi, la prime accumulée relative aux actions privilégiées rachetées ainsi que leur valeur nominale, en transférant depuis les bénéfices distribuables un montant équivalent à la valeur nominale vers le compte de réserve de rachat de capital (capital redemption reserve account) pour libérer et émettre des actions ordinaires gratuites conformément au paragraphe (γ) ;
- (γ) le conseil d'administration attribue au détenteur (ou à toute personne désignée par lui) le même nombre d'actions non émises que d'actions privilégiées rachetées, à émettre immédiatement après le rachat à leur valeur nominale, en tant qu'actions ordinaires entièrement libérées de même valeur nominale, classées au même rang (pari passu) que les actions ordinaires existantes.
- (5) Dans le présent règlement 8, sauf indication contraire du contexte :
- « Préavis » préavis mentionné au paragraphe 1 ;
- « Prime » montant, le cas échéant, fixé par l'assemblée générale comme prime payable lors du rachat. Pour éviter toute ambiguïté, la prime correspond à la somme excédant la valeur nominale de l'action privilégiée rachetable ;

Ειδοποίηση.

- (β) (εάν δεν έχει καθοριστεί το υπέρ το άρτιο (premium) όπως προαναφέρεται) στην ονομαστική τους αξία (at par) όπως το Συμβούλιο, τηρουμένης της προϋπόθεσης α, άρθρο 57(1) του Νόμου, θα καθορίσει πριν την Ειδοποίηση.
- (4) Κατά την Εξαγορά:
- (α) ο ΕΠ Κάτοχος θα παραδώσει στην Εταιρεία για ακύρωση το πιστοποιητικό ή πιστοποιητικά μετοχών αναφορικά με τις ΕΠΚ Μετοχές:
- (β) τηρουμένου του Εδαφίου 4(α), η Εταιρεία θα πληρώσει στον ΕΠ Κάτοχο:
- (i) (τηρώντας την προϋπόθεση α, άρθρο 57(1) του Νόμου) το συσσωρευμένο Υπέρ το Άρτιο αναφορικά με τις ΕΠΚ Μετοχές και, εκτός εάν η Εξαγορά θα γίνει από τα διαιρετέα κέρδη (divisible profits), κατακρατήσει (withhold) τη συσσωρευμένη ονομαστική αξία των ΕΠΚ Μετοχών για να την αποδώσει στην πληρωμή και εξόφληση συνήθων Μετοχών που θα εκδοθούν βάση του Εδαφίου 4(γ)· ή
- (ii) (τηρώντας την προϋπόθεση γ, άρθρο 57(1) και το άρθρο 57(5) του Νόμου) το συσσωρευμένο Υπέρ το Άρτιο αναφορικά με τις ΕΠΚ Μετοχές μαζί με τη συσσωρευμένη ονομαστική τους αξία και μεταφέρει από τα διαιρετέα κέρδη (divisible profits) στο αποθεματικό κεφάλαιο για αποπληρωμή μετοχών (capital redemption reserve account) ποσό ίσο με τη συσσωρευμένη ονομαστική τους αξία για να αποδοθεί στην πληρωμή και εξόφληση συνήθων Μετοχών που θα εκδοθούν, ως δια δωρεάς μετοχές, βάση του Εδαφίου 4(γ)·
- και
- (γ) το Διοικητικό Συμβούλιο θα παραχωρήσει (allot) στον ΕΠ Κάτοχο (ή όπως δυνατό να υποδείξει) το ίδιο αριθμό Ανέκδοτων Μετοχών με τον αριθμό των ΕΠΚ Μετοχών, για να εκδοθούν αμέσως μετά την Εξαγορά στην ονομαστική τους αξία (at par) ως πλήρως πληρωμένες συνήθεις Μετοχές της ίδια ονομαστικής αξίας όπως οι ΕΠΚ Μετοχές, κατατασσόμενες (ranking) pari passu από όλες τις απόψεις με όλες τις υφιστάμενες (εκδομένες) συνήθεις Μετοχές.
- (5) Στον Κανονισμό 8 αυτόν εκτός εάν το κείμενο επιβάλλει διαφορετικά:
- «Ειδοποίηση» εννοεί την αναφερόμενη ειδοποίηση στο Εδάφιο 1·
- «Υπέρ το Άρτιο» εννοεί το ποσό (εάν υπάρχει) που έθεσε η Γενική Συνέλευση ως υπέρ το άρτιο (premium) πληρωτέο στην Εξαγορά. Για αποφυγή αμφιβολίας, το υπέρ το άρτιο (premium) εκπροσωπεί ποσό που υπερβαίνει

« Rachat » rachat d'actions privilégiées rachetables ;  
 « Détenteur d'actions privilégiées » titulaire d'une ou plusieurs actions privilégiées rachetables ;  
 « Actions privilégiées » désigne les actions privilégiées rachetables ; et  
 « Actions privilégiées rachetables » désigne toutes les actions privilégiées intégralement libérées du détenteur visé par le préavis (et non une partie seulement) ; cette expression s'interprète en conséquence.

(6) Le règlement 9 ne s'applique pas à toute attribution, émission ou projet d'émission d'actions effectuée conformément au présent règlement 8.

9. Les Actions Proposées doivent être offertes, par notification, aux Membres concernés, proportionnellement, autant que possible, au nombre d'Actions Correspondantes qu'ils détiennent immédiatement avant la notification. Chaque notification précisera le nombre d'Actions Proposées offertes à chaque Membre ainsi que la période au terme de laquelle l'offre, si elle n'a pas été acceptée, sera réputée rejetée. Après l'expiration de ladite période, le Conseil d'administration pourra (mais au plus tard dans les quinze jours) disposer des Actions Proposées non souscrites de la manière qu'il jugera appropriée.
10. La Société peut exercer les pouvoirs relatifs au paiement de commissions tels que prévus à l'article 52 de la Loi. Sous réserve de cet article, ces commissions peuvent être réglées soit en numéraire, soit par l'attribution d'Actions intégralement ou partiellement libérées, soit pour partie en numéraire et pour partie en actions.
11. Aucune personne ne sera reconnue par la Société comme détenteur légal ou propriétaire bénéficiaire d'Actions en vertu d'un quelconque trust, et (sauf disposition contraire des présents statuts ou de la Loi) la Société ne sera pas liée par, ni ne reconnaîtra, un quelconque intérêt bénéficiaire, équitable, éventuel, futur ou partiel dans les Actions, autre que le droit absolu du titulaire inscrit. En outre (et sans préjudice de la généralité de ce qui précède), aucune notification d'un trust, qu'il soit exprès, implicite ou réputé, ne sera inscrite, conformément à l'article 112 de la Loi, au Registre des Membres.
12. Les droits particuliers attachés aux actions d'une catégorie quelconque peuvent, sans préjudice des droits des associés

την ονομαστική αξία της ΕΠΚ Μετοχής·

«Εξαγορά» εννοεί εξαγορά των ΕΠΚ Μετοχών·  
 «ΕΠ Κάτοχος» εννοεί Κάτοχο μίας ή περισσότερων ΕΠ Μετοχών·  
 «ΕΠ Μετοχές» εννοεί εξαγοράσιμες προνομιούχες Μετοχές· και  
 «ΕΠΚ Μετοχές» εννοεί όλες (και όχι μερικές ή μέρος μόνο από) τις πλήρως πληρωμένες ΕΠ Μετοχές του ΕΠ Κατόχου καθορισμένες στην Ειδοποίηση και «ΕΠΚ Μετοχές» θα ερμηνεύονται ανάλογα.

(6) Ο Κανονισμός 9 δε θα εφαρμόζεται για τους σκοπούς οποιασδήποτε παραχώρησης (allotment) ή έκδοσης ή προτιθέμενης παραχώρησης (allotment) ή έκδοσης μετοχών γενόμενη βάση του Κανονισμού 8 αυτού.

9. Οι Προτεινόμενες Μετοχές θα προσφερθούν με ειδοποίηση στα Σχετικά Μέλη αντίστοιχα, αναλογικά κατά προσέγγιση με τον αριθμό των Σχετικών Μετοχών που αντίστοιχα κατέχουν αμέσως πριν την ειδοποίηση. Κάθε ειδοποίηση θα καθορίσει τον αριθμό των Προτεινόμενων Μετοχών που προσφέρονται σε κάθε Μέλος και την περίοδο μέσα στην οποία η προσφορά, εάν δε γίνει αποδεκτή, θα θεωρηθεί ότι απορρίφθηκε και μετά την εκπνοή της εν λόγω περιόδου, το Διοικητικό Συμβούλιο δύναται (όχι όμως μετά αφότου εκπνεύσουν 15 ημέρες) να διαθέσει τις Προτεινόμενες Μετοχές που απορρίφθηκαν με τέτοιο τρόπο όπως κρίνει σκόπιμο.
10. Η Εταιρεία δύναται να ασκήσει τις εξουσίες πληρωμής προμηθειών που παρέχονται από το άρθρο 52 του Νόμου. Τηρουμένου του άρθρου 52 του Νόμου τέτοιες προμήθειες δύναται να εκπληρωθούν με την πληρωμή μετρητών ή την παραχώρηση (allotment) πλήρως ή μερικώς πληρωμένων Μετοχών ή εν μέρει με τον ένα τρόπο και εν μέρει με τον άλλο.
11. Κανένα Πρόσωπο δε θα αναγνωρίζεται από την Εταιρεία ως ο κατά νόμο κάτοχος (legal holder), ή ο κατ' ωφέλιμη κυριότητα ιδιοκτήτης (beneficial owner), Μετοχών δυνάμει οποιουδήποτε καταπιστεύματος (trust) και (εκτός εάν διαφορετικά προνοείται από το Καταστατικό ή το Νόμο) η Εταιρεία δε θα δεσμεύεται από, ή αναγνωρίσει, οποιοδήποτε ωφέλιμο (beneficial) ή άλλο δικαιωματικό (equitable) συμφέρον (interest) ή οποιοδήποτε ενδεχόμενο (contingent), μελλοντικό (future) ή μερικό (partial) συμφέρον (interest), στις Μετοχές εκτός του απόλυτου δικαιώματος στην ολότητα του στον Κάτοχο τους και περαιτέρω (και άνευ βλάβης της γενικότητας των προηγούμενων) καμία ειδοποίηση οποιουδήποτε καταπιστεύματος (trust), ρητή (expressed), εξυπακουόμενη (implied) ή τεκμηριωμένη (constructive) δε θα καταχωρείται, δυνάμει του άρθρου 112 του Νόμου, στο Μητρώο.
12. Τα Ειδικά Δικαιώματα στις Μετοχές οποιασδήποτε κλάσης δύναται, άνευ βλάβης των δικαιωμάτων των Μελών

prévus à l'article 70 de la Loi, être modifiés ou supprimés avec le consentement écrit du ou des détenteurs de la totalité, ou d'au moins 75 % des actions de cette catégorie, ou encore par résolution extraordinaire adoptée lors d'une assemblée générale des détenteurs d'actions de ladite catégorie, et non autrement.

Pour lever toute ambiguïté, les droits particuliers attachés aux actions d'une catégorie donnée ne seront pas réputés modifiés ou supprimés du seul fait de la création ou de l'émission d'actions classées *pari passu* avec celles de cette catégorie, sauf disposition contraire expresse.

13. Sous réserve des dispositions de la Loi (notamment des articles 55, 57, 60 et 64), l'assemblée générale peut :

(α) par résolution ordinaire :

(i) augmenter le capital social autorisé de la société en créant de nouvelles actions de toute valeur nominale ;

(ii) regrouper et diviser tout ou partie du capital social en actions d'une valeur nominale supérieure à celle des actions existantes ;

(iii) subdiviser une ou plusieurs actions en actions d'une valeur nominale inférieure à celle fixée par l'acte constitutif de la société — la résolution pouvant alors prévoir que certaines des actions résultant de la subdivision auront des droits particuliers différents des autres ;

(iv) réduire le capital social autorisé en annulant les actions non émises que la société n'a ni attribuées ni convenu d'attribuer ;

et

(β) par résolution spéciale, réduire le capital social émis, la réserve de rachat d'actions (*capital redemption reserve*), ou tout compte de prime d'émission (*share premium account*) de la société.

14. Lorsque, à la suite d'un regroupement d'actions, certains associés ont droit à des fractions d'actions, la société peut, pour leur compte, vendre les actions représentant ces fractions à toute personne, au meilleur prix raisonnablement obtainable, et distribuer le produit net de la vente entre les associés concernés, proportionnellement à leurs droits. La société peut autoriser une personne à signer l'acte de transfert des actions au profit de l'acheteur ou selon ses

δυνάμει του άρθρου 70 του Νόμου, να μεταβληθούν (*varied*) ή καταργηθούν (*abrogated*) με την έγγραφη συγκατάθεση του μοναδικού Κατόχου των, ή των Μελών που κατέχουν συνολικά τουλάχιστο το 75% των, Μετοχών της κλάσης ή με την έγκριση Έκτακτου Ψηφίσματος σε Γενική Συνέλευση των Κατόχων των Μετοχών της κλάσης, και όχι διαφορετικά. Για αποφυγή αμφιβολίας, τα Ειδικά Δικαιώματα στις Μετοχές οποιασδήποτε κλάσης, εκτός εάν ρητώς προνοούν διαφορετικά, δε θα θεωρείται ότι μεταβλήθηκαν (*varied*) ή καταργήθηκαν (*abrogated*) από τη δημιουργία ή την έκδοση μετοχών που κατατάσσονται *pari passu* με τις Μετοχές της κλάσης εκείνης.

13. Τηρουμένων των προνοιών του Νόμου (περιλαμβανομένων των άρθρων 55, 57, 60 και 64 του Νόμου), η Γενική Συνέλευση δύναται:

(α) με την έγκριση συνήθους ψηφίσματος να:

(i) αυξήσει το εγγεγραμμένο (ονομαστικό/εγκεκριμένο) μετοχικό κεφάλαιο της Εταιρείας δημιουργώντας νέες μετοχές οποιασδήποτε ονομαστικής αξίας·

(ii) ενοποιήσει (*consolidate*) και διαιρέσει (*divide*) όλο ή μέρος του μετοχικού κεφαλαίου της Εταιρείας σε μετοχές μεγαλύτερης ονομαστικής αξίας από την ονομαστική αξία οποιωνδήποτε Μετοχών·

(iii) υποδιαιρέσει (*subdivide*) μια ή περισσότερες Μετοχές σε Μετοχές μικρότερης ονομαστικής αξίας από όση είναι ορισμένη από το ιδρυτικό έγγραφο της Εταιρείας· το δε ψήφισμα δύναται να καθορίσει ότι, μεταξύ Μετοχών που θα προκύψουν από την υποδιείρηση (*subdivision*), κάποιες δυνατό να έχουν διαφορετικά Ειδικά Δικαιώματα από άλλες· ή

(iv) μειώσει το εγγεγραμμένο (ονομαστικό/εγκεκριμένο) μετοχικό κεφάλαιο της Εταιρείας ακυρώνοντας Ανέκδοτες Μετοχές τις οποίες η Εταιρεία δεν έχει παραχωρήσει (*allotted*) ούτε έχει συμφωνήσει να παραχωρήσει (*allot*)·

και

(β) με την έγκριση Ειδικού Ψηφίσματος να μειώσει το εκδομένο μετοχικό κεφάλαιο, το αποθεματικό κεφάλαιο για αποπληρωμή μετοχών (*capital redemption reserve*), ή οποιοδήποτε αποθεματικό έκδοσης κεφαλαίου υπέρ το άρτιο (*share premium account*), της Εταιρείας.

14. Οποτεδήποτε, ως αποτέλεσμα ενοποίησης (*consolidation*) Μετοχών κάποια Μέλη θα δικαιούνται κλάσματα (*fractions*) Μετοχών, η Εταιρεία δύναται, εκ μέρους των Μελών εκείνων να πωλήσει τις Μετοχές που εκπροσωπούν τα κλάσματα (*fractions*) σε οποιοδήποτε Πρόσωπο στην καλύτερη τιμή που δύναται εύλογα να επιτευχθεί και να διανέμει τις καθαρές εισπράξεις της πώλησης στη δέουσα αναλογία ανάμεσα στα Μέλη αυτά, και η Εταιρεία δύναται

instructions.

L'acquéreur n'aura pas à s'enquérir de la répartition du prix de vente et sa propriété des actions ne sera pas affectée par toute irrégularité ou nullité dans la procédure de vente.

### CERTIFICATS D' ACTIONS

15. Nonobstant l'article 78 de la Loi, tout associé, dès qu'il devient détenteur d'actions, a droit, sans frais, à la délivrance d'un certificat pour toutes les actions (et un pour chaque catégorie d'actions) qu'il détient ; et, dès qu'il transfère une partie de ses actions, à un certificat pour le solde restant. Il peut également recevoir plusieurs certificats, chacun couvrant une ou plusieurs actions détenues. Chaque certificat est revêtu du sceau de la société et indique le nombre, la catégorie et les numéros distinctifs (le cas échéant) des actions auxquelles il se rapporte, ainsi que le montant intégral ou partiel libéré de ces actions. La société n'est pas tenue d'émettre plus d'un certificat pour des actions détenues conjointement par plusieurs associés, et la remise d'un certificat à l'un des co-détenteurs vaut remise à tous en ce qui concerne lesdites actions.
16. Les certificats d'actions qui sont déformés, détériorés, perdus ou détruits peuvent être remplacés aux conditions et selon les modalités que le conseil d'administration jugera appropriées.

### DROIT DE RETENTION

17. La société détient un droit de rétention premier et prioritaire sur toute action partiellement libérée pour toute somme (qu'elle soit immédiatement exigible ou non) appelée ou payable à une date fixée à raison de cette action. La société détient également un droit de rétention premier et prioritaire sur toute action (qu'elle soit ou non intégralement libérée) pour toute somme due à la société par le détenteur de ladite action. Le conseil d'administration peut, à tout moment, exempter totalement ou partiellement une ou plusieurs actions de l'application du présent article. Le droit de rétention de la société sur des actions s'étend à toutes les distributions, produits ou biens y afférents.
18. La société peut vendre, de la manière qu'elle juge appropriée, toute action grevée d'un droit de rétention, lorsque le montant couvert par ce droit est immédiatement exigible et n'a pas été payé dans un délai de quatorze jours après notification au détenteur ou à son ayant droit, l'invitant à effectuer le paiement et précisant qu'à défaut, les actions pourront être vendues.

να εξουσιοδοτήσει κάποιο Πρόσωπο να εκτελέσει πράξη μεταβίβασης (instrument of transfer) των Μετοχών στον, ή σύμφωνα με τις οδηγίες του, αγοραστή. Ο αποδέκτης (transferee) δε θα είναι υπόχρεος να ενδιαφερθεί για την απόδοση των χρημάτων αγοράς και ούτε η ιδιοκτησία (title) του στις Μετοχές θα επηρεαστεί από οποιαδήποτε παρατυπία (irregularity) ή ακυρότητα (invalidity) στις διαδικασίες αναφορικά με την πώληση.

### ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΑ ΜΕΤΟΧΩΝ

15. Παρά το άρθρο 78 του Νόμου, κάθε Μέλος μόλις καθίσταται Κάτοχος θα δικαιούται χωρίς πληρωμή ένα πιστοποιητικό για όλες τις Μετοχές (και ένα για όλες τις Μετοχές κάθε κλάσης) που κατέχει (και, μόλις μεταβιβάσει μέρος της κατοχής Μετοχών του, ένα πιστοποιητικό για το υπόλοιπο της εν λόγω κατοχής) ή διάφορα πιστοποιητικά το κάθε ένα για μία ή περισσότερες Μετοχές που κατέχει. Κάθε πιστοποιητικό θα σφραγίζεται με τη Σφραγίδα και θα αναφέρει τον αριθμό, την κλάση και τους διακριτικούς αριθμούς (αν υπάρχουν) των Μετοχών για τις οποίες σχετίζεται και το ποσό για το οποίο ή τα αντίστοιχα ποσά για τα οποία οι Μετοχές είναι πλήρως ή μερικώς πληρωμένες. Η Εταιρεία δεν θα είναι υποχρεωμένη να εκδώσει πέραν από ένα πιστοποιητικό για Μετοχές που κατέχονται από Κοινούς Κατόχους και η παράδοση ενός πιστοποιητικού σε ένα Κοινό Κάτοχο θα είναι επαρκής παράδοση σε όλους αυτούς αναφορικά με τις Μετοχές εκείνες.
16. Πιστοποιητικά Μετοχών τα οποία παραμορφώνονται, φθείρονται, χάνονται ή καταστρέφονται δύναται να επανεκδοθούν με τέτοιους όρους και τέτοιες προϋποθέσεις όπως το Διοικητικό Συμβούλιο κρίνει σκόπιμο.

### ΔΙΚΑΙΩΜΑ ΕΠΙΣΧΕΣΗΣ (LIEN)

17. Η Εταιρεία έχει πρώτο και υπέρτατο δικαίωμα επίσχεσης (first and paramount lien) πάνω σε κάθε μερικώς πληρωμένη Μετοχή για όλα τα χρήματα (είτε είναι άμεσα πληρωτέα (presently payable) είτε όχι) τα οποία είναι πληρωτέα σε καθορισμένο χρόνο ή κλήθηκαν αναφορικά με τη Μετοχή εκείνη. Η Εταιρεία έχει επίσης πρώτο και υπέρτατο δικαίωμα επίσχεσης (first and paramount lien) πάνω σε κάθε Μετοχή (είτε είναι είτε δεν είναι πλήρως πληρωμένη) για όλα τα χρήματα (είτε είναι άμεσα πληρωτέα είτε όχι) που οφείλονται στην Εταιρεία από τον Κάτοχο της. Το Διοικητικό Συμβούλιο δύναται οποτεδήποτε να εξαιρέσει ολικώς ή μερικώς μια ή περισσότερες Μετοχές από τον Κανονισμό 17 αυτόν. Το δικαίωμα επίσχεσης (lien) της Εταιρείας πάνω σε Μετοχές επεκτείνεται σε όλες τις διανομές (distributions) και άλλα χρήματα ή περιουσία που απορρέουν (attributable to) από αυτές.
18. Η Εταιρεία δύναται να πωλήσει με τέτοιο τρόπο όπως κρίνει σκόπιμο οποιεσδήποτε Μετοχές πάνω στις οποίες έχει δικαίωμα επίσχεσης (lien) εάν το ποσό για το οποίο το δικαίωμα επίσχεσης (lien) υφίσταται είναι άμεσα πληρωτέο (presently payable) και δεν πληρωθεί εντός 14 Ημερών μετά που έχει δοθεί στον Κάτοχο των Μετοχών ή στο Διάδοχο του, ειδοποίηση απαιτώντας πληρωμή και αναφέροντας ότι

19. Pour parfaire la vente visée ci-dessus, la société peut autoriser une personne à signer un acte de transfert des actions vendues à l'acheteur ou selon ses instructions. Le titre de propriété de l'acquéreur sur les actions ne sera pas affecté par toute irrégularité ou nullité dans la procédure de vente. L'acquéreur sera inscrit comme détenteur des actions transférées (que le certificat d'actions ait été présenté ou non) et n'aura aucune obligation de vérifier la distribution du produit de la vente.
20. Le produit net de cette vente, après déduction des frais, sera appliqué au paiement de la partie du montant couvert par le droit de rétention qui est immédiatement exigible ; le solde éventuel sera versé à la personne qui avait droit aux actions avant la vente, sur remise à la société du certificat d'actions original pour annulation, et sous réserve du même droit de rétention sur ces actions pour toute somme ou obligation non encore exigible.

#### APPELS DE FONDS SUR ACTIONS ET CONFISCATION

21. Sous réserve des conditions de l'attribution (allotment), la Société peut procéder à des appels de fonds auprès des Membres concernant toute somme non libérée sur les actions qu'ils détiennent (que ce soit au titre de la valeur nominale ou de la prime d'émission), et chaque Membre (pourvu qu'il reçoive un préavis d'au moins quatorze (14) jours précisant la date et le lieu de paiement) devra verser à la Société la somme appelée sur ses actions, conformément à l'avis. La Société peut permettre le paiement de l'appel de fonds par versements échelonnés (instalments). Elle peut également révoquer en tout ou en partie tout appel de fonds avant l'encaissement de la somme due en vertu de celui-ci, ou en différer le paiement en tout ou en partie. Les personnes à qui des appels ont été adressés demeurent tenues de s'en acquitter, même si les actions concernées sont ultérieurement transférées.
22. Un appel de fonds est réputé effectué dès l'adoption par le Conseil d'administration de la résolution l'autorisant.
23. Les copropriétaires d'actions sont solidairement et indivisiblement responsables du paiement de tous les appels de fonds relatifs à leurs actions.
24. Tout appel de fonds demeurant impayé à la date d'exigibilité portera intérêt au taux approprié sur le montant impayé à compter de la date d'exigibilité jusqu'à son paiement, mais la Société peut renoncer au paiement de tout ou partie des intérêts dus.

- εάν δε συμμορφωθεί οι Μετοχές δύνανται να πωληθούν.
19. Για να ολοκληρωθεί η πώληση που αναφέρεται στον Κανονισμό 18, η Εταιρεία δύναται να εξουσιοδοτήσει κάποιο Πρόσωπο για να εκτελέσει πράξη μεταβίβασης (instrument of transfer) των Μετοχών που θα πωληθούν στον, ή σύμφωνα με τις οδηγίες του, αγοραστή. Ο τίτλος του αποδέκτη (transferee) στις Μετοχές δε θα επηρεαστεί από οποιαδήποτε παρατυπία (irregularity) ή ακυρότητα (invalidity) στις διαδικασίες αναφορικά με την πώληση. Ο αποδέκτης θα εγγραφεί ως ο Κάτοχος των Μετοχών που εμπίπτουν στην πράξη μεταβίβασης (instrument of transfer) (είτε έχει είτε δεν έχει παρουσιαστεί πιστοποιητικό μετοχών σε σχέση με αυτές) και δε θα είναι υπόχρεος να ενδιαφερθεί για την απόδοση των χρημάτων αγοράς.
20. Τα καθαρά έσοδα της εν λόγω πώλησης, μετά την πληρωμή των δαπανών, θα καταβληθούν για την πληρωμή τόσου μέρους του ποσού για το οποίο η επίσχεση (lien) υφίσταται όσο είναι άμεσα πληρωτέο και το υπόλοιπο (εάν υπάρχει) θα πληρωθεί (με την παράδοση στην Εταιρεία για ακύρωση του αρχικού πιστοποιητικού των Μετοχών που πωλήθηκαν και τηρουμένου του ιδίου δικαιώματος επίσχεσης (lien) όπως υφίσταται πάνω στις Μετοχές πριν την εν λόγω πώληση για οποιαδήποτε χρήματα ή υποχρεώσεις που δεν είναι άμεσα πληρωτέα/ες) στο Πρόσωπο το οποίο δικαιούται τις Μετοχές αμέσως πριν την πώληση.

#### ΚΛΗΣΕΙΣ ΠΑΝΩ ΣΕ ΜΕΤΟΧΕΣ & ΚΑΤΑΣΧΕΣΗ

21. Τηρουμένων των όρων παραχώρησης (allotment), η Εταιρεία δύναται να κάνει κλήσεις προς τα Μέλη αναφορικά με οποιαδήποτε απλήρωτα χρήματα πάνω στις Μετοχές που κατέχουν (είτε αναφορικά με την ονομαστική αξία (nominal value) είτε την αξία υπέρ το άρτιο (premium)) και κάθε Μέλος (νοουμένου ότι λαμβάνει τουλάχιστον 14 Ημερών ειδοποίηση καθορίζοντας πότε και πού γίνεται η πληρωμή) θα πληρώσει στην Εταιρεία συμφώνως όπως απαιτείται από την ειδοποίηση το ποσό που κλήθηκε πάνω στις Μετοχές του. Η Εταιρεία δύναται να επιβάλει την πληρωμή κλήσης με δόσεις (instalments). Η Εταιρεία δύναται να ανακαλέσει (revoke) όλη την κλήση ή μέρος της πριν να εισπράξει οποιοδήποτε ποσό οφείλεται βάση της κλήσης και επίσης δύναται να αναβάλει την πληρωμή όλης ή μέρους της κλήσης. Τα Πρόσωπα στα οποία έγιναν κλήσεις θα παραμείνουν υπόχρεα για τις κλήσεις που τους έγιναν ανεξάρτητα εάν οι Μετοχές αναφορικά με τις οποίες έγιναν οι κλήσεις ακολούθως μεταβιβαστούν.
22. Κλήση θα θεωρηθεί ότι έχει γίνει όταν λήφθηκε το ψήφισμα του Διοικητικού Συμβουλίου που εξουσιοδοτεί την κλήση.
23. Οι Κοινοί Κάτοχοι θα είναι από κοινού και χωριστά υπόχρεοι (jointly and severally liable) να πληρώσουν όλες τις κλήσεις αναφορικά με τις Μετοχές τους.
24. Κλήση η οποία παραμένει απλήρωτη μετά που καθίσταται οφειλόμενη και πληρωτέα υπόκειται στον Κατάλληλο Τόκο πάνω στο απλήρωτο ποσό από την ημέρα που καθίσταται πληρωτέο μέχρι την πληρωμή του, όμως η Εταιρεία δύναται να ανακαλέσει (waive) την πληρωμή του τόκου ολόκληρου ή μέρους του.

25. Toute somme exigible à l'occasion de l'attribution (allotment) d'une ou plusieurs actions, ou à toute date déterminée, que ce soit au titre de la valeur nominale, de la prime d'émission ou d'un versement échelonné (instalment), sera considérée comme un appel de fonds ; et, si elle n'est pas payée, les dispositions du présent règlement s'appliqueront comme si ladite somme était devenue exigible en vertu d'un appel de fonds.
26. Lorsqu'un appel de fonds reste impayé après son exigibilité, la Société peut adresser à la personne débitrice un préavis d'au moins quatorze (14) jours exigeant le paiement de la somme due, majorée des intérêts échus le cas échéant. L'avis précisera le lieu de paiement et indiquera qu'à défaut de paiement dans le délai imparti, les actions concernées seront susceptibles de confiscation (forfeiture).
27. Si le préavis mentionné à l'article précédent n'est pas respecté, les actions visées peuvent, avant le paiement exigé, être confisquées (forfeited). La confiscation emporte également la perte de tout dividende, distribution ou droit patrimonial afférent aux actions confisquées et non encore versé ou distribué au moment de la confiscation.
28. Les actions confisquées peuvent être vendues, réattribuées (re-allotted) ou autrement cédées dans les conditions et de la manière que la Société juge appropriées, soit à l'ancien titulaire, soit à toute autre personne. La Société peut, avant toute vente, réattribution ou autre disposition, annuler la confiscation selon les conditions qu'elle estime appropriées. Pour les besoins de cette disposition, la Société peut autoriser toute personne à signer les instruments de transfert nécessaires.
29. Les personnes dont les actions ont été confisquées cessent d'être Membres pour ces actions et doivent remettre à la Société, pour annulation, les certificats correspondants. Elles demeurent néanmoins débitrices envers la Société de toutes les sommes immédiatement exigibles à la date de la confiscation, majorées de l'intérêt applicable jusqu'au paiement intégral. La Société peut toutefois renoncer en tout ou partie à ces sommes ou en exiger le paiement sans tenir compte de la valeur des actions confisquées ni du produit éventuel de leur cession.
30. Une déclaration officielle (statutory declaration) faite par un
25. Ποσό αναφορικά με μία ή περισσότερες Μετοχές που είναι πληρωτέο (payable) με την παραχώρηση (allotment) ή σε οποιαδήποτε καθορισμένη ημερομηνία είτε αναφορικά με την ονομαστική αξία ή την αξία υπέρ το άρτιο (premium) είτε ως δόση (instalment) κλήσης, θα θεωρείται ως κλήση και εάν δεν πληρωθεί, οι πρόνοιες του Καταστατικού θα εφαρμοστούν ωσάν το ποσό να είχε καταστεί οφειλόμενο και πληρωτέο δυνάμει κλήσης.
26. Όταν κλήση παραμένει απλήρωτη μετά που έχει καταστεί οφειλόμενη και πληρωτέα η Εταιρεία δύναται να δώσει στο Πρόσωπο από το οποίο είναι οφειλόμενη τουλάχιστο 14 Ημέρες ειδοποίηση με την οποία να απαιτήσει την πληρωμή του απλήρωτου ποσού μαζί με οποιοδήποτε οφειλόμενο τόκο που δυνατό να έχει προκύψει. Η ειδοποίηση θα καθορίσει τον τόπο όπου πρέπει να γίνει η πληρωμή και θα αναφέρει ότι εάν η ειδοποίηση δεν τηρηθεί οι Μετοχές για τις οποίες έγινε η κλήση θα υπόκεινται σε κατάσχεση (forfeiture).
27. Εάν δεν τηρηθεί η ειδοποίηση που αναφέρεται στον Κανονισμό 26 οι Μετοχές αναφορικά με τις οποίες η ειδοποίηση δόθηκε δύναται, πριν γίνει η πληρωμή που απαιτείται από την ειδοποίηση, να κατασχεθούν (forfeited) και η κατάσχεση (forfeiture) θα περιλαμβάνει όλες τις διανομές (distributions) και άλλα χρήματα ή περιουσία που απορρέουν από (attributable to) κατασχόμενες Μετοχές που δεν έγιναν ή πληρώθηκαν πριν την κατάσχεση (forfeiture) τους.
28. Κατασχόμενες Μετοχές (forfeited Shares) δύναται να πωληθούν, ξανά-παραχωρηθούν (re-allotted) ή διαφορετικά να διατεθούν με τέτοιους όρους και τέτοιο τρόπο όπως η Εταιρεία κρίνει σκόπιμο είτε στο Πρόσωπο το οποίο ήταν ο Κάτοχος πριν την κατάσχεση (forfeiture) είτε σε οποιοδήποτε άλλο Πρόσωπο και οποτεδήποτε πριν την πώληση, παραχώρηση (re-allotment) ή άλλη διάθεση, η κατάσχεση (forfeiture) δύναται να ακυρωθεί με τέτοιους όρους όπως η Εταιρεία κρίνει σκόπιμο. Όπου για τους σκοπούς διάθεσης οι κατασχόμενες Μετοχές (forfeited Shares) θα μεταβιβαστούν σε ένα ή περισσότερα Πρόσωπα η Εταιρεία δύναται να εξουσιοδοτήσει κάποιο Πρόσωπο να εκτελέσει πράξεις μεταβίβασης (instruments of transfer) Μετοχών προς τα Πρόσωπα εκείνα.
29. Πρόσωπα των οποίων οι Μετοχές έχουν κατασχεθεί (forfeited) θα παύσουν να είναι Μέλη αναφορικά με τις Μετοχές εκείνες και θα παραδώσουν στην Εταιρεία για ακύρωση τα πιστοποιητικά των Μετοχών που κατασχέθηκαν (forfeited) όμως θα παραμείνουν αντίστοιχα υπόχρεοι (liable) στην Εταιρεία για όλα τα χρήματα τα οποία είναι την ημερομηνία της κατάσχεσης (forfeiture) άμεσα πληρωτέα (presently payable) από αυτούς στην Εταιρεία αναφορικά με τις Μετοχές εκείνες μαζί με τον πληρωτέο Κατάλληλο Τόκο από την ημερομηνία της κατάσχεσης (forfeiture) μέχρι εξόφλησης, η Εταιρεία όμως δύναται να ανακαλέσει (waive) ολόκληρη την πληρωμή ή μέρος της ή να επιβάλει (enforce) την πληρωμή χωρίς να λάβει υπόψη (allowance) την αξία των Μετοχών κατά τον χρόνο της κατάσχεσης (forfeiture) ή οποιαδήποτε αντυπαροχή εισπράχτηκε από τη διάθεση τους.
30. Θεσμική δήλωση (statutory declaration) από Σύμβουλο ή το

administrateur ou le secrétaire de la Société attestant que des actions ont été confisquées à une date déterminée constituera une preuve concluante des faits qui y sont mentionnés à l'encontre de toute personne revendiquant un droit sur lesdites actions. La déclaration (lorsqu'un instrument de transfert est requis) conférera un titre de propriété valable sur ces actions, et le bénéficiaire ne sera pas tenu de s'assurer de la régularité de la contrepartie ni ne verra son titre affecté par toute irrégularité ou nullité dans la procédure de confiscation ou de cession.

### TRANSFERT D' ACTIONS

31. Sauf stipulation contraire prévue par les Droits Spéciaux, une ou plusieurs actions peuvent être transférées à tout moment à une ou plusieurs :
- (α) personnes, avec le consentement écrit de tous les Membres (à l'exclusion du Cédant) ; ou
  - (β) personnes liées (Personnes Affiliées) au Titulaire de ladite ou desdites actions.
32. Sauf stipulation contraire prévue par les Droits Spéciaux et sauf disposition expresse du Règlement 31, le droit de transférer des actions est soumis aux dispositions de préemption suivantes :
- (1) Le Cédant devra d'abord offrir à la vente les Actions Cédées :
    - (α) aux Membres concernés, dans les proportions convenues entre eux ou, à défaut d'accord dans le délai fixé par le Cédant (ce délai ne pouvant être inférieur à sept (7) jours ni supérieur à quatorze (14) jours à compter de la date de l'offre), dans des proportions approximativement équivalentes au nombre d'actions respectivement détenues par ces Membres ; et
    - (β) à un prix par action cédée qui sera convenu entre le Cédant et les Membres concernés ou, à défaut d'accord dans le délai fixé par le Cédant (ce délai ne pouvant être inférieur à quatorze (14) jours ni supérieur à vingt-huit (28) jours à compter de la date de l'offre), sera déterminé par les Commissaires aux comptes (ou par tout autre expert désigné par eux) comme représentant la juste valeur marchande des actions cédées, calculée sur la base d'une transaction commerciale conclue à des conditions normales de marché (« arms length transaction ») entre un vendeur et un acheteur indépendants. La juste valeur de chaque action cédée sera déterminée au prorata de la valeur totale de l'ensemble des actions émises, sans

Γραμματέα ότι Μετοχές έχουν κατασχεθεί (forfeited) σε καθορισμένη ημερομηνία θα είναι επαρκής μαρτυρία (conclusive evidence) των γεγονότων που θα αναφέρονται στη δήλωση έναντι όλων των Προσώπων που ισχυρίζονται (claiming) ότι δικαιούνται τις Μετοχές και η δήλωση (νοουμένου ότι θα εκτελείται πράξη μεταβίβασης (instrument of transfer) όπου είναι απαραίτητο) θα καθιστά πραγματική ιδιοκτησία (good title) στις Μετοχές και το Πρόσωπο στο οποίο οι Μετοχές διατίθενται δε θα είναι υπόχρεο να ενδιαφερθεί για την απόδοση της αντιπαροχής (consideration), εάν υπάρχει, ούτε και η ιδιοκτησία (title) του στις Μετοχές θα επηρεαστεί από οποιαδήποτε παρατυπία (irregularity) ή ακυρότητα (invalidity) στις διαδικασίες αναφορικά την κατάσχεση (forfeiture) ή την διάθεση (disposal) των Μετοχών.

### ΜΕΤΑΒΙΒΑΣΗ ΜΕΤΟΧΩΝ

31. Εκτός όπως διαφορετικά προνοείται βάση των Ειδικών Δικαιωμάτων μια ή περισσότερες Μετοχές δύνανται οποτεδήποτε να μεταβιβαστούν σε ένα ή περισσότερα:
- (α) Πρόσωπα με την έγγραφη συγκατάθεση όλων των Μελών (εξαιρουμένου του Διαθέτη)· ή
  - (β) Πρόσωπα Συνδεδεμένα με τον Κάτοχο της εν λόγω Μετοχής ή των εν λόγω Μετοχών.
32. Εκτός όπως διαφορετικά προνοείται βάση των Ειδικών Δικαιωμάτων και όπως ρητώς επιτρέπεται βάση του Κανονισμού 31 το δικαίωμα μεταβίβασης Μετοχών υπόκειται στις ακόλουθες πρόνοιες προ-αγοράς (pre-emption provisions):
- (1) Ο Διαθέτης θα προσφερθεί πρώτα να πωλήσει τις Πωλούμενες Μετοχές:
    - (α) στα Σχετικά Μέλη σε τέτοιες αναλογίες όπως τα Σχετικά Μέλη θα συμφωνήσουν ή, εάν δεν συμφωνήσουν εντός της καθορισμένης από το Διαθέτη περιόδου (τέτοια περίοδος να μην είναι μικρότερη των 7 Ημερών ούτε μεγαλύτερη των 14 Ημερών από την ημερομηνία της προσφοράς), στις ίδιες αναλογίες κατά προσέγγιση με τον αριθμό των Σχετικών Μετοχών που αντίστοιχα κατέχουν· και
    - (β) σε τιμή ανά Πωλούμενη Μετοχή που θα συμφωνηθεί μεταξύ του Διαθέτη και των Σχετικών Μελών ή, εάν δε συμφωνήσουν εντός της καθορισμένης από το Διαθέτη περιόδου (τέτοια περίοδος να μην είναι μικρότερη των 14 Ημερών ούτε μεγαλύτερη των 28 Ημερών από την ημερομηνία της προσφοράς), θα καθοριστεί από τους Ελεγκτές (ή άλλους ελεγκτές όπως οι Ελεγκτές δυνατό να ορίσουν (nominate)) ως τη δίκαιη αξία των Πωλούμενων Μετοχών στη βάση καθαρά εμπορικής (χωρίς συγγενική σχέση) συναλλαγής (on the basis of an arms length transaction) μεταξύ προτιθέμενου πωλητή και προτιθέμενου αγοραστή, και ότι η δίκαιη αξία

décote ni majoration liée au nombre d'actions cédées.

(2) Si l'offre portant sur tout ou partie des actions cédées n'est pas acceptée dans les quinze (15) jours suivant la fixation ou l'accord sur le Prix de Transfert, le Cédant sera libre de vendre, transférer ou autrement disposer des actions non acceptées à toute personne de son choix dans un délai supplémentaire de quatre-vingt-dix (90) jours (la « période libre »). Toutefois, la vente ne pourra se faire à un prix par action inférieur au Prix de Transfert convenu. À l'expiration de ladite période libre, le droit de transférer les actions invendues sera à nouveau soumis aux dispositions de préemption du présent Règlement 32 au bénéfice des Membres concernés.

33. Sous réserve de l'article 73 de la Loi, l'acte de transfert d'actions (instrument of transfer) sera établi soit sous la forme usuelle, soit sous toute autre forme approuvée par le Conseil d'administration. Il devra être signé par le cédant (transferor) ou en son nom, et par le cessionnaire (transferee) ou en son nom, et déposé au siège de la Société accompagné du ou des certificats d'actions correspondants, ou de toute autre preuve que le Conseil pourra raisonnablement exiger pour établir le droit du cédant à procéder au transfert.
34. L'inscription d'un transfert d'actions (autre que ceux effectués en vertu du Règlement 32 ou du Règlement 38) peut, sous réserve de l'article 110 de la Loi, être suspendue aussi souvent et pour les périodes que le Conseil d'administration jugera appropriées.
35. La Société est en droit de conserver tout acte de transfert (instrument of transfer) qu'elle enregistre et ne percevra aucun droit ni frais à raison de l'enregistrement de tout transfert affectant la propriété (title) de quelque action que ce soit.
36. Tout transfert ou projet de transfert d'actions effectué en violation des dispositions des présents statuts sera nul et sans effet à l'égard de la Société. Pour lever toute incertitude, ni la Société ni le Conseil d'administration ne seront tenus de le reconnaître.

#### TRANSMISSION DES ACTIONS

37. En cas de décès d'un associé, le ou les survivants, lorsque le membre décédé était un copropriétaire en indivision, et sous réserve de l'article 80 de la Loi, les représentants personnels

κάθε Πωλούμενης Μετοχής θα είναι η αξία της ως ποσοστιαίας αναλογίας (rateable proportion) της συνολικής αξίας όλων των (εκδομένων) Μετοχών και δε θα υποτιμηθεί (discounted) ούτε υπερτιμηθεί (enhanced) από το συνολικό αριθμό των Πωλούμενων Μετοχών.

- (2) Εάν η προσφορά μερικών ή όλων των Πωλούμενων Μετοχών δε γίνει αποδεκτή εντός 15 ημερών από την συμφωνημένη ή καθορισμένη Τιμή Μεταβίβασης τότε ο Διαθέτης θα είναι ελεύθερος να πωλήσει, μεταβιβάσει ή διαφορετικά να διαθέσει τις μη αποδεκτές Πωλούμενες Μετοχές σε οποιονδήποτε επιθυμεί εντός των ακόλουθων 90 ημερών (η «ελεύθερη περίοδος») όμως όχι σε τιμή ανά μετοχή χαμηλότερη από την Τιμή Μεταβίβασης νοουμένου πάντοτε ότι στο τέλος κάθε τέτοιας ελεύθερης περιόδου το δικαίωμα της μεταβίβασης Μετοχών αναφορικά με τις απούλητες Μετοχές υπόκειται ξανά στις πρόνοιες προαγοράς (pre-emption provisions) του Κανονισμού 32 αυτού για το όφελος των Σχετικών Μελών.
33. Τηρουμένου του άρθρου 73 του Νόμου, η πράξη μεταβίβασης (instrument of transfer) Μετοχών θα είναι είτε στην οποιαδήποτε συνηθισμένη μορφή είτε σε οποιαδήποτε άλλη μορφή την οποία το Διοικητικό Συμβούλιο θα εγκρίνει και θα εκτελείται από το διαθέτη (transferor) ή εκ μέρους του και από τον αποδέκτη (transferee) ή εκ μέρους του και θα παραδίδεται στην Εταιρεία στο Γραφείο μαζί με το πιστοποιητικό μετοχών των Μετοχών για τις οποίες σχετίζεται ή τέτοια άλλη μαρτυρία (evidence) όπως το Συμβούλιο δυνατό εύλογα να απαιτήσει για να φανεί το δικαίωμα του διαθέτη (transferor) να προβεί στη μεταβίβαση.
34. Η εγγραφή της μεταβίβασης Μετοχών (εξαιρουμένων των εγγραφών που γίνονται βάση του Κανονισμού 32 ή του Κανονισμού 38) δύνανται, τηρουμένου του άρθρου 110 του Νόμου, να ανασταλούν (suspended) τόσες φορές όσες και για τέτοιες περιόδους όπως, το Διοικητικό Συμβούλιο κρίνει σκόπιμο.
35. Η Εταιρεία δικαιούται να κατακρατήσει κάθε πράξη μεταβίβασης (instrument of transfer) την οποία εγγράφει και δε θα χρεώνει κανένα τέλος για την εγγραφή οποιασδήποτε μεταβίβασης που αφορά, ή επηρεάζει, τον τίτλο (title) σε οποιοδήποτε Μετοχές.
36. Οποιαδήποτε μεταβίβαση ή προτιθέμενη μεταβίβαση Μετοχών που γίνεται διαφορετικά από ό,τι προνοείται στο Καταστατικό θα είναι άκυρη (void) και χωρίς εφαρμογή (effect) έναντι της Εταιρείας και για αποφυγή αμφιβολίας ούτε η Εταιρεία ούτε και το Διοικητικό Συμβούλιο θα είναι δέσμιοι (bound) να την αναγνωρίσουν.

#### ΔΙΑΒΙΒΑΣΗ ΜΕΤΟΧΩΝ

37. Εάν Μέλος αποβιώσει ο επιζώντας ή οι επιζώντες όπου το αποβιώσαντα Μέλος είναι Κοινός Κάτοχος και τηρουμένου το άρθρου 80 του Νόμου, οι νόμιμοι προσωπικοί

légaux (legal personal representatives), lorsqu'il s'agit d'un associé unique, seront les seules personnes reconnues par la Société comme ayant la propriété (title) de l'intérêt (interest) du défunt dans les Actions de Succession ; toutefois, aucune disposition des présents statuts ne libérera la succession du copropriétaire décédé de toute obligation afférente aux actions qu'il détenait conjointement.

38. L'ayant droit (le successeur) peut, après avoir produit les preuves (evidence) que le Conseil d'administration pourra raisonnablement exiger (sous réserve de l'article 80 de la Loi):
- (α) notifier ou remettre à la Société, à son siège, un avis sollicitant à être inscrit comme titulaire de tout ou partie des Actions de Succession mentionnées dans ladite notification ; et/ou
  - (β) vendre ou autrement disposer de tout ou partie de ces Actions de Succession, sous réserve toutefois du Règlement 32, lequel s'appliquera mutatis mutandis comme si le successeur était le cédant (disposant) et que le décès ou la faillite du membre n'était pas survenu.
39. Le successeur bénéficiera des droits attachés à la qualité d'actionnaire des Actions de Succession, sauf qu'il ne pourra, avant d'être effectivement inscrit comme actionnaire de ces actions, assister ni voter aux assemblées générales de la Société ou aux assemblées distinctes des titulaires d'une catégorie d'actions.

#### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

40. Toute assemblée générale autre que celle désignée comme « assemblée générale annuelle » au sens de l'article 125 de la Loi sera appelée « assemblée générale extraordinaire ».
41. Le Conseil d'administration ou tout administrateur peut convoquer à tout moment une assemblée générale extraordinaire et, nonobstant l'article 126 de la Loi, le Conseil doit convoquer une telle assemblée sur demande écrite (requisition) de tout associé ou de tout groupe d'associés ayant le droit d'y assister et de voter. Toute demande doit préciser l'objet de l'assemblée et être remise à la Société à son siège.
42. Si le Conseil d'administration ne convoque pas l'assemblée générale extraordinaire dans les 21 jours suivant la réception par la Société de la demande conformément au Règlement 41, un ou plusieurs associés peuvent convoquer eux-mêmes ladite assemblée à tout endroit et à l'heure qu'ils jugeront opportuns, sous réserve toutefois des dispositions applicables relatives à la notification des convocations.

#### NOTIFICATION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

43. Toute assemblée générale extraordinaire convoquée pour

αντιπρόσωποι (legal personal representatives) όπου είναι μόνος (single) Κάτοχος, θα είναι τα μόνα Πρόσωπα που αναγνωρίζονται από την Εταιρεία πως έχουν κυριότητα (title) στο συμφέρον (interest) του στις Μετοχές Διαδόχου· όμως τίποτα στο Καταστατικό δε θα απαλλάσσει την περιουσία (estate) αποβιώναντα Κοινού Κατόχου από οποιαδήποτε υποχρέωση αναφορικά με τις Μετοχές οι οποίες κατέχονται από αυτόν από κοινού.

38. Ο Διάδοχος δύναται, αφού προσκομίσει τέτοια μαρτυρία (evidence) όπως το Διοικητικό Συμβούλιο δύναται (τηρουμένου του άρθρου 80 του Νόμου) καθωσπρέπει να απαιτήσει:
- (α) με ειδοποίηση που δοθεί ή παραδοθεί στην Εταιρεία στο Γραφείο, να γίνει ο Κάτοχος όλων των, ή μερικών μόνο, Μετοχών Διαδόχου όπως καθοριστεί στην ειδοποίηση· και/ή
  - (β) να πωλήσει, ή διαφορετικά να διαθέσει όλες, ή μερικές μόνο από τις Μετοχές Διαδόχου τηρουμένου ωστόσο του Κανονισμού 32 ο οποίος θα ισχύει και θα τεθεί σε εφαρμογή, mutatis mutandis, ωσάν ο Διάδοχος να ήταν ο Διαθέτης και ο θάνατος ή η πτώχευση του Μέλους δεν είχε συμβεί.
39. Ο Διάδοχος θα έχει τα δικαιώματα του Κατόχου των Μετοχών Διαδόχου εκτός από το ότι ο Διάδοχος δε θα δικαιούται αναφορικά με αυτές, πριν να εγγραφεί πράγματι ως ο Κάτοχος των Μετοχών Διαδόχου, να παραστεί και να ψηφίσει στις γενικές συνελεύσεις της Εταιρείας ή χωριστές συνελεύσεις των Κατόχων κλάσης Μετοχών.

#### ΓΕΝΙΚΕΣ ΣΥΝΕΛΕΥΣΕΙΣ

40. Κάθε γενική συνέλευση η οποία δεν είναι η αποκαλούμενη «ετήσια γενική συνέλευση» βάση του άρθρου 125 του Νόμου, θα αποκαλείται ως «έκτακτη γενική συνέλευση».
41. Το Διοικητικό Συμβούλιο και κάθε Σύμβουλος δύναται οποτεδήποτε να συγκαλέσουν έκτακτη γενική συνέλευση και παρά το άρθρο 126 του Νόμου, το Συμβούλιο θα συγκαλέσει έκτακτη γενική συνέλευση με την έγγραφη αίτηση (requisition) οποιουδήποτε Μέλους ή οποιωνδήποτε Μελών που έχει/ουν το δικαίωμα να παραστεί/ούν ή ψηφίσει/ουν εκεί. Οποιαδήποτε αίτηση θα διατυπώνει το σκοπό της συνέλευσης και θα παραδίδεται στην Εταιρεία στο Γραφείο.
42. Εάν το Διοικητικό Συμβούλιο δεν προβεί στη σύγκληση έκτακτης γενικής συνέλευσης εντός 21 ημερών από την παραλαβή από την Εταιρεία της αίτησης (requisition) βάση του Κανονισμού 41 ένα οποιοδήποτε ή περισσότερα Μέλη δύναται να συγκαλέσει/ουν έκτακτη γενική συνέλευση για να τελεστεί σε οποιοδήποτε βολικό τόπο και σε τέτοια ώρα όπως το Μέλος ή Μέλη που συγκαλεί/ούν τη συνέλευση θα καθορίσει/ουν τηρουμένων ωστόσο οποιωνδήποτε εφαρμοστέων Κανονισμών αφορούν την επίδοση ειδοποιήσεων.

#### ΕΙΔΟΠΟΙΗΣΗ ΓΕΝΙΚΩΝ ΣΥΝΕΛΕΥΣΕΩΝ

43. Κάθε έκτακτη γενική συνέλευση για την έγκριση Ειδικού

l'adoption d'une résolution spéciale, ainsi que toute assemblée générale annuelle, sera convoquée moyennant un préavis d'au moins vingt et un (21) jours. Toutes les autres assemblées générales seront convoquées avec un préavis d'au moins quatorze (14) jours. Nonobstant ce qui précède (et sans préjudice de l'article 127 de la Loi), une assemblée générale peut être convoquée avec un préavis plus court si tous les membres habilités à y assister et à voter y consentent.

44. Toute convocation d'assemblée générale doit indiquer le lieu, la date et l'heure de la réunion, ainsi que la nature générale des affaires à traiter ; dans le cas d'une assemblée générale annuelle, elle doit être expressément désignée comme telle. La convocation doit également rappeler le droit de tout membre habilité à assister et voter, de désigner, conformément à l'article 130 de la Loi, un mandataire (proxy), lequel n'a pas besoin d'être membre, pour le représenter et voter en son nom.
45. Sous réserve des Droits Spéciaux, la convocation d'une assemblée générale sera adressée à tout membre ayant droit d'y assister et de voter, ainsi qu'à chaque administrateur ; et, dans la mesure requise par les articles 153 et 154 de la Loi, un tel avis sera également transmis aux Commissaires aux comptes.
46. L'omission de notifier une convocation d'assemblée générale à toute personne habilitée à la recevoir entraînera la nullité des délibérations tenues à ladite assemblée ; toutefois, la non-réception effective de l'avis par cette personne ne rendra pas nulles les délibérations de l'assemblée.

#### PROCÉDURES DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

47. Toutes les affaires traitées lors d'une assemblée générale seront considérées comme des affaires spéciales, à l'exception des suivantes lorsqu'elles sont examinées lors d'une assemblée générale annuelle :
- (α) l'approbation de la distribution des dividendes ;
  - (β) la présentation des rapports des administrateurs et des commissaires aux comptes ;
  - (γ) l'examen des états financiers (y compris de tout document y annexé) ;
  - (δ) la nomination des administrateurs ou des commissaires aux comptes (et la reconduction des commissaires sortants) ; et
  - (ε) la fixation de la rémunération des administrateurs et des commissaires aux comptes.
48. Aucune délibération ne pourra avoir lieu à une assemblée générale sans quorum. Le quorum sera constitué d'au moins deux membres présents en personne ou représentés par mandataire (proxy) détenant ou représentant ensemble plus de 50 % des actions donnant droit de vote sur les affaires soumises à l'assemblée.

Ψηφίσματος και κάθε ετήσια γενική συνέλευση θα συγκαλούνται με τουλάχιστο 21 Ημέρες ειδοποίηση. Όλες οι άλλες γενικές συνελεύσεις θα συγκαλούνται με τουλάχιστο 14 Ημέρες ειδοποίηση. Παρά τα προηγούμενα (όμως άνευ βλάβης του άρθρου 127 του Νόμου) οποιαδήποτε γενική συνέλευση δύναται να συγκληθεί με συντομότερη ειδοποίηση από όση καθορίζεται εάν όντως συμφωνηθεί από όλα τα Μέλη που έχουν το δικαίωμα να παραστούν και να ψηφίσουν στη γενική συνέλευση.

44. Κάθε ειδοποίηση σύγκλησης γενικής συνέλευσης θα καθορίζει που και πότε η συνέλευση θα λάβει χώρα και τη γενική φύση της εργασίας που θα διεξαχθεί εκεί και στην περίπτωση της ετήσιας γενικής συνέλευσης θα καθορίζει τη συνέλευση ως «Ετήσια Γενική Συνέλευση». Η ειδοποίηση θα αναφέρει επίσης το δικαίωμα του Μέλους που δικαιούται να παραστεί και να ψηφίσει στη γενική συνέλευση να διορίσει, δυνάμει του άρθρου 130 του Νόμου, Εκπρόσωπο που δύναται να μην είναι Μέλος να παραστεί και να ψηφίσει στη θέση του.
45. Τηρουμένων των Ειδικών Δικαιωμάτων, ειδοποίηση σύγκλησης γενικής συνέλευσης θα δίδεται σε κάθε Μέλος που δικαιούται να παραστεί και να ψηφίσει εκεί και σε κάθε Σύμβουλο, και στην έκταση (extent) που απαιτείται βάση των άρθρων 153 και 154 του Νόμου, τέτοια ειδοποίηση θα δίδεται επίσης στους Ελεγκτές.
46. Παράληψη να δοθεί ειδοποίηση σύγκλησης γενικής συνέλευσης σε οποιοδήποτε Πρόσωπο που δικαιούται να λάβει την ειδοποίηση θα ακυρώσει τις διαδικασίες στη συνέλευση όμως η μη παραλαβή από τέτοιο Πρόσωπο της εν λόγω ειδοποίησης δε θα ακυρώσει τις διαδικασίες της

#### ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΕΣ ΓΕΝΙΚΩΝ ΣΥΝΕΛΕΥΣΕΩΝ

47. Όλες οι εργασίες που διεξάγονται σε γενική συνέλευση θα θεωρούνται ειδικές εργασίες με εξαίρεση:
- (α) την έγκριση διανομής μερισμάτων·
  - (β) τις εκθέσεις των Συμβούλων και των Ελεγκτών·
  - (γ) τη μελέτη των οικονομικών καταστάσεων (περιλαμβανομένων οποιωνδήποτε εγγράφων επισυνημμένων στις οικονομικές καταστάσεις)·
  - (δ) το διορισμό των Συμβούλων ή των Ελεγκτών (και ο επαναδιορισμός απερχόμενων Ελεγκτών)· και
  - (ε) ο καθορισμός της αμοιβής των Συμβούλων και των Ελεγκτών,
- όταν διεξάγονται σε ετήσια γενική συνέλευση.
48. Καμία εργασία δε θα διεξαχθεί σε καμία γενική συνέλευση εκτός εάν υπάρχει απαρτία. Τουλάχιστο δύο Μέλη παριστάμενα είτε αυτοπροσώπως είτε από Εκπρόσωπο που κατέχουν ή αντιπροσωπεύουν μαζί πέραν του 50% των Μετοχών που παρέχουν το δικαίωμα ψήφου στις εργασίες που θα διεξαχθούν στη γενική συνέλευση, θα συνιστούν απαρτία.

49. Si le quorum n'est pas réuni dans la demi-heure suivant l'heure fixée pour l'ouverture de l'assemblée générale, ou si le quorum cesse d'exister au cours de la séance, l'assemblée sera ajournée au même jour de la semaine suivante, à la même heure et au même endroit, sauf décision contraire du président de l'assemblée. Si, à cette assemblée ajournée, le quorum n'est toujours pas atteint dans la demi-heure suivant l'heure prévue, les membres présents en personne ou représentés et habilités à voter constitueront (et seront réputés constituer) le quorum.
50. Le président (s'il en a été nommé un) présidera toute assemblée générale à laquelle il est présent. Si aucun président n'a été dûment désigné, ou s'il est absent quinze minutes après l'heure fixée pour l'ouverture de la séance, ou s'il refuse de présider, les administrateurs présents pourront désigner l'un d'entre eux, s'il accepte, pour présider l'assemblée.
51. Si aucun administrateur n'est présent ou disposé à présider dans les quinze minutes suivant l'heure fixée, les membres présents ou leurs mandataires désigneront parmi eux un membre ou mandataire volontaire pour présider l'assemblée.
52. Tout administrateur, qu'il soit ou non membre de la Société, a le droit d'assister et de prendre la parole aux assemblées générales.
53. Le président de l'assemblée peut, avec le consentement des membres présents (en personne ou par mandataire), ajourner la séance à une autre date et en un autre lieu, mais aucune affaire ne peut être examinée lors d'une assemblée ajournée, sauf celles qui n'ont pu être terminées à la séance initiale.
54. Toute résolution soumise au vote d'une assemblée générale sera décidée à main levée (vote ordinaire), sauf si un scrutin (vote spécial) est dûment demandé (avant ou immédiatement après la proclamation du résultat du vote ordinaire) par tout membre présent en personne ou par mandataire et ayant le droit de voter, ou par le président de l'assemblée.
55. Sauf si un vote spécial est dûment demandé :
- (α) la déclaration du président de l'assemblée indiquant qu'une résolution a été adoptée à main levée, qu'elle l'a été à l'unanimité ou par une majorité donnée, ou qu'elle a été rejetée ; et
- (β) la consignation de ce résultat dans le procès-verbal de l'assemblée générale,
- constitueront une preuve concluante du résultat, sans qu'il soit nécessaire d'en établir le nombre ou la proportion des voix exprimées pour ou contre la résolution.
49. Εάν δεν υπάρξει απαρτία εντός μισής ώρας από τον καθορισμένο χρόνο διεξαγωγής γενικής συνέλευσης ή εάν κατά τη διάρκεια γενικής συνέλευσης η απαρτία παύσει να υπάρχει, η συνέλευση θα αναβληθεί για την ίδια ημέρα της επόμενης εβδομάδας, την ίδια ώρα και τον ίδιο τόπο ή όπως ο Πρόεδρος ΓΣ διαφορετικά θα καθορίσει. Εάν σε εξ' αναβολής γενική συνέλευση δεν υπάρξει απαρτία εντός μισής ώρας από τον καθορισμένο χρόνο διεξαγωγής της συνέλευσης, τα Μέλη που παρίστανται αυτοπροσώπως ή από Εκπρόσωπο και δικαιούνται να ψηφίσουν θα (και θα θεωρηθεί ότι) αποτελούν απαρτία.
50. Ο Πρόεδρος (εάν κάποιος διοριστηκε) θα προεδρεύει σε κάθε γενική συνέλευση παρίσταται. Εάν κανένας Πρόεδρος δε είναι δεόντως διορισμένος ή εάν ο Πρόεδρος δεν παρίσταται στην γενική συνέλευση εντός 15 λεπτών από τον καθορισμένο χρόνο έναρξης της συνέλευσης ή εάν δεν είναι πρόθυμος να προεδρεύσει στη συνέλευση, οι παρόντες Σύμβουλοι δύνανται να διορίσουν οποιοδήποτε Σύμβουλο παρίσταται και προθυμοποιείται να ενεργήσει, για να προεδρεύσει στη συνέλευση.
51. Εάν σε γενική συνέλευση κανένας Σύμβουλος δεν είναι πρόθυμος να προεδρεύσει στη συνέλευση ή εάν κανένας Σύμβουλος δεν παρίσταται στη συνέλευση εντός 15 λεπτών από τον καθορισμένο χρόνο διεξαγωγής της συνέλευσης, τα παρόντα Μέλη θα επιλέξουν οποιοδήποτε Μέλος ή Εκπρόσωπο παρίσταται και προθυμοποιείται να ενεργήσει, για να προεδρεύσει στη συνέλευση.
52. Κάθε Σύμβουλος είτε Μέλος είτε όχι, έχει δικαίωμα να παρίσταται και να μιλά στις γενικές συνελεύσεις.
53. Ο Πρόεδρος ΓΣ δύναται, με τη συγκατάθεση των Μελών που παρίστανται (αυτοπροσώπως ή από Εκπρόσωπο) στη συνέλευση, να αναβάλλει (adjourn) τη συνέλευση για άλλη ημερομηνία και άλλο τόπο, όμως καμία εργασία δε θα διεξαχθεί σε εξ' αναβολής συνέλευση εκτός από την εργασία που έμεινε ατέλειωτη στη συνέλευση από την οποία η αναβολή (adjournment) έλαβε χώρα.
54. Κάθε ψήφισμα (resolution) που τίθεται για ψηφοφορία σε γενική συνέλευση θα αποφασίζεται με Απλή Ψηφοφορία εκτός εάν απαιτηθεί Ειδική Ψηφοφορία (πριν, ή αμέσως μετά, τη δήλωση του αποτελέσματος της Απλής Ψηφοφορίας) από οποιοδήποτε Μέλος που παρίσταται αυτοπροσώπως ή από Εκπρόσωπο και δικαιούται να ψηφίσει ή από τον Πρόεδρο ΓΣ.
55. Εκτός εάν απαιτηθεί Ειδική Ψηφοφορία δεόντως:
- (α) δήλωση από τον Πρόεδρο ΓΣ ότι με Απλή Ψηφοφορία ψήφισμα εγκρίνεται (is carried), ή εγκρίνεται (is carried) ομόφωνα (unanimously) ή με συγκεκριμένη πλειοψηφία (particular majority), ή απορρίπτεται (lost) και
- (β) η καταχώρηση (entry) του αποτελέσματος εκείνου στο βιβλίο που περιέχει τα πρακτικά (minutes) των διαδικασιών της γενικής συνέλευσης,
- θα αποτελούν (constitute) μαζί επαρκή μαρτυρία (conclusive evidence) του γεγονότος χωρίς απόδειξη (proof) του αριθμού ή της αναλογίας των ψήφων υπέρ ή εναντίον του

56. Une demande de vote spécial peut être retirée avant la proclamation de son résultat, mais seulement avec le consentement du président de l'assemblée. Le retrait d'une telle demande ne rend pas nul le résultat du vote ordinaire proclamé avant que la demande de vote spécial n'ait été formulée. Le résultat du vote spécial sera réputé déclaré lors de l'assemblée générale au cours de laquelle il a été demandé.
57. Le vote spécial sera organisé immédiatement après avoir été dûment demandé. Si un vote spécial est demandé puis valablement retiré avant la proclamation du résultat du vote ordinaire, l'assemblée poursuivra ses travaux comme si la demande n'avait pas été formulée.
58. Une résolution écrite signée par ou au nom de chaque membre ayant, à la date concernée, le droit de recevoir la convocation, d'assister et de voter à une assemblée générale à son sujet, sera valide et aura le même effet que si elle avait été adoptée en assemblée générale à la date de sa remise au siège de la Société. Elle peut être constituée de plusieurs documents de même teneur, chacun signé par un ou plusieurs membres ou pour leur compte.
59. Sous réserve des Droits Spéciaux, les procédures applicables aux assemblées générales distinctes des titulaires d'une catégorie d'actions seront, mutatis mutandis, les mêmes que celles régissant les assemblées générales de la Société.

#### DROITS DE VOTE DES MEMBRES

60. Sous réserve des Droits Spéciaux, lors d'un vote à main levée, chaque membre présent en personne ou représenté dispose d'une voix ; lors d'un scrutin (vote spécial), chaque membre dispose d'une voix pour chaque action dont il est titulaire.
61. En cas de copropriété d'actions (détention conjointe), seul le vote du copropriétaire le plus ancien exprimé, soit en personne soit par mandataire, sera pris en compte, à l'exclusion des votes des autres copropriétaires. L'ancienneté sera déterminée d'après l'ordre dans lequel les noms des copropriétaires figurent au Registre des Membres.
62. Tout membre faisant l'objet d'une décision judiciaire (rendue à Chypre ou à l'étranger) relative à un trouble mental peut voter, soit à main levée soit par scrutin, par l'intermédiaire de son curateur, administrateur judiciaire ou toute autre personne dûment autorisée et désignée à cet effet par ledit tribunal. Cette personne peut exercer le droit de vote par mandataire. La preuve de son autorisation devra être déposée au siège de la Société au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée générale (ou de son éventuel ajournement) au cours de laquelle le droit de vote doit être exercé, ou remise au président de l'assemblée générale. À défaut, le droit de vote ne pourra être exercé.

ψηφίσματος.

56. Η απαίτηση για Ειδική Ψηφοφορία δύναται, πριν τη δήλωση του αποτελέσματος της, να αποσυρθεί (withdrawn) όμως μόνο με τη συγκατάθεση του Προέδρου ΓΣ. Η απαίτηση που αποσύρθηκε (withdrawn) δε θα ακυρώσει το αποτέλεσμα της Απλής Ψηφοφορίας που δηλώθηκε πριν η απαίτηση για Ειδική Ψηφοφορία να γίνει. Το αποτέλεσμα της Ειδικής Ψηφοφορίας θα θεωρείται ότι δηλώθηκε στη γενική συνέλευση στην οποία απαιτήθηκε η Ειδική Ψηφοφορία.
57. Η Ειδική Ψηφοφορία θα διεξάγεται αμέσως αφού απαιτηθεί δεόντως. Εάν πριν τη δήλωση του αποτελέσματος Απλής Ψηφοφορίας απαιτηθεί Ειδική Ψηφοφορία και ανακληθεί δεόντως, η γενική συνέλευση θα συνεχίσει ωσάν η απαίτηση να μην έγινε.
58. Έγγραφο ψήφισμα (written resolution) υπογεγραμμένο από κάθε Μέλος ή εκ μέρους του που κατά το χρόνο εκείνο έχει το δικαίωμα να λάβει ειδοποίηση, παραστεί και ψηφίσει αναφορικά με αυτό σε γενική συνέλευση, θα είναι έγκυρο και εφαρμοστέο ωσάν το ψήφισμα να εγκρίθηκε από τη Γενική Συνέλευση την ημερομηνία που παραδόθηκε στο Γραφείο και δύναται να αποτελείται από διάφορα έγγραφα στην ίδια μορφή το κάθε ένα υπογεγραμμένο από ένα ή περισσότερα Μέλη ή εκ μέρους του/τους.
59. Τηρουμένων των Ειδικών Δικαιωμάτων, οι διαδικασίες σε χωριστές γενικές συνελεύσεις των Κατόχων οποιασδήποτε κλάσης Μετοχών θα τελούνται mutatis mutandis σύμφωνα με τους Κανονισμούς που διέπουν τις διαδικασίες των γενικών συνελεύσεων της Εταιρείας.

#### ΨΗΦΟΙ ΜΕΛΩΝ

60. Τηρουμένων των Ειδικών Δικαιωμάτων, σε Απλή Ψηφοφορία κάθε Μέλος που παρίσταται αυτοπροσώπως ή από Εκπρόσωπο θα έχει μία ψήφο και σε Ειδική Ψηφοφορία κάθε Μέλος θα έχει μία ψήφο για κάθε Μετοχή της οποίας το Μέλος είναι ο Κάτοχος.
61. Στην περίπτωση Κοινών Κατόχων η ψήφος του πιο αρχαίου που ρίπτει ψήφο είτε αυτοπροσώπως είτε από Εκπρόσωπο θα γίνει αποδεκτή αποκλείοντας τις ψήφους που ρίπτονται από τους άλλους Κοινούς Κατόχους και αρχαιότητα θα καθορίζεται από τη σειρά προτεραιότητας στην οποία τα ονόματα των Κοινών Κατόχων που παρίστανται στη γενική συνέλευση, εμφανίζονται πρώτα στο Μητρώο.
62. Μέλος για το οποίο έχει εκδοθεί διάταγμα από οποιοδήποτε αρμόδιο δικαστήριο (είτε στην Κύπρο είτε στο εξωτερικό) για ζητήματα που αφορούν ψυχική διαταραχή (mental disorder) δύναται να ψηφίσει, είτε σε Απλή Ψηφοφορία είτε σε Ειδική Ψηφοφορία, από τον παραλήπτη του (receiver), curator bonis ή άλλο Πρόσωπο εξουσιοδοτημένο και διορισμένο για το σκοπό αυτό από το εν λόγω δικαστήριο, και ο παραλήπτης (receiver), curator bonis ή το άλλο Πρόσωπο δύναται να ψηφίσει μέσω Εκπροσώπου. Η μαρτυρία (evidence) της εξουσιοδότησης του Προσώπου που ισχυρίζεται (claim) το δικαίωμα να ψηφίσει θα κατατεθεί στην Εταιρεία στο Γραφείο 24 ώρες πριν από τον καθορισμένο χρόνο διεξαγωγής της γενικής συνέλευσης (ή εξ' αναβολής συνέλευσης) στην οποία το δικαίωμα να

63. Aucun membre ne peut voter, en personne ou par mandataire, relativement à des actions qu'il détient, à moins que toutes les sommes et autres dettes exigibles envers la Société au titre d'appels de fonds sur ces actions n'aient été intégralement payées.
64. Aucune contestation relative à la qualité pour voter ou à la capacité d'un votant à assister à une assemblée générale ne pourra être soulevée, sauf pendant l'assemblée en question. Tout vote qui n'aura pas été invalidé pendant la séance sera réputé valable. Toute contestation soulevée en temps utile sera soumise au président de l'assemblée générale, dont la décision sera finale et sans appel.
65. Tout membre peut nommer un mandataire (proxy) pour le représenter et voter en son nom, tant lors des votes à main levée que lors des scrutins, à toute assemblée générale de la Société, ainsi qu'aux assemblées générales distinctes des titulaires d'une catégorie d'actions, le cas échéant.
66. La désignation d'un mandataire doit être faite par écrit et signée par la personne qui le nomme ou en son nom. Cette désignation pourra être effectuée soit au moyen d'une procuration notariée, soit au moyen d'un instrument rédigé selon le modèle suivant, selon le cas :

(1) Lorsque le mandataire dispose d'un pouvoir discrétionnaire :

«[•]

Je/Nous, [•], de [•], membre de la société susnommée, nomme/nommons par la présente [•], de [•], ou, en cas d'empêchement, [•], de [•], en qualité de mandataire pour me/nous représenter à l'assemblée générale [annuelle/extraordinaire] de ladite société devant se tenir le [•] [mois] 20[•], ainsi qu'à toute assemblée ajournée. Fait le [•] [mois] 20[•].»

(2) Lorsque le mandataire n'a pas de pouvoir discrétionnaire:

«[•]

Je/Nous, [•], de [•], membre de la société susnommée, nomme/nommons par la présente [•], de [•], ou, en cas d'empêchement, [•], de [•], comme mandataire pour me/nous représenter à l'assemblée générale [annuelle/extraordinaire] de ladite société devant se tenir le [•] [mois] 20[•], ainsi qu'à toute assemblée ajournée. Le présent formulaire devra être utilisé pour voter sur les résolutions suivantes, comme

ψηφίσει πρόκειται να ασκηθεί ή θα παραδοθεί στον Πρόεδρο ΓΣ της συνέλευσης και εάν παραλείψει, το δικαίωμα ψήφου δε θα είναι εξασκούμενο.

63. Κανένα Μέλος δε θα ψηφίσει είτε αυτοπροσώπως είτε από Εκπρόσωπο αναφορικά με οποιοσδήποτε Μετοχές κατέχονται από αυτό εκτός εάν όλα τα χρήματα και οι άλλες οφειλές που είναι άμεσα πληρωτέα/ες στην Εταιρεία αναφορικά με κλήσεις πάνω στις Μετοχές εκείνες έχουν πληρωθεί.
64. Καμία ένσταση για τη δυνατότητα (qualification) οποιουδήποτε ψηφοφόρου να ψηφίσει και/ή να παραστεί σε γενική συνέλευση δε θα εγείρεται εκτός στη γενική συνέλευση στην οποία ο εν λόγω ψηφοφόρος θα παραστεί και κάθε ψήφος η οποία δεν αποκλείεται στη συνέλευση θα είναι έγκυρη. Κάθε ένσταση που γίνεται έγκαιρα θα παραπέμπεται στον Πρόεδρο ΓΣ του οποίου η απόφαση θα είναι τελική (final) και οριστική (conclusive).
65. Μέλος δύναται να διορίσει ένα Εκπρόσωπο για να παραστεί και να ψηφίσει σε Απλές Ψηφοφορίες όπως επίσης σε Ειδικές Ψηφοφορίες σε γενικές συνελεύσεις της Εταιρείας και (όπου ισχύει) χωριστές γενικές συνελεύσεις των Κατόχων κλάσης Μετοχών.
66. Ο διορισμός κάθε εκπροσώπου (proxy) θα γίνεται εγγράφως και θα εκτελείται από το Πρόσωπο που το διορίζει ή εκ μέρους του. Κάθε διορισμός θα γίνεται είτε με πιστοποιημένο από πιστοποιούντα υπάλληλο (certified notarially) πληρεξούσιο έγγραφο (power of attorney) είτε με πράξη (instrument) όσο πλησιέστερα το επιτρέπουν οι περιστάσεις, με τα ακόλουθα:

(1) Όπου επιθυμείται να παραχωρηθεί διάκριση στον εκπρόσωπο (proxy):

«[•] LIMITED

Εγώ [/Εμείς], από [•] μέλ[ος/η] της πιο πάνω ονομαζόμενης εταιρείας, δια του παρόντος διορίζ[ω/ουμε] [•] από [•], ή εάν αδυνατεί, [•] από [•], ως [τον/την] εκπρόσωπο (proxy) [μου/μας] στην [ετήσια/έκτακτη] γενική συνέλευση της εταιρείας η οποία πρόκειται να τελεστεί τη(ν) [•] ημέρα του [•], 20[•] και σε κάθε εξ' αναβολής συνέλευση.

Υπογράφηκε τη(ν) [•] ημέρα του [•], 20[•].».

(2) Όπου επιθυμείται να μην παραχωρηθεί διάκριση στον εκπρόσωπο (proxy):

«[•] LIMITED

Εγώ [/Εμείς] [•] από [•] μέλ[ος/η] της πιο πάνω ονομαζόμενης εταιρείας, δια του παρόντος διορίζ[ω/ουμε] [•] από [•], ή εάν αδυνατεί, [•] από [•], ως [τον/την] εκπρόσωπο (proxy) [μου/μας] στην [ετήσια/έκτακτη] γενική συνέλευση της εταιρείας η οποία πρόκειται να τελεστεί τη(ν) [•] ημέρα του [•], 20[•] και σε κάθε εξ' αναβολής συνέλευση.

Το έντυπο αυτό θα χρησιμοποιηθεί σε σχέση

indiqué ci-dessous :

Résolution n°1 – \*pour / \*contre  
Résolution n°2 – \*pour / \*contre (\*rayer la  
mention inutile).

Sauf indication contraire, le mandataire pourra  
voter comme il l'estimera approprié ou  
s'abstenir.

Fait le [•] [mois] 20[•].»

67. La procuration devra être déposée au siège de la Société au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée générale (ou de toute assemblée ajournée) à laquelle le mandataire doit assister, ou remise au président de l'assemblée générale.  
Toute procuration non faite ou remise conformément aux formes et délais prévus sera nulle.
68. Tout vote exprimé ou scrutin demandé par une personne agissant en qualité de mandataire sera valable, même si la procuration a été révoquée, sauf si la Société a reçu notification écrite de cette révocation avant que le vote n'ait été émis ou que le scrutin n'ait été demandé.
69. Nonobstant l'article 133 de la Loi, toute personne morale membre de la Société ou agissant comme mandataire peut, par résolution de son conseil d'administration, de son organe directeur ou de toute autre autorité compétente, autoriser une personne physique à agir en qualité de représentant à toute assemblée générale ou assemblée distincte des titulaires d'une catégorie d'actions.  
La personne ainsi autorisée disposera, pour le compte de la personne morale, des mêmes pouvoirs que celle-ci aurait pu exercer si elle avait été une personne physique.

#### **NOMBRE DES ADMINISTRATEURS**

70. Le nombre minimum d'administrateurs est, conformément à l'article 170 de la Loi, d'un (1) administrateur, et sauf décision contraire de l'Assemblée générale adoptée par résolution ordinaire, le nombre maximum d'administrateurs n'est pas limité.

#### **ADMINISTRATEURS SUPPLEANTS**

71. Tout administrateur (à l'exclusion d'un administrateur suppléant) peut nommer toute personne, qu'elle soit ou non administrateur, disposée à agir en qualité d'administrateur suppléant, et peut à tout moment le révoquer.
72. L'administrateur suppléant a droit de recevoir avis de toutes les réunions du Conseil d'administration et des comités dont

me τα ψηφίσματα που αναφέρονται κατωτέρω  
ως ακολούθως:

Ψήφισμα Νο. 1 \* υπέρ / \* εναντίον

Ψήφισμα Νο. 2 \* υπέρ / \* εναντίον. \* Διαγράψετε  
ότι δεν επιθυμείτε.

Εκτός εάν έχει διαφορετικές εντολές, ο  
εκπρόσωπος (proxy) δύναται είτε να ψηφίζει  
όπως θα κρίνει σκόπιμο είτε να απέχει από την  
ψηφοφορία.

Υπογράφηκε τη(ν) [•] ημέρα του [•], 20[•].».

67. Ο διορισμός εκπροσώπου (proxy) είτε θα κατατεθεί στην Εταιρεία στο Γραφείο 24 ώρες πριν τον καθορισμένο χρόνο διεξαγωγής της γενικής συνέλευσης (ή εξ' αναβολής συνέλευσης) στην οποία ο Εκπρόσωπος πρόκειται να παραστεί είτε θα παραδοθεί στον Πρόεδρο ΓΣ της συνέλευσης. Ο διορισμός εκπροσώπου (proxy) που δε γίνεται ή δίδεται με τους αντίστοιχους προαναφερόμενους επιτρεπόμενους τρόπους, θα είναι άκυρος.
68. Ψήφος που ρίφθηκε ή Ειδική Ψηφοφορία που απαιτήθηκε από Πρόσωπο που ενεργεί ως Εκπρόσωπος θα είναι έγκυρη ανεξάρτητα εάν ή όχι ο διορισμός του ως Εκπρόσωπος έχει προηγουμένως τερματιστεί εκτός εάν η Εταιρεία ειδοποιήθηκε εγγράφως έγκαιρα για τον εν λόγω τερματισμό πριν η εν λόγω ψήφος ριφθεί ή η εν λόγω Ειδική Ψηφοφορία απαιτηθεί.
69. Παρά από το άρθρο 133 του Νόμου, Εμπορικός Οργανισμός που είναι Μέλος ή Εκπρόσωπος δύναται με ψήφισμα του διοικητικού συμβουλίου του, διευθυντικού συμβουλίου του ή άλλου κυβερνητικού σώματος, ανάλογα με την περίπτωση, να εξουσιοδοτήσει οποιοδήποτε άτομο (individual) να ενεργήσει (act) ως ο εκπρόσωπος του σε γενική συνέλευση ή χωριστή γενική συνέλευση των Κατόχων κλάσης Μετοχών και το πρόσωπο που εξουσιοδοτείται θα δικαιούται να ασκήσει εκ μέρους του Εμπορικού Οργανισμού τις ίδιες εξουσίες που ο Εμπορικός Οργανισμός θα μπορούσε να ασκήσει εάν το ίδιο ήταν άτομο (individual).

#### **ΑΡΙΘΜΟΣ ΤΩΝ ΣΥΜΒΟΥΛΩΝ**

70. Ο ελάχιστος αριθμός των Συμβούλων είναι (βάση του άρθρου 170 του Νόμου) ένας Σύμβουλος και, εκτός εάν διαφορετικά καθοριστεί από τη Γενική Συνέλευση με την έγκριση συνήθους ψηφίσματος, ο μέγιστος αριθμός των Συμβούλων δεν περιορίζεται.

#### **ΑΝΑΠΛΗΡΩΤΕΣ ΣΥΜΒΟΥΛΟΙ**

71. Σύμβουλος (εξαιρουμένου αναπληρωτή συμβούλου) δύναται να διορίσει οποιοδήποτε Πρόσωπο (είτε Σύμβουλο είτε όχι) πρόθυμο να ενεργήσει, ως αναπληρωτή σύμβουλο και οποτεδήποτε να τον απομακρύνει (remove) από το αξίωμα
72. Ο αναπληρωτής σύμβουλος θα δικαιούται να λαμβάνει ειδοποίηση (είτε απουσιάζει είτε όχι από την Κύπρο) για

fait partie l'administrateur qui l'a nommé (qu'il soit ou non présent à Chypre) et peut y assister et voter en l'absence de celui-ci.

73. L'administrateur suppléant cesse d'exercer ses fonctions si l'administrateur qui l'a nommé cesse, pour quelque raison que ce soit, d'être administrateur.
74. La nomination ou la révocation d'un administrateur suppléant se fait par notification signée par l'administrateur procédant à ladite nomination ou la révoquant, remise à la société à son siège. L'administrateur suppléant peut à tout moment démissionner par notification adressée à la société à son siège.
75. Sauf disposition contraire des statuts, un administrateur suppléant est réputé administrateur et n'est responsable que de ses propres actes, omissions ou négligences. Il n'est pas considéré comme le mandataire de l'administrateur qui l'a nommé.

#### POUVOIRS DES ADMINISTRATEURS

76. Aucun administrateur (autre que l'administrateur unique, lequel, pour éviter toute ambiguïté, peut exercer tous les pouvoirs, attributions et prérogatives conférés au Conseil d'administration par les statuts ou par la Loi) ni aucun autre dirigeant ou personne n'a le pouvoir, exprès, implicite ou apparent, d'exécuter ou de signer un document ou instrument au nom de la Société, ni d'agir ou de l'engager d'une quelconque manière, sauf autorisation expresse donnée par résolution du Conseil d'administration ou d'un comité dûment habilité par celui-ci.
77. Sous réserve des dispositions de la Loi, de l'acte constitutif, des statuts et de toute directive donnée par l'Assemblée générale par résolution ordinaire, les affaires et activités de la Société sont gérées par le Conseil d'administration, qui peut exercer tous les pouvoirs de la Société. Aucune modification de l'acte constitutif ou des statuts, ni aucune directive de l'Assemblée générale, n'annulera un acte antérieur du Conseil ou d'un administrateur qui aurait été valide en l'absence d'une telle modification ou directive. Les pouvoirs conférés par le présent règlement ne limitent pas les pouvoirs particuliers pouvant être conférés au Conseil ou aux administrateurs par les statuts, et tout comité dûment constitué peut exercer les pouvoirs du Conseil d'administration.
78. Le Conseil d'administration peut exercer tous les pouvoirs de la Société pour contracter des emprunts, lever des fonds, accorder des garanties, hypothéquer, grever ou nantir l'entreprise, les biens, actifs immobilisés et circulants, droits,

όλες τις συνεδριάσεις των Συμβούλων και των Επιτροπών των οποίων ο Σύμβουλος που το διορίζει είναι μέλος, και να παρίσταται και να ψηφίζει στις συνεδριάσεις αυτές όταν ο Σύμβουλος που το διορίζει απουσιάζει.

73. Αναπληρωτής σύμβουλος θα παύσει να κατέχει το αξίωμα εάν ο Σύμβουλος που το διορίζει παύσει (για οποιοδήποτε λόγο) να είναι Σύμβουλος.
74. Ο διορισμός ή η παύση αναπληρωτή συμβούλου θα γίνεται με ειδοποίηση υπογεγραμμένη από το Σύμβουλο που προβαίνει στο, ή ανακαλεί (revoking) το, διορισμό και θα παραδοθεί στην Εταιρεία στο Γραφείο. Ο αναπληρωτής σύμβουλος δύναται να οποτεδήποτε να παραιτηθεί με ειδοποίηση στην Εταιρεία στο Γραφείο.
75. Εκτός όπως διαφορετικά προνοείται στο Καταστατικό, αναπληρωτής σύμβουλος θα θεωρείται ως Σύμβουλος και θα είναι μόνος του υπεύθυνος για τις δικές του ενέργειες (acts), παραλείψεις (omissions) και αμέλειες (defaults) και δε θα θεωρείται ως ο αντιπρόσωπος (agent) του Συμβούλου που το διορίζει.

#### ΕΞΟΥΣΙΕΣ ΤΩΝ ΣΥΜΒΟΥΛΩΝ

76. Κανένας Σύμβουλος (εκτός του μοναδικού Συμβούλου ο οποίος, για αποφυγή αμφιβολίας, δύναται να ασκεί όλες τις δοσμένες στο Διοικητικό Συμβούλιο από το Καταστατικό ή το Νόμο εξουσίες (powers), εξουσιοδοτήσεις (authorities) και διακρίσεις) ή άλλος αξιωματούχος της Εταιρεία ούτε οποιοδήποτε άλλο Πρόσωπο δε θα έχει οποιαδήποτε εξουσιοδότηση (είτε ρητή (express) είτε εξυπακουόμενη (implied) είτε φαινομενική (ostensible)) να εκτελέσει ή υπογράψει οποιοδήποτε έγγραφο ή πράξη (instrument) εκ μέρους της Εταιρείας, ή να ενεργήσει (act) εκ μέρους της ή διαφορετικά να δεσμεύσει την Εταιρεία με οποιοδήποτε τρόπο εκτός εάν εξουσιοδοτηθεί ρητώς από ψήφισμα του Συμβουλίου ή Επιτροπής δεόντως εξουσιοδοτημένης από το Συμβούλιο.
77. Τηρουμένων των προνοιών του Νόμου, του ιδρυτικού εγγράφου της Εταιρείας, του Καταστατικού και των οποιωνδήποτε οδηγιών δοθούν από τη Γενική Συνέλευση με την έγκριση συνήθους ψηφίσματος, οι εργασίες (business) και σχέσεις (affairs) της Εταιρείας θα διευθύνονται από το Διοικητικό Συμβούλιο το οποίο δύναται να ασκεί όλες τις εξουσίες της Εταιρείας. Καμία τροποποίηση του ιδρυτικού εγγράφου ή του Καταστατικού και καμία οδηγία της Γενικής Συνέλευσης δε θα ακυρώνει οποιαδήποτε προηγούμενη ενέργεια (act) του Συμβουλίου ή οποιουδήποτε Συμβούλου η οποία θα ήταν έγκυρη εάν η τροποποίηση δε θα είχε γίνει ή η οδηγία δε θα είχε δοθεί. Οι δοσμένες εξουσίες από τον Κανονισμό 77 αυτόν, δε θα περιορίζονται από οποιαδήποτε ειδική εξουσία δίδεται στο Συμβούλιο ή στους Συμβούλους από το Καταστατικό και Συνεδρίαση δύναται να ασκήσει όλες τις εξουσίες που ασκούνται από το Διοικητικό Συμβούλιο.
78. Το Διοικητικό Συμβούλιο δύναται να ασκήσει όλες τις εξουσίες της Εταιρείας για να δανειστεί, συγκεντρώσει χρήματα (raise money), δώσει εγγυήσεις (guarantees) και να υποθηκεύσει (mortgage), βαρύνει (charge) και να

revenus ou capital non appelé de la Société, et émettre ou créer des titres de créance ou autres valeurs mobilières, que ce soit à titre principal ou accessoire, pour garantir toute dette ou obligation de la Société, de ses filiales ou de toute autre personne.

Il peut également émettre des billets à ordre, obligations ou autres engagements, en contrepartie d'espèces ou d'autres biens.

#### DELEGATION DES POUVOIRS DU CONSEIL

79. La Société peut, par acte de procuration revêtu du sceau social ou signé par l'administrateur unique, deux administrateurs, ou un administrateur et le secrétaire, nommer toute personne comme mandataire ou représentant de la Société à des fins déterminées, selon des modalités et conditions jugées appropriées, avec les pouvoirs (dans les limites de ceux conférés au Conseil par les statuts) que le Conseil estime nécessaires, y compris le pouvoir de subdéléguer tout ou partie des pouvoirs ainsi conférés.
80. Le Conseil d'administration peut déléguer :
- (α) à des comités composés d'au moins deux personnes (dont au moins un administrateur), tels que désignés par le Conseil (« le Comité ») ; et
  - (β) à un ou plusieurs administrateurs, conjointement ou séparément,
- tout ou partie de ses pouvoirs qu'il juge opportun de déléguer.
- Ces délégations peuvent être assorties des conditions fixées par le Conseil, être cumulatives ou exclusives de ses propres pouvoirs, et peuvent être révoquées ou modifiées à tout moment.
- Sauf décision contraire du Conseil, les règlements régissant les réunions du Conseil s'appliquent mutatis mutandis aux réunions des Comités.

#### NOMINATION ET REVOCATION DES ADMINISTRATEURS

81. L'Assemblée générale peut :
- (α) Par résolution ordinaire, nommer toute personne (désireuse d'agir) au poste d'administrateur, soit pour

επιβαρύνει (encumber) την επιχείρηση (undertaking), την περιουσία (property), τα πάγια και ενεργητικά περιουσιακά στοιχεία (fixed and current assets), τα δικαιώματα (rights), τα έσοδα (revenues) και το μη προσκληθέν μετοχικό κεφάλαιο (uncalled share capital), της Εταιρείας και να δημιουργήσει ή να εκδώσει χρεόγραφα και άλλους τίτλους (securities) είτε ως η κύρια (primary) είτε ως παράλληλη (collateral) εξασφάλιση (security) για οποιοδήποτε χρέος (debt) ή οποιαδήποτε υποχρέωση (liability) ή ευθύνη (obligation) της Εταιρείας, οποιασδήποτε Θυγατρικής ή οποιουδήποτε άλλου Προσώπου, και να εκδώσει γραμμάτια (notes), ομόλογα (bonds) και άλλες υποσχέσεις (promises) και ευθύνες (obligations) είτε για μετρητά (cash) είτε ως αντιπαροχή (consideration) για την απόκτηση (acquisition) περιουσίας (property) άλλης από μετρητά (cash).

#### ΠΑΡΑΧΩΡΗΣΗ (DELEGATION) ΤΩΝ ΕΞΟΥΣΙΩΝ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

79. Η Εταιρεία δύναται, με πληρεξούσιο έγγραφο (power of attorney) φέροντας την Σφραγίδα ή διαφορετικά, υπογεγραμμένο από το μοναδικό Σύμβουλο ή δύο Συμβούλους ή από ένα Σύμβουλο και το Γραμματέα, να διορίσει οποιοδήποτε Πρόσωπο ως πληρεξούσιο ή αντιπρόσωπο της Εταιρείας για τέτοιους σκοπούς, με τέτοιους όρους και προϋποθέσεις και με τέτοιες εξουσίες (χωρίς να υπερβαίνουν τις, δυνάμει του Καταστατικού, δοσμένες (vested) στο, ή ασκούμενες από το, Διοικητικό Συμβούλιο εξουσίες (powers)) όπως κρίνει σκόπιμο, περιλαμβανομένης της εξουσίας να παραχωρήσει (delegate) όλη την εξουσιοδότηση, ή οποιοδήποτε μέρος της εξουσιοδότησης, που χορηγήθηκε (granted) σε τέτοιο Πρόσωπο.
80. Το Διοικητικό Συμβούλιο δύναται να παραχωρήσει (delegate) σε:
- (α) επιτροπές αποτελούμενες από τουλάχιστο δύο Πρόσωπα (από τα οποία τουλάχιστο ένας θα είναι Σύμβουλος) όπως του Συμβουλίου θα διορίσει (η «Επιτροπή»)· και
  - (β) Σύμβουλους (από κοινού (jointly) και/ή χωριστά (severally)),
- τέτοιες από τις εξουσίες του Συμβουλίου όπως το Συμβούλιο κρίνει σκόπιμο. Οι παραχωρήσεις (delegations) δύναται να υπόκεινται σε οποιεσδήποτε προϋποθέσεις δυνατό να επιβάλει το Συμβούλιο και να είναι είτε παράλληλες με τις δικές του εξουσίες είτε οι δικές του εξουσίες να εξαιρούνται από τις παραχωρημένες και δύναται να ανακληθούν ή τροποποιηθούν από αυτό. Εκτός εάν διαφορετικά καθοριστεί από το Συμβούλιο, οι Κανονισμοί που διέπουν τις διαδικασίες των Συμβούλων θα εφαρμόζονται mutatis mutandis στις διαδικασίες Επιτροπών.

#### ΔΙΟΡΙΣΜΟΣ & ΑΠΟΜΑΚΡΥΝΣΗ ΤΩΝ ΣΥΜΒΟΥΛΩΝ

81. Η Γενική Συνέλευση δύναται:
- (α) με την έγκριση συνήθους ψηφίσματος να διορίσει οποιοδήποτε Πρόσωπο (πρόθυμο να ενεργήσει) στο

pourvoir un poste vacant, soit en qualité d'administrateur supplémentaire, à condition qu'aucune nomination n'ait pour effet de porter le nombre total des administrateurs au-delà du nombre maximum autorisé en vertu ou en application du Règlement 70 ; et

- (β) Sous réserve des articles 136 et 178 de la Loi, révoquer tout administrateur de ses fonctions par résolution ordinaire.

Nonobstant toute autre disposition des présents Statuts, tant que l'un des deux membres fondateurs et signataires des présents Statuts (les "Cofondateurs") demeure membre de la société et détient au moins une action, ce Cofondateur dispose du droit absolu de révoquer tout Administrateur de ses fonctions par notification écrite adressée au siège social de la Société. La révocation prend effet immédiatement dès la remise de ladite notification, sans préjudice des obligations procédurales impératives prévues par la Loi.

82. Nonobstant le Règlement 81, le Conseil d'administration peut à tout moment nommer toute personne (désireuse d'agir) au poste d'administrateur, soit pour pourvoir un poste vacant, soit en qualité d'administrateur supplémentaire, à condition qu'aucune nomination n'ait pour effet de porter le nombre total des administrateurs au-delà du maximum autorisé en vertu ou en application du Règlement 70. Tout administrateur nommé en vertu du présent Règlement 82 ne restera en fonctions que jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante, au cours de laquelle (s'il consent à servir) il pourra être réélu conformément au Règlement 81 ; à défaut, il restera en fonctions jusqu'à la clôture de ladite assemblée.

#### CESSATION DES FONCTIONS DES ADMINISTRATEURS

83. Le mandat d'un administrateur devient vacant si la personne concernée :
- (α) Est frappée d'une interdiction légale d'exercer les fonctions d'administrateur ou d'un autre dirigeant de société (y compris en vertu de l'article 180 de la Loi) ; ou
- (β) Est déclarée en faillite ou conclut tout accord ou arrangement avec ses créanciers en général ; ou
- (γ) Est déclarée démente ou inapte en vertu de toute législation relative à la santé mentale, et si le Conseil d'administration décide par résolution que son mandat est vacant ; ou
- (δ) Démissionne de ses fonctions par notification remise à la Société à son siège social ou présentée en réunion du Conseil.

αξίωμα Συμβούλου είτε για να πληρωθεί (fill) κενή θέση είτε ως επιπρόσθετο Σύμβουλο νοουμένου ότι κανένας διορισμός δε θα προκαλέσει τον αριθμό των Συμβούλων να υπερβεί το μέγιστο επιτρεπόμενο αριθμό βάση ή δυνάμει του Κανονισμού 70· και

- (β) τηρουμένων των άρθρων 136 και 178 του Νόμου, με την έγκριση συνήθους ψηφίσματος να απομακρύνει (remove) οποιονδήποτε Σύμβουλο από το αξίωμα.

Ανεξαρτήτως οποιασδήποτε άλλης διάταξης στο παρόν Καταστατικό, για όσο χρονικό διάστημα οποιοδήποτε από τα δύο ιδρυτικά μέλη και υπογράφωντες του παρόντος Καταστατικού (οι «Συνιδρυτές») παραμένει μέλος της εταιρείας κατέχοντας τουλάχιστον μία μετοχή, ο εν λόγω Συνιδρυτής θα έχει το απόλυτο δικαίωμα να παύει οποιονδήποτε Σύμβουλο από το αξίωμά του με γραπτή ειδοποίηση που θα παραδίδεται στο Εγγεγραμμένο Γραφείο της Εταιρείας. Η παύση θα τίθεται σε ισχύ αμέσως μετά την παράδοση, με την επιφύλαξη των υποχρεωτικών διαδικαστικών απαιτήσεων του Νόμου.

82. Παρά τον Κανονισμό 81, το Διοικητικό Συμβούλιο δύναται οποτεδήποτε διορίσει οποιοδήποτε Πρόσωπο (πρόθυμο να ενεργήσει) στο αξίωμα Συμβούλου είτε για να πληρωθεί (fill) κενή θέση είτε ως επιπρόσθετο Σύμβουλο νοουμένου ότι κανένας διορισμός δε θα προκαλέσει τον αριθμό των Συμβούλων να υπερβεί το μέγιστο επιτρεπόμενο αριθμό βάση ή δυνάμει του Κανονισμού 70. Κάθε Σύμβουλος διορισμένος βάση του Κανονισμού 82 αυτού θα κατέχει το αξίωμα μόνο μέχρι την αμέσως επόμενη ετήσια γενική συνέλευση που ακολουθεί στην οποία (εάν είναι πρόθυμος να ενεργήσει) δύναται να αναδιοριστεί (reappointed) βάση του Κανονισμού 81 και εάν όχι, θα παραμείνει στο αξίωμα μέχρι την και θα αφυηρητήσει στην, αποπεράτωση της συνέλευσης.

#### ΑΠΟΚΛΕΙΣΜΟΣ ΤΩΝ ΣΥΜΒΟΥΛΩΝ

83. Το αξίωμα του Συμβούλου θα εκκενωθεί (vacated) εάν το Πρόσωπο που το κατέχει:
- (α) του απαγορεύεται από το Νόμο (περιλαμβανομένου του άρθρου 180 του Νόμου) να είναι σύμβουλος ή άλλος αξιωματούχος εταιρείας ή
- (β) κηρύσσεται πτωχεύσας ή προβεί σε οποιαδήποτε διευθέτηση (arrangement), ή οποιοδήποτε διακανονισμό (composition), με τους πιστωτές του γενικά ή
- (γ) κηρύσσεται φρενοπαθής (unsound mind) ή ασθενής για οποιοδήποτε σκοπό θεσπίσματος (statute) σχετιζόμενο με πνευματική υγεία και το Διοικητικό Συμβούλιο ψηφίσει ότι το αξίωμα του εκκενώθηκε (vacated)· ή
- (δ) παραιτείται του αξιώματος του με ειδοποίηση παραδομένη στην Εταιρεία στο Γραφείο ή υποβαλλόμενη σε Συνεδρίαση.

## REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

84. Sous réserve de l'article 181 de la Loi, chaque administrateur a droit, pour ses services en tant que tel ou pour des services rendus en dehors du cadre ordinaire de ses fonctions, à une rémunération fixée par résolution ordinaire de l'Assemblée générale. Sauf disposition contraire dans la résolution, cette rémunération sera réputée due au jour le jour.
85. Chaque administrateur a droit au remboursement par la Société de toutes les dépenses raisonnablement engagées dans l'exercice de ses fonctions ou responsabilités d'administrateur, y compris les frais de déplacement, d'hébergement (en hôtel ou ailleurs) et autres frais liés à sa présence aux réunions du Conseil ou aux assemblées générales.

## NOMINATIONS ET INTERETS DES ADMINISTRATEURS

86. Le Conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs administrateurs au poste de directeur général (« managing director ») ou à toute autre fonction exécutive, pour la durée et selon les conditions qu'il juge appropriées. Sauf stipulation contraire, toute telle nomination prend fin lorsque la personne cesse d'être administrateur.
87. Sous réserve des articles 183 à 186 inclus et de l'article 191 de la Loi, un administrateur peut, sans que cela constitue une violation de ses fonctions :
- (α) Participer ou avoir un intérêt dans toute transaction ou arrangement avec la Société ou dans laquelle la Société a un intérêt ; et
- (β) Être administrateur, dirigeant, employé ou partie à toute transaction ou arrangement avec toute entreprise promue par la Société ou dans laquelle celle-ci a un intérêt

En conséquence, l'administrateur ne sera pas tenu de rendre compte à la Société de tout bénéfice qu'il pourrait tirer de cette fonction, de cet emploi, de cette transaction, de cet arrangement ou de cet intérêt, et aucune telle opération ne pourra être annulée pour ce motif, à condition toutefois que l'administrateur ait divulgué à la Société la nature et l'étendue de son intérêt.

## ΑΜΟΙΒΗ ΤΩΝ ΣΥΜΒΟΥΛΩΝ

84. Τηρουμένου του άρθρου 181 του Νόμου, κάθε Σύμβουλος θα δικαιούται για τις καθ' αυτές υπηρεσίες του ή για υπηρεσίες εκτός του πλαισίου των συνήθων καθηκόντων των συμβούλων, σε τέτοια αμοιβή όπως η Γενική Συνέλευση θα εγκρίνει με την έγκριση συνήθους ψηφίσματος και εκτός εάν το ψήφισμα προνοεί διαφορετικά, η αμοιβή θα θεωρείται ότι οφείλεται από μέρα σε μέρα.
85. Κάθε Σύμβουλος θα δικαιούται να πληρωθεί από την Εταιρεία όλα τα εύλογα έξοδα που ορθά υπέστη σχετικά με την εκτέλεση των καθηκόντων και ευθυνών του ως Σύμβουλος όπως επίσης την παρουσία του σε συνεδριάσεις των Συμβούλων και σε γενικές συνελεύσεις της Εταιρείας περιλαμβανομένων εξόδων διακίνησης και διαμονής (σε ξενοδοχεία ή αλλού) και άλλων εξόδων.

## ΔΙΟΡΙΣΜΟΙ & ΣΥΜΦΕΡΟΝΤΑ ΣΥΜΒΟΥΛΩΝ

86. Το Διοικητικό Συμβούλιο δύναται να διορίσει ένα ή περισσότερους Συμβούλους στο αξίωμα του διευθύνοντα συμβούλου (managing director) της Εταιρείας ή σε οποιοδήποτε άλλο εκτελεστικό αξίωμα (executive office) για τέτοια περίοδο και με τέτοιους όρους όπως κρίνει σκόπιμο. Οποιοσδήποτε τέτοιος διορισμός (εκτός εάν οι όροι του προνοούν διαφορετικά) θα τερματιστεί όταν ο Σύμβουλος που διορίστηκε θα παύσει να είναι Σύμβουλος.
87. Σύμβουλος παρά το αξίωμα του δύναται, άνευ βλάβης των άρθρων 183 έως 186 (και των δύο συμπεριλαμβανομένων) και 191 του Νόμου:
- (α) να λάβει μέρος ή διαφορετικά να έχει συμφέρον (interest), σε οποιαδήποτε συναλλαγή (transaction) ή διευθέτηση (arrangement) με την Εταιρεία ή στην οποία η Εταιρεία έχει διαφορετικά συμφέρον (interest)· και
- (β) να γίνει σύμβουλος ή άλλος αξιωματούχος σε, ή να απασχοληθεί (employed) από, ή να λάβει μέρος σε οποιαδήποτε συναλλαγή (transaction) ή διευθέτηση (arrangement) με, ή διαφορετικά να έχει συμφέρον (interest) σε, οποιονδήποτε Εμπορικό Οργανισμό προωθούμενο από την Εταιρεία ή στον οποίο η Εταιρεία έχει διαφορετικά συμφέρον (interest),

και επομένως ο Σύμβουλος δε θα είναι, λόγω του αξιώματος του ως Σύμβουλος, υπόλογος (accountable) στην Εταιρεία για οποιοδήποτε όφελος το οποίο δυνατό να λάβει από οποιοδήποτε τέτοιο αξίωμα, οποιαδήποτε τέτοια απασχόληση (employment), συναλλαγή (transaction) ή διευθέτηση (arrangement) ή από οποιοδήποτε συμφέρον (interest) δυνατό να έχει σε οποιοδήποτε τέτοιο Εμπορικό Οργανισμό και καμία τέτοια συναλλαγή (transaction) ή διευθέτηση (arrangement) δε θα υπόκειται σε παραμερισμό βασισμένο πάνω σε οποιοδήποτε τέτοιο συμφέρον (interest) ή όφελος (benefit) νοουμένου πάντοτε ότι ο Σύμβουλος αποκαλύψει (discloses) στην Εταιρεία τη φύση και την έκταση του συμφέροντος (interest) του.

88. Aux fins du Règlement 87, un avis général adressé à la Société ou présenté en réunion, indiquant qu'un administrateur est réputé avoir un intérêt, de la nature et de l'étendue spécifiées, dans toute transaction ou arrangement dans lequel une personne ou une catégorie de personnes déterminée a un intérêt, vaudra déclaration que l'administrateur détient un tel intérêt. Toutefois, un intérêt dont l'administrateur n'a pas connaissance, et qu'il ne serait pas raisonnable d'attendre qu'il connaisse, ne sera pas considéré comme étant le sien.

### PROCÉDURES DES CONSEILS

89. Sous réserve des Statuts, les Administrateurs peuvent régler les modalités de leurs réunions comme ils le jugent approprié.  
Un Administrateur peut, et le Secrétaire doit sur instruction d'un Administrateur, convoquer une réunion du Conseil.  
Un avis de réunion du Conseil doit être donné à chaque Administrateur, qu'il soit ou non présent à Chypre.  
Chaque Administrateur dispose d'une voix, et toute question soulevée lors d'une réunion est décidée par résolution ; aucune résolution n'est valide à moins qu'elle ne soit approuvée par la majorité des voix des Administrateurs présents, votant et habilités à voter.  
En cas d'égalité des voix, le Président dispose d'une voix prépondérante.  
Un Administrateur agissant également en qualité d'administrateur suppléant a droit, outre sa propre voix, à une voix distincte pour l'Administrateur qui l'a nommé, en l'absence de celui-ci.
90. Un Administrateur, après avoir fait la déclaration requise conformément à la Loi et aux Statuts, peut voter sur toute question dans laquelle il a un intérêt direct ou indirect. S'il vote, son vote est compté, et il est pris en compte pour le quorum lorsque cette question est soumise au Conseil.
91. Le quorum requis pour que le Conseil puisse valablement délibérer est constitué d'au moins la majorité des Administrateurs présents pendant toute la réunion.  
Une personne n'agissant qu'en qualité d'administrateur suppléant compte pour le quorum uniquement lorsque l'Administrateur qu'il remplace est absent.
92. Les Administrateurs présents à une réunion où le quorum n'est pas atteint, ou cesse de l'être, ne peuvent agir que pour convoquer une assemblée générale, et à aucune autre fin.
93. Le Conseil peut nommer un Administrateur comme Président, et le révoquer à tout moment.  
Le Président préside toute réunion du Conseil à laquelle il

88. Για τους σκοπούς του Κανονισμού 87, γενική ειδοποίηση δοσμένη στην Εταιρεία ή υποβαλλόμενη σε Συνεδρίαση πως Σύμβουλος εκτιμάται πως έχει συμφέρον (interest) της φύσης και έκτασης που καθοριστεί στην ειδοποίηση σε οποιαδήποτε συναλλαγή (transaction) ή διευθέτηση (arrangement) στην οποία καθορισμένο Πρόσωπο ή κλάση Προσώπων έχει συμφέρον (interest) θα θεωρείται αποκάλυψη (disclosure) ότι ο Σύμβουλος έχει συμφέρον (interest) στην εν λόγω συναλλαγή (transaction) ή διευθέτηση (arrangement) της φύσης και της έκτασης που καθορίστηκε. Παρά τα προηγούμενα, συμφέρον για το οποίο Σύμβουλος δεν έχει γνώση και για το οποίο είναι παράλογο να αναμένεται από αυτόν να έχει γνώση δε θα θεωρείται ως δικό του συμφέρον (interest).

### ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΕΣ ΤΩΝ ΣΥΜΒΟΥΛΩΝ

89. Τηρουμένου του Καταστατικού, οι Σύμβουλοι δύνανται να ρυθμίζουν τις διαδικασίες Συνεδριάσεων όπως κρίνουν σκόπιμο. Σύμβουλος δύνανται να, και ο Γραμματέας κατόπιν των οδηγιών Συμβούλου θα, συγκαλέσει συνεδρίαση των Συμβούλων. Ειδοποίηση συνεδρίασης των Συμβούλων θα δίδεται σε κάθε Σύμβουλο είτε απουσιάζει είτε όχι από την Κύπρο. Κάθε Σύμβουλος έχει μια ψήφο και κάθε εργασία που εγείρεται σε Συνεδρίαση θα αποφασίζεται από ψήφισμα και κανένα ψήφισμα δε θα ισχύει εκτός εάν εγκρίθηκε από τουλάχιστο την πλειοψηφία των ψήφων των Συμβούλων που παρίστανται στη συνεδρίαση, ψηφίσουν και δικαιούνται να ψηφίσουν. Στην περίπτωση ισοψηφίας ο Πρόεδρος θα έχει νικώσα (casting) ψήφο. Σύμβουλος ο οποίος ενεργεί επίσης ως αναπληρωτής σύμβουλος θα δικαιούται, επιπρόσθετα από τη δική του ψήφο, στην απουσία του Συμβούλου που το διόρισε, ξεχωριστή ψήφο του Συμβούλου που το διόρισε.
90. Σύμβουλος, αφού γίνει αποκάλυψη (disclosure) σύμφωνα με το Νόμο και το Καταστατικό, δύνανται να ψηφίσει ως Σύμβουλος σε ψηφοφορία αναφορικά με οποιοδήποτε θέμα στο οποίο έχει άμεσα ή έμμεσα συμφέρον (interest) και εάν θα ψηφίσει, η ψήφος του θα υπολογίζεται και ο ίδιος θα υπολογίζεται στην απαιτούμενη απαρτία όταν η ψηφοφορία εκείνη ή το θέμα εκείνο τίθεται ενώπιον του Διοικητικού Συμβουλίου.
91. Η απαιτούμενη απαρτία για τη τέλεση της εργασίας των Συμβούλων θα είναι τουλάχιστο η πλειοψηφία των Συμβούλων παριστάμενοι καθ' όλη τη διάρκεια της συνεδρίασης. Πρόσωπο το οποίο κατέχει αξίωμα μόνο ως αναπληρωτής σύμβουλος θα υπολογίζεται στην απαρτία όταν ο Σύμβουλος που το διόρισε απουσιάζει.
92. Οι Σύμβουλοι που παρίστανται σε συνεδρίαση των Συμβούλων στην οποία δεν υπάρχει απαρτία ή σε Συνεδρίαση στην οποία παύσει να υπάρχει απαρτία δύνανται να ενεργήσουν (act) μόνο για το σκοπό σύγκλησης γενικής συνέλευσης και για κανένα άλλο σκοπό.
93. Το Διοικητικό Συμβούλιο δύνανται να διορίσει ένα Σύμβουλο ως τον «Πρόεδρο» και οποτεδήποτε να τον απομακρύνει (remove) από το αξίωμα αυτό. Ο Πρόεδρος θα προεδρεύει

assiste.

S'il n'y a pas de Président nommé, ou si celui-ci n'est pas disposé à présider ou ne se présente pas dans les quinze minutes suivant l'heure prévue, les Administrateurs présents peuvent, à la majorité, désigner l'un d'eux (disposé à agir) pour présider la réunion.

94. Nonobstant l'article 174 de la Loi, tous les actes du Conseil ou de ses Comités demeurent valides, même s'il est ultérieurement découvert qu'il y a eu une irrégularité dans la nomination d'un ou plusieurs Administrateurs, ou qu'un ou plusieurs étaient frappés d'inéligibilité, avaient quitté leurs fonctions, ou n'étaient pas habilités à voter.
95. Une résolution écrite signée par tous les Administrateurs, ou par tous les membres d'un Comité, est aussi valide et exécutoire que si elle avait été adoptée en réunion dûment convoquée et tenue à la date où elle a été déposée au siège social.  
Une telle résolution peut être composée de plusieurs documents identiques chacun signé par un ou plusieurs Administrateurs.  
Si la résolution est signée par un Administrateur nommé en tant que suppléant, la signature du suppléant en cette qualité n'est pas requise.
96. Une réunion du Conseil peut être tenue sous forme de conférence, lorsque les Administrateurs, certains ou tous, se trouvent en des lieux différents, pourvu que chacun puisse entendre et s'adresser simultanément à tous les autres participants, par téléphone ou tout autre moyen de communication.  
Le quorum est réputé constitué si les conditions relatives au nombre minimum d'Administrateurs exigé par le Règlement 91 sont remplies.

#### SECRETARE

97. Sous réserve des articles 171 et 172 de la Loi, le Secrétaire est nommé par le Conseil d'administration pour la durée, avec la rémunération, et selon les conditions que le Conseil juge appropriées.  
Tout Secrétaire nommé peut être révoqué à tout moment par le Conseil, sans préjudice de toute demande d'indemnisation pour rupture de contrat que le Secrétaire pourrait avoir contre la Société.

σε κάθε Συνεδρίαση που παρίσταται. Εάν δεν έχει διοριστεί Πρόεδρος, ή εάν ο Πρόεδρος δεν είναι πρόθυμος να προεδρεύσει ή δεν παρουσιαστεί εντός 15 λεπτών από την καθορισμένη έναρξη της συνεδρίασης, οι παρευρισκόμενοι Σύμβουλοι δύνανται να διορίσουν με πλειοψηφία ένα από αυτούς (πρόθυμο να ενεργήσει) για να προεδρεύσει στη Συνεδρίαση.

94. Παρά το άρθρο 174 του Νόμου, όλες οι ενέργειες (acts) του Διοικητικού Συμβουλίου ή των Επιτροπών, παρά την εκ των υστέρων αποκάλυψη πως υπήρξε κάποια ατέλεια (defect) στο διορισμό ενός ή περισσότερων Συμβούλων ή πως ένας ή περισσότεροι Σύμβουλοι ήταν αποκλεισμένοι (disqualified) να κατέχουν το αξίωμα ή εκκένωσαν (vacated) το αξίωμα ή δεν είχαν δικαίωμα να ψηφίσουν, θα είναι έγκυρες ωςάν κάθε τέτοιο Πρόσωπο να είχε δεόντως διοριστεί και δεν είχε αποκλειστεί (disqualified) και συνέχισε να είναι Σύμβουλος και είχε δικαίωμα να ψηφίσει.
95. Έγγραφο ψήφισμα υπογεγραμμένο από όλους του Συμβούλους ή σε σχέση με Επιτροπή από όλα τα μέλη της, θα είναι έγκυρο και εφαρμοστέο ωςάν να εγκρίθηκε σε Συνεδρίαση, ή (ανάλογα με την περίπτωση) Συνεδρίαση Επιτροπής, που συγκλήθηκε, απαρτίστηκε και διεξάχθηκε δεόντως την ημερομηνία που παραδόθηκε στο Γραφείο· και δύνανται να αποτελείται από διάφορα έγγραφα της ίδιας μορφής το κάθε ένα υπογεγραμμένο από ένα ή περισσότερα Πρόσωπα· και εάν το έγγραφο ψήφισμα είναι υπογεγραμμένο από Σύμβουλο ο οποίος είναι διορισμένος αναπληρωτής σύμβουλος, δε χρειάζεται να υπογραφεί από τον αναπληρωτή σύμβουλο με την ιδιότητα εκείνη.
96. Συνεδρίαση Συμβούλων δύνανται να γίνεται με σύσκεψη (conference) μεταξύ Συμβούλων κάποιιοι ή όλοι από τους οποίους να είναι σε διαφορετικούς τόπους νοουμένου ότι κάθε Σύμβουλος που συμμετέχει δύνανται να ακούει κάθε άλλο συμμετέχοντα Σύμβουλο που απευθύνεται στη συνεδρίαση και να απευθύνεται σε όλους τους άλλους συμμετέχοντες Συμβούλους ταυτόχρονα, είτε απευθείας είτε από τηλέφωνο είτε από οποιοδήποτε άλλο μέσω ή συσκευή επικοινωνίας είτε με συνδυασμό των εν λόγω μέσων και/ή συσκευών. Απαρτία θα θεωρηθεί ότι υπάρχει εάν πληρούνται οι προϋποθέσεις σε σχέση με τουλάχιστον τον αριθμό των Συμβούλων που απαιτείται για να σχηματιστεί η απαρτία δυνάμει του Κανονισμού 91. Συνεδρίαση Συμβούλων η οποία τηρεί τον Κανονισμό 96 αυτόν θα θεωρηθεί Συνεδρίαση η οποία έλαβε χώρα στο Γραφείο.

#### GRAMMATEAS

97. Τηρουμένων των άρθρων 171 και 172 του Νόμου, ο Γραμματέας θα διορίζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο για τέτοια περίοδο, με τέτοια αμοιβή και με τέτοιους όρους και τέτοιες προϋποθέσεις όπως το Συμβούλιο κρίνει σκόπιμο· και οποιοσδήποτε Γραμματέας διορίστηκε δύνανται οποτεδήποτε (άνευ βλάβης οποιασδήποτε απαίτησης ή αξίωσης δυνατό να έχει για αποζημιώσεις για παράβαση σύμβασης από την Εταιρεία) να απομακρυνθεί (removed) από το Συμβούλιο.

98. Dans la mesure permise par l'article 173 de la Loi, toute disposition légale ou statutaire exigeant ou autorisant qu'un acte soit accompli par ou à un Administrateur et au Secrétaire est réputée satisfaite lorsque cet acte est accompli par ou à la même personne agissant à la fois comme Administrateur et comme Secrétaire, ou en tenant lieu de l'un ou de l'autre.

#### PROCÈS-VERBAUX (MINUTES)

99. Les Administrateurs doivent veiller, conformément aux articles 139 et 140 de la Loi, à ce qu'il soit tenu dans des registres prévus à cet effet des procès-verbaux de :

- (α) toutes les nominations des dirigeants de la Société ;
- (β) toutes les résolutions, décisions et procédures des assemblées générales, des réunions du Conseil, des comités et des assemblées des porteurs de titres ; et
- (γ) les noms des Administrateurs, dirigeants, Membres, porteurs de titres et autres personnes, selon le cas, présents à ces réunions.

#### LE SCEAU (SEAL)

100. Le sceau de la Société ne peut être utilisé que sur autorisation du Conseil d'administration ou d'un Comité dûment habilité par celui-ci.  
Le Conseil peut déterminer qui doit signer l'acte ou le document sur lequel le sceau est apposé, et, sauf décision contraire, cet acte est signé par deux Administrateurs ou par un Administrateur et le Secrétaire.

101. La Société peut exercer tous les pouvoirs conférés par l'article 36 de la Loi concernant l'usage d'un sceau officiel à l'étranger, ces pouvoirs étant dévolus au Conseil d'administration.

#### DIVIDENDES

102. L'Assemblée générale peut, par résolution ordinaire, déclarer des dividendes ou des dividendes intérimaires ; toutefois, aucun dividende ne peut excéder le montant proposé par le Conseil.  
Le Conseil peut également déclarer des dividendes intérimaires, sous réserve que :

- (1) Aucun dividende, qu'il soit final ou intérimaire, ne soit versé autrement que sur les bénéfices distribuables.
- (2) Aucun dividende intérimaire ne soit versé sur des actions conférant des droits différés ou non privilégiés en matière de dividendes, si, au moment du paiement,

98. Στην έκταση (extent) που επιτρέπεται από το άρθρο 173 του Νόμου, οποιαδήποτε πρόνοια στο Νόμο ή στο Καταστατικό που απαιτεί ή εξουσιοδοτεί κάτι να γίνει από ή σε Σύμβουλο και στο Γραμματέα θα ικανοποιηθεί όταν γίνεται από ή στο ίδιο Πρόσωπο που ενεργεί (acting) και ως Σύμβουλος και ως Γραμματέας ή στη θέση του.

#### ΠΡΑΚΤΙΚΑ (MINUTES)

99. Οι Σύμβουλοι θα προκαλούν πρακτικά σύμφωνα με τα άρθρα 139 και 140 του Νόμου, σε βιβλία που φυλάσσονται για το σκοπό αυτό όλων των:

- (α) διορισμών αξιωματούχων της Εταιρείας·
- (β) ψηφισμάτων, αποφάσεων και διαδικασιών σε γενικές συνελεύσεις, συνεδριάσεις Συμβούλων, συνεδριάσεις διευθυντών, Συνεδριάσεις Επιτροπών και συνελεύσεις κατόχων Χρεογράφων· και
- (γ) των ονομάτων Συμβούλων, διευθυντών, Μελών, κατόχων Χρεογράφων και άλλων Προσώπων ανάλογα με την περίπτωση που παρίστανται σε τέτοιες συναντήσεις.

#### Η ΣΦΡΑΓΙΔΑ (SEAL)

100. Η Σφραγίδα θα χρησιμοποιείται μόνο από την εξουσιοδότηση του Διοικητικού Συμβουλίου ή Επιτροπής δεόντως εξουσιοδοτημένης από το Συμβούλιο. Το Συμβούλιο δύναται να καθορίσει ποιος θα υπογράψει την πράξη (instrument) ή το έγγραφο στο οποίο θα εφαρμοστεί η Σφραγίδα και εκτός εάν θα καθορίσει διαφορετικά, θα υπογράφεται από 2 Συμβούλους ή από Σύμβουλο και το Γραμματέα.

101. Η Εταιρεία δύναται να ασκεί όλες τις εξουσίες που δίδονται από το άρθρο 36 του Νόμου αναφορικά με επίσημη σφραγίδα (official seal) της Εταιρείας για χρήση στο εξωτερικό, και τέτοιες εξουσίες είναι προσαρτημένες (vested) στο Διοικητικό Συμβούλιο.

#### ΜΕΡΙΣΜΑΤΑ

102. Η Γενική Συνέλευση δύναται με την έγκριση συνήθους ψηφίσματος να δηλώσει μερίσματα και ενδιάμεσα μερίσματα (interim dividends) όμως κανένα μέρισμα ή ενδιάμεσο μέρισμα (interim dividend) δε θα υπερβεί το ποσό που προτάθηκε από το Διοικητικό Συμβούλιο και το Συμβούλιο δύναται επίσης να δηλώσει ενδιάμεσα μερίσματα (interim dividends):  
NOEITAI OTI:

- (1) Κανένα μέρισμα ή ενδιάμεσο μέρισμα (interim dividend) δε θα πληρωθεί εκτός από τα διαιρετέα κέρδη (divisible profits).
- (2) Κανένα ενδιάμεσο μέρισμα δε θα πληρωθεί πάνω σε Μετοχές που παρέχουν, αναφορικά με μέρισμα, δικαιώματα αναβολής (deferred rights) ή μη

des dividendes préférentiels demeurent impayés.

- (3) Tout dividende payable à taux fixe peut être versé à intervalles réguliers, lorsque les bénéfices disponibles le justifient.
- (4) Sous réserve des droits particuliers attachés aux actions, tous les dividendes sont déclarés et payés proportionnellement aux sommes effectivement libérées sur les actions concernées. Si des actions ont été émises avec des conditions précisant qu'elles porteront dividende à partir d'une date donnée ou dans une mesure déterminée, elles participeront au dividende en conséquence.

103. Le paiement d'un dividende, final ou intérimaire, peut — dans la mesure autorisée par l'Assemblée générale au moyen d'une résolution spéciale — être effectué en tout ou partie par distribution d'actifs autres qu'en espèces. En cas de difficulté dans cette distribution, le Conseil peut, par résolution, la résoudre, notamment en émettant des certificats fractionnaires, en fixant la valeur des biens distribués, en prévoyant le paiement d'un complément en espèces, et en transférant des actifs à des fiduciaires.

104. Les dividendes, dividendes intérimaires ou autres sommes payables en espèces au titre des actions peuvent être réglés par virement bancaire, prélèvement automatique, chèque ou mandat, envoyés par la poste à l'adresse figurant au registre des Membres ou à celle indiquée par écrit par les titulaires conjoints ou leurs ayants droit.

προνομιούχα δικαιώματα (non-preferred rights) εάν, κατά το χρόνο της πληρωμής, (προνομιακά) μερίσματα πάνω σε Μετοχές (preferred dividends on shares) που παρέχουν, αναφορικά με μέρισμα, προνομιακά δικαιώματα, είναι σε εκκρεμότητα.

- (3) Οποιοδήποτε μέρισμα πάγια πληρωτέο (payable at a fixed rate) δύναται να πληρωθεί σε διαστήματα (at intervals) εάν εμφανίζεται (appears) ότι τα διαθέσιμα κέρδη για διανομή δικαιολογούν την πληρωμή.
- (4) Τηρουμένων των Ειδικών Δικαιωμάτων, όλα τα μερίσματα και ενδιάμεσα μερίσματα (interim dividends) θα δηλωθούν και θα πληρωθούν σύμφωνα με τα πληρωμένα ποσά πάνω στις Μετοχές (paid up on the shares) στις οποίες σχετίζονται τα αντίστοιχα μερίσματα ή ενδιάμεσα μέρισμα (interim dividends). Όλα τα μερίσματα και τα ενδιάμεσα μερίσματα (interim dividends) θα κατανεμηθούν (apportioned) και θα πληρωθούν αναλογικά με τα πληρωμένα ποσά πάνω στις Μετοχές κατά το οποιοδήποτε μερίδιο ή τα οποιαδήποτε μερίδια της περιόδου αναφορικά με την οποία τα αντίστοιχα μερίσματα ή ενδιάμεσα μερίσματα (interim dividends) πληρώνονται· εάν όμως, οποιεσδήποτε Μετοχές εκδοθούν με όρους που προνοούν ότι θα κατατάσσονται για μέρισμα από συγκεκριμένη ημερομηνία ή σε συγκεκριμένη έκταση (extent), οι Μετοχές εκείνες θα κατατάσσονται για μέρισμα ανάλογα.

103. Η πληρωμή μερίσματος ή ενδιάμεσου μερίσματος (interim dividend) δύναται, στην έκταση (extent) (εάν καθόλου) εξουσιοδοτηθεί από τη Γενική Συνέλευση με την έγκριση Ειδικού Ψηφίσματος, να ικανοποιηθεί εξολοκλήρου ή μερικώς από τη διανομή περιουσιακών στοιχείων (assets) εκτός από μετρητά (cash) και όπου εμφανίζεται δυσκολία αναφορικά με τη διανομή, η Εταιρεία δύναται, από ψήφισμα του Διοικητικού Συμβουλίου, να επιλύσει τη δυσκολία και συγκεκριμένα δύναται να εκδώσει μερισματικά πιστοποιητικά (fractional certificates) και θέσει (fix) την αξία για διανομή οποιωνδήποτε περιουσιακών στοιχείων (assets) και δύναται να καθορίσει ότι θα πληρωθούν μετρητά (cash) στο Μέλος στη βάση της αξίας που τέθηκε και δύναται επίσης να μεταβιβάσει (vest) οποιαδήποτε περιουσιακά στοιχεία (assets) σε καταπιστευματοδόχους (trustees).

104. Μερίσματα, ενδιάμεσα μερίσματα (interim dividends) ή άλλα χρήματα πληρωτέα σε μετρητά πάνω σε, ή αναφορικά με, Μετοχές δύναται να πληρωθούν από απευθείας χρέωση (direct debit), τραπεζική μεταφορά (bank transfer) ή άλλο αυτοματοποιημένο σύστημα τραπεζικής μεταφοράς, επιταγή (cheque) ή ένταλμα (warrant) και αυτά δύναται να αποσταλούν από ταχυδρομείο στη διεύθυνση του Μέλους (ή, ανάλογα με την περίπτωση, του Διαδόχου του) όπως φαίνεται στο Μητρώο ή, εάν δύο ή περισσότερα Πρόσωπα είναι εγγραμμένα ως Κοινοί Κάτοχοι Μετοχών ή δικαιούνται Μετοχές ως Διάδοχοι, σε οποιονδήποτε από αυτά τα Πρόσωπα ή σε τέτοιο άλλο Πρόσωπο και τέτοια διεύθυνση

105. Sauf stipulation contraire des droits particuliers, aucun dividende, dividende intérimaire ou autre somme payable au titre des actions ne portera intérêt à la charge de la Société.

106. Tout dividende ou dividende intérimaire non réclamé pendant cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu exigible peut, sur décision du Conseil d'administration, être confisqué et cessera d'être dû par la Société.

#### CAPITALISATION DES PROFITS

107. Le Conseil d'administration peut, dans la mesure où il y est autorisé (le cas échéant) par l'Assemblée générale au moyen d'une résolution ordinaire :

(α) capitaliser, sous réserve des dispositions suivantes et des articles 55(2) et 57(5) de la Loi, tout bénéfice non distribué de la Société, non requis pour le paiement de dividendes préférentiels (qu'il soit ou non disponible pour distribution), ou toute somme créditée au compte de prime d'émission (share premium account) ou au compte de réserve de rachat d'actions (capital redemption reserve) de la Société ;

(β) affecter le montant ainsi capitalisé aux Membres qui y auraient droit si ce montant avait été distribué sous forme de dividende, et dans les mêmes proportions, l'appliquer, pour leur compte, soit à la libération des sommes non encore libérées sur les actions qu'ils détiennent respectivement, soit à la libération intégrale d'actions ou d'obligations non encore émises d'une valeur nominale équivalente, qui seront attribuées et émises auxdits Membres, créditées comme entièrement libérées, ou de toute autre manière que le Conseil jugera appropriée, en tout ou en partie selon ces modes ; toutefois, le compte de prime d'émission, la réserve de rachat d'actions et tout bénéfice non distribuable ne peuvent, aux fins du présent article, être utilisés que pour l'émission d'actions gratuites (bonus shares) entièrement libérées.

(γ) prévoir, dans le cas d'actions ou de titres émis en vertu du présent article qui comporteraient des fractions, toute disposition nécessaire au moyen de certificats fractionnaires et/ou de paiements en espèces ou

όπως τα εν λόγω Πρόσωπα δυνατό να υποδείξουν εγγράφως.

105. Εκτός εάν διαφορετικά προνοείται ρητώς από τα Ειδικά Δικαιώματα, κανένα μέρισμα, ενδιάμεσο μέρισμα (interim dividend) ή άλλα πληρωτέα χρήματα πάνω σε, ή αναφορικά με, Μετοχές δε θα επιφέρουν τόκο σε βάρος της Εταιρείας.

106. Μέρισμα ή ενδιάμεσο μέρισμα (interim dividend) το οποίο έχει παραμείνει αδικδίκητο για 5 έτη από την ημερομηνία που καθίστατο οφειλόμενο για πληρωμή θα κατασχεθεί (forfeited), εάν το Διοικητικό Συμβούλιο ψηφίσει, και θα παύσει να οφείλεται από την Εταιρεία.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟΠΟΙΗΣΗ ΚΕΡΔΩΝ (BONUS ISSUE)

107. Το Διοικητικό Συμβούλιο δύναται, στην έκταση (extent) που εξουσιοδοτηθεί (εάν καθόλου) από τη Γενική Συνέλευση με την έγκριση συνήθους ψηφίσματος:

(α) να κεφαλαιοποιήσει, τηρουμένων των ακόλουθων Εδαφίων και των άρθρων 55(2) και 57(5) του Νόμου, οποιαδήποτε αδιαίρετα (undivided) κέρδη της Εταιρείας που δεν απαιτούνται για να πληρωθούν οποιαδήποτε προνομιακά μερίσματα (preferential dividends) (είτε είναι είτε δεν είναι διαθέσιμα για διανομή) ή οποιοδήποτε ποσό βρίσκεται πιστωμένο στο αποθεματικό έκδοσης κεφαλαίου υπέρ το άρτιο (share premium account), ή στο αποθεματικό κεφαλαίου για αποπληρωμή μετοχών (capital redemption reserve), της Εταιρείας·

(β) να κατασχέσει (appropriate) το ποσό που αποφάσισε να κεφαλαιοποιήσει στα Μέλη που θα το δικαιούνταν εάν αυτό διανεμόταν ως μέρισμα, και στις ίδιες αναλογίες να αποδώσει το ποσό εκείνο εκ μέρους τους είτε στην, ή προς την (towards), πληρωμή των απλήρωτων, εάν υπάρχουν, ποσών πάνω σε οποιοσδήποτε Μετοχές κατέχονται από τα Μέλη αντίστοιχα, είτε στην πλήρη πληρωμή Ανέκδοτων Μετοχών ή ανέκδοτων Χρεογράφων ονομαστικής αξίας ίσης με το εν λόγω ποσό που θα παραχωρηθούν (allotted) και εκδοθούν (issued) στα Μέλη εκείνα πιστωμένες/α ως πλήρως πληρωμένες/α Μετοχές ή Χρεόγραφα ή όπως διαφορετικά υποδείξει το Συμβούλιο, στις αναλογίες εκείνες, είτε εν μέρει με το ένα τρόπο και εν μέρει με τον άλλο τρόπο· όμως το αποθεματικό έκδοσης κεφαλαίου υπέρ το άρτιο (share premium account), το αποθεματικό κεφαλαίου για αποπληρωμή μετοχών (capital redemption reserve) και οποιαδήποτε κέρδη τα οποία δεν είναι διαθέσιμα για διανομή δύναται, για τους σκοπούς του Κανονισμού 107 αυτού, μόνο να αποδοθούν στην πληρωμή δια δωρεάς μετοχών (unissued bonus shares) που θα παραχωρηθούν (allot) και εκδοθούν (issue) στα Μέλη πιστωμένων ως πλήρως πληρωμένων·

(γ) να προβεί, στην περίπτωση μετοχών ή Χρεογράφων που θα διανεμηθούν δυνάμει του Κανονισμού 107 αυτού σε κλάσματα, σε τέτοια πρόνοια με την έκδοση μερισματικών πιστοποιητικών (fractional certificates)

autrement, selon ce que le Conseil estimera approprié ;

- (δ) autoriser toute personne à conclure, au nom de tous les Membres concernés, une convention avec la Société prévoyant l'attribution auxdits Membres des actions ou titres auxquels ils ont droit au titre de ladite capitalisation, crédités comme entièrement libérés. Tout accord conclu en vertu d'une telle autorisation lie l'ensemble des Membres concernés.

### COMPTES

108. Nonobstant les droits reconnus aux Membres par la Loi (y compris les articles 140, 187 et 192 de la Loi), chaque Membre et son représentant dûment autorisé auront, à ce titre, le droit, à toute heure ouvrable, d'inspecter les registres comptables et financiers ainsi que tout autre livre, document ou dossier (financier ou non), y compris tous les registres de la Société.
109. Les Administrateurs se conformeront et veilleront à ce que la Société se conforme aux dispositions de la Loi relatives aux états financiers et aux comptes (y compris les articles 141, 142, 143, 151, 152 et 152A de la Loi), dans la mesure où ces dispositions s'appliquent à la Société ou la concernent.

### NOTIFICATIONS

110. Toute notification adressée à ou émise par une personne en vertu des présents statuts doit être faite par écrit et transmise soit en main propre, soit par courrier affranchi, courrier électronique (e-mail) ou télécopie, à l'adresse postale, électronique ou au numéro de fax (selon le cas) du destinataire. En cas de copropriété d'actions, toutes les notifications sont adressées au premier copropriétaire figurant au registre, ce qui constitue notification valable à l'égard de tous les copropriétaires.
111. Tout Membre présent, personnellement ou par mandataire, à une assemblée générale sera réputé avoir dûment reçu notification de ladite assemblée et de son ordre du jour.
112. Tout ayant droit (successeur) est lié par toute notification relative aux actions du défunt ou failli, dès lors qu'elle a été valablement adressée au titulaire initial.
113. Une notification peut être adressée par la Société à un ayant droit en la lui envoyant ou en la lui remettant, selon tout mode autorisé par les statuts, à son nom ou en sa qualité, à l'adresse (le cas échéant) communiquée par lui à la Société à cette fin. Tant qu'aucune adresse n'aura été fournie, la

και/ή με την πληρωμή σε μετρητά (cash) ή διαφορετικά, όπως το Συμβούλιο θα κρίνει σκόπιμο και

- (δ) να εξουσιοδοτήσει οποιοδήποτε Πρόσωπο να εισέλθει εκ μέρους όλων των ενδιαφερόμενων (concerned) Μελών σε συμφωνία με την Εταιρεία που προνοεί για την παραχώρηση (allotment) στα Μέλη εκείνα αντίστοιχα, Μετοχών ή Χρεογράφων, που δικαιούνται με τέτοια κεφαλαιοποίηση, πιστωμένων ως πλήρεις πληρωμένων. Οποιαδήποτε συμφωνία γίνει δυνάμει τέτοιας εξουσιοδότησης είναι δεσμευτική πάνω σε όλα τα ενδιαφερόμενα Μέλη.

### ΛΟΓΑΡΙΑΣΜΟΙ

108. Παρά τα δικαιώματα που παρέχονται στα Μέλη από το Νόμο (περιλαμβανομένων των άρθρων 140, 187 και 192 του Νόμου), κάθε Μέλος και ο δεόντως εξουσιοδοτημένος εκπρόσωπος του θα έχουν (ως τέτοιοι) το δικαίωμα οποτεδήποτε εν ώρες γραφείου να επιθεωρήσουν τα λογιστικά και χρηματοοικονομικά αρχεία και άλλα βιβλία, έγγραφα ή αρχεία (είτε χρηματοοικονομικά είτε όχι), περιλαμβανομένων όλων των μητρώων, της Εταιρείας.
109. Οι Σύμβουλοι θα συμμορφώνονται και θα φροντίζουν η Εταιρεία να συμμορφώνεται με τις πρόνοιες του Νόμου που αφορούν τις χρηματοοικονομικές καταστάσεις και τους λογαριασμούς (περιλαμβανομένων των άρθρων 141, 142, 143, 151, 152 και 152A του Νόμου) στην έκταση (extent) που τέτοιες πρόνοιες εφαρμόζονται στην, ή αφορούν την, Εταιρεία.

### ΕΙΔΟΠΟΙΗΣΕΙΣ

110. Οποιαδήποτε ειδοποίηση θα δοθεί σε ή από οποιοδήποτε Πρόσωπο δυνάμει του Καταστατικού θα είναι έγγραφη και θα δοθεί είτε προσωπικά είτε σταλεί από προπληρωμένο ταχυδρομείο (prepaid post) ή ηλεκτρονικό ταχυδρομείο (e-mail) ή από τηλεομοίτυπο (facsimile), στη ταχυδρομική ή ηλεκτρονική διεύθυνση ή αριθμό fax (αντίστοιχα, ανάλογα με την περίπτωση) του απευθυνόμενου (addressee). Στην περίπτωση Κοινών Κατόχων όλες οι ειδοποιήσεις θα δίδονται στον Κοινό Κάτοχο του οποίου το όνομα εμφανίζεται πρώτο στο Μητρώο αναφορικά με τις κοινές Μετοχές, οπότε και θα είναι επαρκής ειδοποίηση σε όλους τους Κοινούς Κατόχους των Μετοχών εκείνων.
111. Μέλος το οποίο παρίσταται είτε αυτοπροσώπως είτε από Εκπρόσωπο σε οποιαδήποτε γενική συνέλευση θα θεωρηθεί ότι έχει δεόντως λάβει ειδοποίηση της συνέλευσης και των σκοπών για τους οποίους συγκλήθηκε.
112. Ο Διάδοχος θα δεσμεύεται από κάθε ειδοποίηση αναφορικά με Μετοχές Διαδόχου η οποία έχει δεόντως δοθεί στον Κάτοχο των Μετοχών Διαδόχου.
113. Ειδοποίηση δύναται να δοθεί από την Εταιρεία στο Διάδοχο αποστέλλοντας ή παραδίδοντας την, με οποιοδήποτε τρόπο επιτρέπεται από το Καταστατικό, απευθυνόμενη στο Διάδοχο με το όνομα ή την ιδιότητα του στη διεύθυνση (αν υπάρχει) που εφοδιάστηκε η Εταιρεία από το Διάδοχο για το

notification pourra être donnée de la même manière que si le décès ou la faillite du titulaire n'étaient pas survenus.

114. Toute notification transmise par télécopie ou par courrier électronique est réputée reçue vingt-quatre heures après son envoi, et toute notification expédiée par courrier affranchi quarante-huit heures après sa mise à la poste. La preuve de la notification est établie par la démonstration que, dans le cas du courrier, l'enveloppe a été dûment adressée, affranchie et postée ; dans le cas d'une remise en main propre, qu'elle a été livrée à l'adresse du destinataire ; et, dans le cas d'un e-mail ou fax, que le message a été envoyé à la bonne adresse électronique ou au bon numéro de télécopie.

#### DISSOLUTION (LIQUIDATION)

115. En cas de dissolution de la Société, le liquidateur peut, avec l'approbation d'une résolution extraordinaire et toute autre autorisation requise par la Loi, répartir entre les Membres, en nature ou autrement, tout ou partie des actifs de la Société, et, à cette fin, évaluer tout actif et déterminer la manière dont la répartition sera effectuée entre les Membres ou entre les différentes catégories d'entre eux. Le liquidateur peut également, avec la même autorisation, transférer tout ou partie des actifs de la Société à des fiduciaires (trustees) aux conditions déterminées pour le bénéfice des Membres, étant entendu qu'aucun Membre ne peut être contraint d'accepter un actif comportant une obligation ou une charge.

#### INDEMNISATION

116. Sous réserve de l'article 197 de la Loi et sans préjudice de tout autre droit à indemnisation dont un Administrateur ou ancien Administrateur pourrait autrement bénéficier, chaque Administrateur, ancien Administrateur, dirigeant ou ancien dirigeant de la Société sera indemnisé sur les actifs de la Société à raison de toute responsabilité encourue dans la défense d'une procédure intentée contre lui, civile ou pénale, dans laquelle un jugement a été rendu en sa faveur, ou dans laquelle il a été acquitté, ou dans le cadre d'une demande fondée sur l'article 383 de la Loi, où il a obtenu du

σκοπό αυτό. Μέχρι η Εταιρεία εφοδιαστεί με τέτοια διεύθυνση, η ειδοποίηση δύναται να δοθεί με τον τρόπο που δύναται να δίδεται εάν ο θάνατος ή η πτώχευση του Κατόχου των Μετοχών Δικαιούχου δεν έχει συμβεί.

114. Οποιαδήποτε ειδοποίηση στάλθηκε από τηλεμοιότυπο (facsimile) ή ηλεκτρονικό ταχυδρομείο (e-mail) θα θεωρηθεί ότι επιδόθηκε 24 ώρες μετά την αποστολή της και οποιαδήποτε ειδοποίηση στάλθηκε από προπληρωμένο ταχυδρομείο (prepaid post) θα θεωρηθεί ότι επιδόθηκε 48 ώρες μετά την ταχυδρόμηση της. Για να τεκμηριωθεί η επίδοση της ειδοποίησης θα είναι επαρκές να αποδειχτεί ότι, στην περίπτωση προπληρωμένου ταχυδρομείου (prepaid post) φάκελος (envelope) που περιείχε την ειδοποίηση απευθύνθηκε, προπληρώθηκε και ταχυδρομήθηκε καθωσπρέπει, στην περίπτωση προσωπικής παράδοσης ότι παραδόθηκε ή αφέθηκε στη διεύθυνση του Προσώπου που απευθύνεται η ειδοποίηση και, στην περίπτωση ηλεκτρονικού ταχυδρομείου (e-mail) ή τηλεμοιότυπου (facsimile) ότι το ηλεκτρονικό ταχυδρομείο (e-mail) ή τηλεμοιοτυπία (fax) που περιείχε την ειδοποίηση στάλθηκε δεόντως στην ηλεκτρονική διεύθυνση ή στον αριθμό fax του Προσώπου στο οποίο απευθύνεται η ειδοποίηση.

#### ΔΙΑΛΥΣΗ (WINDING UP)

115. Εάν η Εταιρεία διαλύεται (is being wound up) ο εκκαθαριστής (liquidator) δύναται, με την έγκριση Έκτακτου Ψηφίσματος και οποιαδήποτε άλλη έγκριση απαιτείται από το Νόμο, να διαμοιράσει είτε σε είδος είτε in specie ανάμεσα στα Μέλη όλα τα περιουσιακά στοιχεία (assets) της Εταιρείας ή οποιοδήποτε μέρος τους και δύναται για το σκοπό αυτό, να εκτιμήσει (value) οποιαδήποτε περιουσιακά στοιχεία (assets) και να καθορίσει τον τρόπο που θα διεξαχθεί ο διαμοιρασμός μεταξύ των Μελών ή των διάφορων κλάσεων τους. Ο εκκαθαριστής (liquidator) δύναται με την έγκριση Έκτακτου Ψηφίσματος, να παραχωρήσει (vest) όλα τα περιουσιακά στοιχεία (assets) της Εταιρείας ή οποιοδήποτε μέρος τους σε καταπιστευματοδόχους (trustees) πάνω σε τέτοιους όρους (upon such trusts) για το όφελος των Μελών όπως καθορίσει με την ίδια έγκριση, όμως κανένα Μέλος δε θα αναγκαστεί να αποδεχτεί οποιαδήποτε περιουσιακά στοιχεία (assets) πάνω στα οποία υπάρχει υποχρέωση (liability) ή άλλη επιβάρυνση (encumbrance).

#### ΚΑΛΥΨΗ (INDEMNITY)

116. Τηρουμένου του άρθρου 197 του Νόμου, άνευ βλάβης οποιασδήποτε κάλυψης (indemnity) στην οποία Σύμβουλος ή πρώην Σύμβουλος δυνατόν διαφορετικά να έχει δικαίωμα, κάθε Σύμβουλος και πρώην Σύμβουλος και άλλος αξιωματούχος (officer) και πρώην αξιωματούχος (officer), της Εταιρείας θα αποζημιωθεί (indemnified) από τα περιουσιακά στοιχεία (assets) της Εταιρείας έναντι οποιασδήποτε υποχρέωσης (liability) υποστεί υπερασπίζοντας οποιαδήποτε διαδικασία εναντίον του, είτε αστική είτε ποινική, στην οποία δικαστική απόφαση

tribunal une exonération de responsabilité pour négligence, manquement, violation de devoir ou abus de confiance concernant les affaires de la Société.

(judgment) δόθηκε υπέρ του ή στην οποία αθώθηκε ή σε σχέση με οποιαδήποτε αίτηση βάση του άρθρου 383 του Νόμου στην οποία του απονεμήθηκε απαλλαγή από το δικαστήριο από ευθύνη (liability) για αμέλεια (negligence), παράλειψη (default), παράβαση καθήκοντος (breach of duty) ή κατάχρηση εμπιστοσύνης (breach of trust) αναφορικά με τις σχέσεις (affairs) της Εταιρείας.

LOI SUR LES SOCIÉTÉS – CHAPITRE 113  
DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE  
SOCIÉTÉ PRIVÉE À RESPONSABILITÉ LIMITÉE PAR ACTIONS

**ACTE CONSTITUTIF  
DE  
1CITY 1PRO LTD**

THE COMPANIES LAW CHAPTER 113  
OF THE LAWS OF THE REPUBLIC OF CYPRUS  
PRIVATE COMPANY LIMITED BY SHARES

**MEMORANDUM OF ASSOCIATION  
OF  
1CITY 1PRO LTD**

1. Le nom de la société (ci-après dénommée la « Société ») est:  
**1CITY 1PRO LTD**
2. Le siège social de la Société sera situé à Chypre.
3. Les objets pour lesquels la Société est constituée sont les suivants :
  - (1) Continuer les activités et opérations d'une société commerciale, et plus particulièrement, fournir des services informatiques, incluant notamment les services web, le développement de logiciels, le traitement et l'analyse de données ainsi que le conseil en informatique, ainsi que des conseils, services et assistance en matière de gestion, de supervision et d'administration au profit de, ou en relation avec, toute société dans laquelle la Société a un intérêt ou toute autre personne;
  - (2) Continuer toute autre activité légale susceptible d'être combinée avec, ou de compléter, les activités susmentionnées de la Société, ou que la Société estime nécessaire ou appropriée à ses fins, et qui pourrait directement ou indirectement bénéficier à la Société.

ET la Société disposera de tous les pouvoirs (les « Pouvoirs ») nécessaires à la réalisation desdits objets (les « Objets »), ou autrement dans l'intérêt de la Société, y compris le pouvoir de :

  - (3) Payer toutes dépenses, frais et charges relatifs à la constitution, la promotion et l'établissement de la Société, y compris les frais de publicité, commissions de prise ferme, courtages, impressions et fournitures de bureau.
  - (4) Acquérir et reprendre tout ou partie de l'entreprise, du patrimoine ou des dettes de toute personne exerçant une activité susceptible d'être combinée avec ou de compléter une activité de la Société, ou de toute personne détenant des biens adaptés aux objets de la Société.
  - (5) Acquérir tout ou partie du capital social ou du capital d'emprunt de toute entité commerciale (quelle que soit sa juridiction de constitution), ou tout autre titre émis par une telle entité.

1. The name of the company (the 'Company') is:  
**1CITY 1PRO LTD**
2. The Registered Office of the Company will be situated in Cyprus.
3. The objects for which the Company is established are:
  - (1) To carry on the businesses and activities of a trading company, and in particular as providers of information technology services, including but not limited to, web services, software development, data processing and analysis, and IT consulting, together with managerial, supervisory, and administrative advices, service and assistance for, or in relation to, any Corporation in which the Company is interested or any other Person;
  - (2) To carry on any other lawful business or activity which may seem capable of being combined with or of complementing all or any of the above businesses and activities or which the Company deems necessary or convenient to carry on and which may directly or indirectly benefit the Company,

AND the Company shall have all the powers (the 'POWERS') to do whatever is necessary to the attainment of the above objects (the 'OBJECTS') or otherwise for the interests of the Company, including the powers to:

  - (3) pay all costs, charges and expenses incurred in connection with the incorporation, promotion and establishment of the Company, including any costs of advertising, commissions for underwriting, brokerage, printing and stationery;
  - (4) acquire and undertake all or any part of the business, property and liabilities of any Person carrying on any business or activity which may seem capable of being combined with or of complementing any business or activity of the Company, or of any Person possessed of property suitable for the purposes of the Company;
  - (5) acquire all or any part of the share or loan capital of, or other securities in, any Corporation;

- |  |  |
|--|--|
| <p>(6) Acheter, prendre à bail, louer ou autrement acquérir tout bien meuble ou immeuble, et tout droit ou privilège jugé approprié aux fins de la Société, notamment (sans limitation) tout terrain, bâtiment, servitude, machine, installation ou stock commercial.</p>  | <p>(6) purchase, take on lease, hire or otherwise acquire any movable and immovable property, and any rights or privileges which may be seen appropriate for the purposes of the Company, and in particular (without limitation) any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade;</p>  |
| <p>(7) Émettre et attribuer des actions, intégralement ou partiellement libérées, ou du capital d'emprunt de la Société, en paiement total ou partiel de tout bien meuble ou immeuble acquis ou de tout service rendu à la Société.</p>  | <p>(7) issue and allot fully or partly paid shares in the capital, or loan capital, of the Company in payment or part payment for any movable or immovable property purchased or otherwise acquired by the Company or for any services rendered to the Company;</p>  |
| <p>(8) Fusionner, s'amalgamer, ou entrer dans toute association, partenariat, consortium, accord de financement ou de partage des profits, coopération ou coentreprise avec toute personne.</p>  | <p>(8) amalgamate, merge or enter into any partnership or into any consortium or arrangement for sharing of funding or profits, co-operation or joint venture with any Person;</p>   |
| <p>(9) Contracter et conclure tout accord ou arrangement avec toute personne ou autorité compétente, locale, gouvernementale ou autre, et obtenir de ces entités tout droit, privilège, licence, contrat ou concession, et les exécuter et respecter leurs conditions.</p>   | <p>(9) deal with, and enter into any agreements or arrangements with, any Person or any competent authority whether local, governmental or otherwise; and to obtain from such Person or authority any rights, privileges, licences, contracts and concessions; and to carry out, perform, exercise and comply with them;</p>   |
| <p>(10) Investir tout ou partie des fonds de la Société dans de tels placements ou autres biens ou actifs, où que ce soit, selon ce que la Société jugera approprié, et conserver, vendre ou autrement disposer de ces investissements.</p>  | <p>(10) invest any money of the Company in such investments and other property or assets whatever and wherever as the Company may think fit, and to retain, sell or otherwise dispose of any such investments;</p>   |
| <p>(11) Demander, acquérir ou autrement obtenir et conserver tout droit de propriété intellectuelle et tout droit ou privilège connexe, y compris des brevets, droits de brevet, droits d'auteur, marques, formules, dessins, droits sur dessins et modèles, plans, licences, savoir-faire et concessions, susceptibles de servir aux fins de la Société ou dont l'acquisition pourrait être bénéfique à la Société ; et utiliser, exercer, exploiter, développer ou concéder sous licence lesdits biens, droits et privilèges acquis.</p> | <p>(11) apply for, purchase or otherwise acquire and retain any intellectual property and intellectual rights or privileges including patents, patent rights, copyrights, trade marks, formulae, designs, design rights, drawings, licences, know-how, and concessions which may seem capable of being used for the purposes of the Company, or the acquisition of which may benefit the Company; and to use, exercise, perform, develop or grant licences in respect of, or otherwise to exploit, and to sell or otherwise dispose of, the property, rights and privileges so acquired;</p> |
| <p>(12) (a) Prêter, avancer des fonds ou accorder des crédits à toute personne, et garantir ou indemniser le paiement d'une somme d'argent ou l'exécution d'un contrat ou d'une obligation par toute personne, que cela profite directement ou indirectement à la Société ou non.</p>  | <p>(12) (a) lend and advance money or give credit to any Person, and to guarantee and give indemnity, for the payment of money or the performance of contracts or obligations by any Person whether or not the same directly or indirectly benefit the Company;</p>  |
| <p>(b) Garantir ou assumer le remboursement des sommes empruntées ou avancées à toute personne, ou les obligations souscrites par celle-ci.</p>  | <p>(b) secure or undertake the repayment of money lent or advanced to, or the liabilities incurred, by any Person; and</p>   |
| <p>(c) Sous réserve de l'article 53 de la Loi sur les sociétés, fournir de manière générale toute forme d'assistance financière à toute personne.</p>  | <p>(c) (subject to section 53 of the Companies Law) generally to provide financial assistance to any Person;</p>   |
| <p>(13) Accepter ou détenir des hypothèques, privilèges et sûretés en garantie du paiement du prix ou du solde du prix de toute vente effectuée, ou de toute prestation</p>  | <p>(13) accept or hold mortgages, liens, and charges to secure payment of the purchase price, or any unpaid balance of the purchase price of any sale made, or services</p>  |

rendue par la Société, ou de toute somme due à la Société par toute personne.

- (14) Accepter des actions, obligations ou autres valeurs mobilières émises par toute entité commerciale, en règlement total ou partiel de toute prestation rendue, vente effectuée ou dette due à la Société.
- (15) Recevoir des dépôts, qu'ils portent intérêt ou non.
- (16) Emprunter et lever des fonds par tout moyen, accorder des garanties et hypothéquer, grever ou nantir l'entreprise, les biens, les actifs immobilisés ou circulants, les droits, revenus et le capital non appelé de la Société, ainsi que créer ou émettre des obligations ou autres valeurs mobilières, à titre de sûreté principale ou accessoire pour toute dette ou obligation de la Société, de ses filiales ou de sa société mère, ou de toute autre personne ; émettre des billets, obligations et autres promesses ou engagements, que ce soit contre espèces ou en contrepartie de l'acquisition de biens autres que des espèces ; et acheter, racheter ou rembourser tout titre, promesse ou engagement de cette nature.
- (17) Distribuer tout actif ou bénéfice de la Société entre ses membres, sous réserve qu'aucune distribution équivalant à une réduction de capital ne soit effectuée sans l'approbation requise par la loi applicable.
- (18) Tirer, accepter, endosser, escompter, négocier et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets de commerce ou instruments négociables ou transférables.
- (19) Vendre ou aliéner l'entreprise de la Société ou toute partie de celle-ci, pour toute contrepartie jugée appropriée, ou sans contrepartie, notamment (sans limitation) en échange d'actions ou de capital d'emprunt d'une entité commerciale.
- (20) Vendre, convertir, améliorer, gérer, louer, aliéner, exploiter ou autrement disposer de tout ou partie des biens de la Société, ainsi que de tout ou partie de ses droits ou privilèges.
- (21) Promouvoir toute entité commerciale ayant pour objet d'acquérir ou d'assumer tout ou partie de l'entreprise, du patrimoine ou des obligations de la Société, ou à toute autre fin pouvant directement ou indirectement bénéficier à la Société, et détenir le capital social ou d'emprunt de toute telle entité.
- (22) (a) Constituer ou contribuer au financement d'associations, fondations, fonds et fiducies au bénéfice des salariés ou administrateurs actuels ou anciens de la Société ou de ses filiales, ainsi qu'au profit des personnes à leur charge.  
(b) Accorder des avantages, notamment sous forme d'indemnités, de pensions ou d'assurances, ou de

rendered, by the Company or any money due to the Company from any Person;

- (14) accept shares in, or debentures or other securities in the capital of, any Corporation in payment or part payment for any services rendered to or sale made to, or debt owing from, any such Corporation;
- (15) receive money on deposit at interest or otherwise;
- (16) borrow and raise money in any manner and to give guarantee and to mortgage, charge and encumber the business, property, assets (fixed and current), rights, revenues and uncalled share capital, of the Company and to create or issue debentures and other securities, whether as primary or collateral security for any debt, liability or obligation of the Company and/or any subsidiary or holding company of the Company or any other Person, and to issue notes, bonds and other promises and obligations of the Company, either for cash or as consideration for the acquisition of property other than cash; and to purchase, redeem or pay off any such securities, promises and obligations;
- (17) distribute any of the assets and profits of the Company among its members provided that no distribution amounting to a reduction of the share capital of the Company shall be made out without the sanction required by the applicable law;
- (18) draw, accept, indorse, discount, negotiate and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, and other bills and negotiable or transferable instruments;
- (19) sell or dispose of the undertaking of the Company or any part of it for such consideration as may be thought fit or for no consideration, and in particular (without limitation) for shares in the capital, or loan capital, of any Corporation;
- (20) sell, alter, improve, manage, develop, lease, dispose of, exploit or otherwise deal with all or any part of the property, rights and privileges of the Company;
- (21) promote any Corporation for the purpose of acquiring or undertaking all or any part of the business, property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may directly or indirectly benefit the Company, and to hold the share or loan capital of any such Corporation;
- (22) (a) establish or contribute to the support of associations, institutions, funds and trusts to benefit present or former employees or directors of the Company or of its subsidiaries or the dependants of any such persons;  
(b) provide benefits, whether by the payment of gratuities or pensions or by insurance or

toute autre manière, et contribuer à tout fonds ou acquitter toute prime nécessaire à la mise en place de tels avantages.

- (c) Soutenir des initiatives ou établissements d'enseignement.
  - (d) Souscrire ou garantir des sommes d'argent à des fins caritatives, ou pour tout événement culturel ou sportif, spectacle ou exposition.
- (23) Instituer et contribuer à tout plan visant à l'acquisition ou à la souscription, par des fiduciaires, d'actions de la Société détenues au bénéfice de ses employés ; consentir des prêts à ces employés afin de leur permettre d'acquérir ou de souscrire des actions de la Société ; et établir et mettre en œuvre tout plan de participation des salariés aux bénéfices de la Société.
- (24) Exercer tout ou partie des objets sociaux et/ou de ses pouvoirs, en tout lieu dans le monde, soit seule, soit conjointement avec, ou en qualité de fiduciaire ou de mandataire pour toute personne, et ce, directement ou par l'intermédiaire de tout fiduciaire ou mandataire.
- (25) Accomplir tout autre acte permis par la Loi sur les sociétés ou par toute autre législation de la République de Chypre, considéré comme accessoire ou favorable à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs (explicites ou implicites) de la Société.

ET dans le présent article 3, sauf indication contraire du contexte, toute référence à une « personne » inclut toute personne physique, société, partenariat, entité juridique ou tout autre groupement de personnes ou d'entités. Toute référence à un « organisme commercial » comprend toute société (autre que la Société) ou toute personne morale, constituée avec ou sans responsabilité limitée, en tout lieu dans le monde. L'expression « Loi sur les sociétés » désigne la Loi relative aux sociétés (Chapitre 113 des Lois de la République de Chypre), telle que modifiée ou remplacée de temps à autre. Les termes au singulier incluent le pluriel et inversement ; et les termes désignant un genre incluent tous les genres.

otherwise, and to contribute to any fund and pay premiums for the purchase or provision of any such benefit;

- (c) support educational enterprises and establishments; and
  - (d) subscribe or guarantee money for charitable objects, or for any cultural or sporting event, performance or exhibition;
- (23) establish and contribute to any scheme for the purchase or subscription by trustees of shares in the Company to be held for the benefit of the Company's employees, and to lend money to the Company's employees, to enable them to purchase or subscribe for shares in the Company and to create and carry into effect any scheme for sharing the profits of the Company with employees or any of them;
- (24) carry on and/or exercise all or any of the Objects and the Powers in any part of the world and either alone, or in conjunction with, or as trustee or agent for, any Person, and either by or through any trustees or agents; and
- (25) do all such other things as it is allowed by the Companies Law, or by any other statute, of the laws of the Republic of Cyprus which may seem incidental or conducive to the attainment of the Objects and the exercise of the powers (whether express or implied) of the Company,

AND in this clause 3, unless the context otherwise requires, references to a 'Person' include references to an individual, a firm, a partnership, a Corporation or other person or entity or body of such persons or entities; references to a 'Corporation' include any company (other than the Company) or other body corporate with or without limited liability incorporated in any part of the world; the expression 'Companies Law' means the Companies Law, Chapter 113 of the laws of the Republic of Cyprus as from time to time amended or replaced; words importing the singular include the plural and vice versa; and words importing any gender include all the genders,

ET les objets et pouvoirs conférés à la Société par chacun des paragraphes du présent article (les « Paragraphes ») doivent être interprétés de la manière la plus large possible. Sauf disposition expresse contraire, aucun Paragraphe ni aucun Objet ne sera considéré comme dépendant ou auxiliaire d'un autre, et la Société disposera du plein droit et pouvoir d'exercer, isolément ou conjointement, tout ou partie des Objets et Pouvoirs énoncés dans chacun des Paragraphes, interprétés séparément ou conjointement selon ce qui est nécessaire ou approprié.

4. La responsabilité des membres de la Société est limitée.
5. Le capital social (enregistré) de la Société est fixé à **10 000 euros (dix mille euros)**, divisé en **400 actions ordinaires** d'une valeur nominale de **25,00 euros** chacune, la Société étant autorisée à augmenter ou réduire ledit capital.

Les actions comprises dans le capital social souscrit et non encore émises peuvent, sous réserve des dispositions du présent acte constitutif et de la Loi sur les sociétés (Chapitre 113 des Lois de Chypre), être émises assorties de droits et/ou de restrictions tels qu'il sera jugé opportun. Les droits et restrictions attachés à toute action, ou à toute catégorie d'actions, du capital social émis peuvent, sous réserve de la Loi et des statuts, être modifiés, annulés ou remplacés.

AND the objects and powers conferred on the Company by any of the paragraphs of this clause 3 (the 'Paragraphs'), shall not be restricted but shall be given the widest possible interpretation and, shall, not except when the context expressly so requires, be limited by references to, or inferences from, the Objects, Powers or provisions contained in other Paragraphs, or by the name of the Company. None of the Paragraphs, and none of the Objects and the Powers, shall be deemed subsidiary or auxiliary to the Objects or Powers conferred by the other Paragraphs, but the Company shall have full right and power to realise or aim in realising all or any of the Objects and Powers conferred by and/or contained in the respective Paragraphs each of which shall be firstly construed independently and then, where necessary or expedient, be given a wider interpretation to its provisions in combination with any one or more other Paragraphs.

4. The liability of the members is limited.
5. The (registered) share capital of the Company is **EURO 10,000 (Ten Thousand)** divided into **400 (Four Hundred) shares** of nominal value **EURO €25.00 (Twenty-Five)** each with power of the Company to increase or reduce the said capital.

Any shares in the registered but unissued share capital from time to time of the Company may, subject to the provisions from time to time in force of the articles of association of the Company and of the Companies Law Chapter 113 of the laws of the Republic of Cyprus, be issued with or have attached to them such rights and/or restrictions as may be thought fit. and the rights and restrictions attached to any shares or any class shares in the issued share capital from time to time of the Company may, subject always to the provisions of the said articles and law, be varied, cancelled, or replaced.

LOI SUR LES SOCIÉTÉS – CHAPITRE 113  
DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE  
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE PAR ACTIONS

**STATUTS  
DE  
1CITY 1PRO LTD**

THE COMPANIES LAW CHAPTER 113  
OF THE LAWS OF THE REPUBLIC OF CYPRUS  
PRIVATE COMPANY LIMITED BY SHARES

**ARTICLES OF ASSOCIATION  
OF  
1CITY 1PRO LTD**

**EXCLUSION DU « TABLEAU A »**

1. Les règlements contenus dans toutes les parties (Partie I, Partie II et Partie III) du « Tableau A » figurant dans la première annexe de la *Loi sur les sociétés, Chapitre 113* des lois de la République de Chypre, ne s'appliquent pas à la société.

**DEFINITIONS ET INTERPRETATION**

2. Sauf disposition contraire du contexte, les termes utilisés dans les présents statuts ont la signification suivante :
 

« Taux d'intérêt approprié »	5 % par an ou tout autre taux décidé par le conseil
« Statuts »	les présents statuts, tels que modifiés conformément à l'article 12 de la Loi
« Auditeurs »	auditeurs désignés conformément à l'article 153 de la Loi
« Conseil d'administration »	l'ensemble des administrateurs ou le quorum réuni conformément aux statuts
« Réunion »	séance du conseil d'administration
« Président »	administrateur nommé président du conseil selon le règlement 93
« Président de l'assemblée »	personne présidant une assemblée générale
« Comité »	comité créé par le conseil conformément au règlement 80
« Réunion de comité »	séance tenue par les membres d'un comité
« Société »	la société objet des présents statuts
« Associé lié »	membre de la famille ou entité liée, y compris toute filiale détenue à 100 %
« Personne morale »	toute société ou entité constituée dans n'importe quel pays

**TABLE A EXCLUDED**

1. The regulations contained in all Parts (Part I, Part II and Part III) of the Table A in the First Schedule to the Companies Law, Chapter 113 of the statute laws of the Republic of Cyprus do not apply to this company.

**DEFINITIONS & INTERPRETATION**

2. Unless the context otherwise requires:
 

'Appropriate Interest'	means an interest per annum at the rate of 5% or such other rate as the Board shall determine;
'Articles'	means these articles of association as from time to time altered in accordance with section 12 of the Law being the regulations for the management of the Company under sections 8, 10 and 11 of the Law;
'Auditors'	means the auditors of the Company appointed under section 153 of the Law;
'Board of Directors' or 'Board'	means either all the Directors, or a quorum of them, assembled at any place in accordance with the Articles;
'Board Meeting'	means a meeting of the Board and 'Board Meetings' shall be construed accordingly;
'Chairperson'	means the Director appointed, under Regulation 93, as the "Chairperson";
'Chairperson GM'	means the person presiding a general meeting;
'Committee'	means a committee under Paragraph a of Regulation 80 appointed by the Board and 'Committees' shall be construed accordingly;
'Committee Meeting'	means a meeting of the Persons who constitute a Committee and 'Committee Meetings' shall be construed accordingly;
'Company'	means this company.
'Connected'	means a relative or an affiliate and for the purposes of this definition a 'relative' is a spouse, child, grandchild, parent, brother or sister of an individual and an 'affiliate' is a member or shareholder, as the case may be, or a 100% subsidiary of a Corporation;
'Corporation'	includes any company or other body corporate with or without limited liability

« Chypre »	la République de Chypre	'Cyprus'	incorporated in any part of the world;
« Jours »	jours calendaires, à l'exclusion du jour d'envoi et du jour de réception d'une notification	'Days'	means the Republic of Cyprus;
« Débenture »	au sens de l'article 2 de la Loi	'Debenture'	means the days comprised in a period excluding the day on which the notice is sent and the day on which the notice is deemed given;
« Administrateur »	administrateur au sens de l'article 2 de la Loi	'Director'	means in relation to the Company, a "debenture" as defined in section 2 of the Law, and 'Debentures' shall be construed accordingly;
« Résolution spéciale »	telle que définie à l'article 135 de la Loi	'Extraordinary Resolution'	means a "director" as defined in section 2 of the Law, of the Company and 'Directors' shall be construed accordingly;
« Assemblée générale »	toute assemblée générale (ordinaire, extraordinaire ou spéciale) des membres, régulièrement convoquée et tenue conformément aux statuts	'General Meeting'	means "extraordinary resolution" as defined by section 135 of the Law;
« Actionnaire »	personne inscrite comme titulaire d'une ou plusieurs actions au registre des membres	'Holder'	means a general meeting (whether annual or extraordinary or separate) of Members which is duly convened, constituted and transacted;
« Coactionnaire »	membre détenant conjointement une ou plusieurs actions avec un autre membre	'Joint Holder'	means in relation to one or more Shares, the Person registered in the Register as the holder thereof, and 'Holders' shall be construed accordingly;
« Loi »	la Loi sur les sociétés, Chapitre 113	'Law'	means in relation to one or more Shares, a Member who jointly holds the same with another Member or Members and 'Joint Holders' means together each such Joint Holder;
« Membre »	membre au sens de l'article 27 de la Loi	'Member'	means the Companies Law, Chapter 113 of the laws of Cyprus;
« Siège social »	siège statutaire de la société conformément à l'article 102 de la Loi	'Office'	means a "member" as defined by section 27 of the Law, of the Company and 'Members' shall be construed accordingly;
« Personne »	toute personne physique ou morale, y compris société, partenariat ou autre entité	'Person'	means the registered office of the Company under section 102 of the Law;
« Société privée »	au sens de l'article 29(1) de la Loi	'Private Company'	includes an individual, a firm, a partnership, a Corporation or other person or entity (whether or not incorporated) and 'Persons' shall be construed accordingly;
« Actions proposées »	actions non encore émises destinées à être émises	'Proposed Shares'	means a "private company" as defined by section 29(1) of the Law;
« Mandataire »	représentant dûment désigné d'un membre pour voter en son nom	'Proxy'	means Unissued Shares proposed to be issued;
« Registre »	registre des membres tenu conformément à l'article 105 de la Loi	'Register'	means a representative (proxy) of a Member duly appointed and authorised in accordance with the Articles;
« Membre concerné »	membre autre que le cédant détenant des actions concernées	'Relevant Member'	means the register of Members required to be kept pursuant to section 105 of the Law;
« Actions concernées »	actions de la même catégorie ou assorties des mêmes droits que les actions proposées ou à vendre	'Relevant Shares'	means a Member, excluding the Transferor, holding one or more Relevant Shares and 'Relevant Members' shall be construed accordingly;

« Actions à vendre »	actions qu'un cédant souhaite transférer ou céder	'Sale Shares'	Proposed Shares shall constitute new class of Shares or if the Sale Shares constitute all of the Shares of a class, 'Relevant Shares' means Shares; means the Shares (held by the Transferor) which the Transferor desires to sell, transfer or otherwise dispose of and 'Sale Share' shall be construed accordingly;
« Sceau »	sceau officiel de la société conformément aux articles 15 et 103 de la Loi	'Seal'	means the common seal of the Company under sections 15 and 103 of the Law;
« Secrétaire »	toute personne nommée par le conseil d'administration pour exercer les fonctions de secrétaire de la société conformément à l'article 171 de la Loi, y compris un secrétaire adjoint, temporaire ou conjoint	'Secretary'	means any Person appointed by the Board to perform, pursuant to section 171 of the Law, any of the duties of the secretary of the Company including a joint secretary, temporary secretary or assistant secretary;
« Action »	action de toute catégorie faisant partie du capital émis de la société	'Share'	means a share or share of a class in the issued share capital of the Company and 'Shares' shall be construed accordingly;
« Droit spécial »	tout droit préférentiel, différé ou autre privilège attaché à une action (dividende, vote, remboursement de capital, etc.)	'Special Right'	means a preferred, deferred or other special right (if any) or restriction (if any), attached to a Share, or otherwise conferred on the Holder of the Share, with regard to dividend, voting, return of capital or otherwise and 'Special Rights' shall be construed accordingly;
« Titre au porteur »	titre représentatif d'une action au porteur au sens de l'article 81(2) de la Loi	'Share Warrant'	means a "share warrant to bearer" as defined by section 81(2) of the Law and 'Share Warrants' shall be construed accordingly;
« Vote ordinaire »	vote à main levée lors d'une assemblée générale	'Simple Vote'	means a vote at a general meeting which is held on a show of hands;
« Résolution extraordinaire »	telle que définie à l'article 135 de la Loi	'Special Resolution'	means a "special resolution" as defined by section 135 of the Law;
« Vote spécial »	vote effectué par scrutin lors d'une assemblée générale	'Special Vote'	means a vote at a general meeting which is held on poll;
« Filiale »	au sens de l'article 148 de la Loi	'Subsidiary'	means a "subsidiary" as defined by section 148 of the Law, of the Company;
« Ayant droit »	toute personne devenant propriétaire d'une ou plusieurs actions en raison du décès ou de la faillite d'un membre	'Successor'	means a Person or the Persons becoming entitled to one or more Shares in consequence of the death or bankruptcy of a Member and 'Successor Share' and 'Successor Shares' shall be construed as the Share or Shares held or (as the case may be) jointly held by that Member;
« Prix de transfert »	prix convenu par action vendue selon le règlement 32(1)(b)	'Transfer Price'	means the price per Sale Share as agreed or determined under Paragraph 1(b) of Regulation 32;
« Cédant »	actionnaire souhaitant céder, transférer ou disposer de tout ou partie de ses actions	'Transferor'	means the Holder wishing to sell, transfer, or otherwise dispose of, one or more of his Shares;
« Actions non émises »	actions faisant partie du capital autorisé mais non encore émises	'Unissued Shares'	means shares in the registered (authorised) but not issued share capital of the Company; and

« Par écrit » tout support écrit ou reproductible de façon lisible et durable (photocopie, PDF, impression, fax, etc.), à l'exception des courriels

3. Sauf indication contraire du contexte, les présents statuts doivent être lus, interprétés et appliqués conformément aux règles suivantes :

- (1) Les références à des règlements numérotés renvoient aux règlements correspondants des présents statuts. Les références faites, au sein de ces règlements, à des paragraphes numérotés renvoient aux paragraphes correspondants de ces mêmes règlements.
- (2) Les références à une loi ou disposition législative comprennent toute référence à cette loi ou disposition telle qu'amendée ou remplacée à tout moment.
- (3) Les mots et expressions au singulier incluent le pluriel, et inversement.
- (4) Les mots et expressions désignant un genre incluent tous les genres.
- (5) Les mots et expressions définis par la Loi sur les sociétés (Chapitre 113) ont, sauf indication contraire dans les présents statuts, le même sens que celui prévu par ladite Loi.
- (6) Lorsqu'un membre est une personne morale (société ou organisme commercial), tout dirigeant, représentant légal ou membre du conseil d'administration de cette entité est réputé représenter ce membre pour l'application des présents statuts, sauf en ce qui concerne sa présence et son droit de vote aux assemblées générales, pour lesquelles s'applique le règlement 69.

4. Les présents statuts doivent également être lus, interprétés et appliqués en tenant compte du fait que la société est une société privée.

- (a) Lorsque la société compte deux associés ou plus, toute disposition incompatible avec la nature juridique d'une société privée sera adaptée en conséquence ;
- (b) Lorsque la société ne compte qu'un seul associé, toute disposition incompatible avec la nature d'une société privée unipersonnelle (single-member company) sera également ajustée en conséquence.

Dans tous les autres cas, les dispositions non compatibles seront réputées supprimées des statuts et n'auront aucun effet.

#### INTRODUCTION

5. La société est une société privée et, indépendamment de toute autre disposition des présents statuts, elle est, en

'written' or 'in writing' means in relation to any notice, notification or transmission, written or produced by any method of representing words in legible and permanent form including photocopy, "PDF", printing or facsimile or other visual representation excluding electronic mail.

3. Unless the context otherwise requires, the Articles shall be read, interpreted and applied in accordance with the following principles of interpretation:

- (1) References to numbered Regulations relate to the numbered regulations of the Articles and references in the Regulations to numbered Paragraphs relate to the numbered paragraphs of the relevant Regulations.
- (2) References to a statute or statutory provision include references to that statute or statutory provision as amended or replaced from time to time.
- (3) Words and expressions importing the singular include the plural and vice-versa.
- (4) Words and expressions importing any gender include every gender.
- (5) Words and expressions defined in or by the Law shall (unless defined otherwise in the Articles) bear the same meaning in the Articles.
- (6) An officer or otherwise a member of the governing or management body of a Member being a Corporation shall be deemed to be the Member he represents for the purposes of the Articles except in respect of attending and voting at general meetings for which Regulation 69 applies.

4. The Articles must also be read, interpreted and applied on the basis that, the Company is a Private Company and:

- (a) when the Company has two or more Members, any provisions that are inconsistent with the nature of the Company as a Private Company shall be adapted accordingly; and
- (b) when the Company has one Member only, any provisions that are inconsistent with the nature of the Company as a Private Company being a private single-member company shall be adapted accordingly,

otherwise they shall be deemed deleted from the Articles and shall be ignored.

#### INTRODUCTION

5. The Company is a Private Company and notwithstanding anything in the Articles it is, pursuant to section 29 of the

vertu de l'article 29 de la Loi, soumise aux restrictions suivantes :

(1) Le nombre maximal d'associés (à l'exclusion des personnes employées par la société, ainsi que des anciens employés qui étaient membres pendant leur période d'emploi et qui ont conservé cette qualité après la cessation de leur emploi) est limité à cinquante (50).

Les coassociés, détenant conjointement une ou plusieurs parts sociales, sont considérés comme un seul associé pour l'application de cette limite.

(2) Toute offre publique de souscription d'actions du capital de la société ou de valeurs mobilières, ainsi que toute émission de titres au porteur, est interdite.

6. Tant que la société demeure une société unipersonnelle, les dispositions suivantes s'appliquent :

(1) L'associé unique exerce toutes les compétences attribuées à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi et :

(a) toute décision prise ou résolution adoptée par l'associé unique, et

(b) toute décision écrite ou résolution écrite dûment signée par l'associé unique ou pour son compte,

constitue, sous réserve du paragraphe (2), la décision ou la résolution de l'assemblée générale.

(2) Une décision ou résolution de l'associé unique est réputée dûment prise ou adoptée lorsqu'elle est consignée dans un procès-verbal signé par l'associé unique ou son mandataire. Toute décision écrite ou résolution écrite signée par l'associé unique ou pour son compte et remise à la société à son siège social est valide et exécutoire comme si la décision ou la résolution avait été formellement adoptée à la date de cette remise.

(3) Toute décision ou résolution adoptée par l'assemblée générale est réputée adoptée à l'unanimité comme « résolution ordinaire », sauf si les statuts ou la loi exigent expressément une « résolution spéciale », une « résolution extraordinaire » ou une autre catégorie de résolution. Dans ce cas, la décision ou la résolution est considérée comme adoptée à l'unanimité selon la catégorie correspondante. L'article 137 de la Loi demeure applicable et doit être observé.

(4) Aucun contrat, accord ou arrangement conclu entre la société et l'associé unique et/ou une personne liée à cet associé ne produira d'effets juridiques, sauf si :

(a) ses termes et conditions sont inclus ou exprimés dans un protocole d'accord ou dans un contrat écrit

Law, subject to the following restrictions:

(1) The maximum number of Members (exclusive of Persons who are in the employment of the Company and of Persons who, having been formerly in the employment of the Company, were while in their employment Members, and have continued after the determination of their employment to be Members) is limited to 50. Joint Holders shall be treated, for the purposes of this restriction, as a single Member.

(2) Any invitation to the public for subscription of shares in the capital of the Company or Debentures and any issue of Debentures to bearer or Share Warrants are prohibited.

6. At any time during which the Company is a single-member company the following shall take effect:

(1) The sole Member shall exercise all the powers given to, or exercisable by, the General Meeting under the Articles or the Law and:

(a) every decision passed, or resolution sanctioned, by the sole Member; and

(b) every written decision or resolution duly signed by, or on behalf of, the sole Member,

shall, subject to Paragraph 2, represent and constitute the decision or resolution of the General Meeting.

(2) A decision or resolution of the sole Member shall be, and shall be deemed to be, duly passed or sanctioned (respectively) by the sole Member if it is recorded in minutes signed by the sole Member or the Proxy. A written decision or resolution signed by, or on behalf of, the sole Member and delivered to the Company at the Office shall be valid and effectual as if the decision or resolution were, on the delivery date, duly passed or sanctioned (respectively) by the sole Member.

(3) Every decision passed or resolution sanctioned by the General Meeting shall be deemed unanimously passed or sanctioned as an "ordinary resolution" unless a Special Resolution, an Extraordinary Resolution or other resolution is expressly required under the Articles or the Law in which case the decision or resolution shall be deemed unanimously passed or sanctioned as "Special Resolution" or "Extraordinary Resolution" or as the case may be, respectively. Section 137 of the Law remains unaffected by this Paragraph 3 and shall be followed and complied with accordingly.

(4) No contract, agreement or arrangement made between the Company and the sole Member and/or a Person Connected with the sole Member shall create legal relations unless:

(a) its terms and provisions are contained or expressed in a memorandum of agreement, or a definitive

définitif signé et exécuté par toutes les parties, ou

- (b) il est conclu sur une base strictement commerciale, sans lien de dépendance, dans le cadre normal et légitime des affaires de la société.
- (5) Une ou plusieurs actions (y compris des actions d'ayant droit) peuvent être transférées à tout moment, et la société ne peut refuser d'enregistrer un tel transfert.
- (6) L'associé unique peut, à tout moment, convoquer (en respectant un délai de préavis raisonnable) et assister à toute assemblée générale, réunion du conseil d'administration ou d'un comité. Le quorum requis pour toute assemblée générale est constitué de la présence de l'associé unique, personnellement ou par mandataire. L'omission de notifier une assemblée à un administrateur, ou la non-réception de cette notification, n'invalide pas les délibérations tenues lors de cette assemblée.
- (7) L'administrateur unique peut également, conformément à l'article 171(1) de la Loi, exercer les fonctions de secrétaire de la société.
- (8) Les règlements 10, 31, 32, 34, 38(b), 46, 48, 49, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64 et 82 ne s'appliquent pas, sont réputés supprimés des statuts, et ne lient ni l'associé, ni les administrateurs, ni la société.

#### CAPITAL SOCIAL

- 7. Les actions non émises peuvent, sans porter atteinte aux droits particuliers conférés aux actionnaires existants, être émises :
  - (a) comme actions assorties de droits particuliers, tels que déterminés par l'assemblée générale statuant par résolution ordinaire ; ou
  - (b) comme actions privilégiées rachetables, assorties de droits particuliers déterminés par l'assemblée générale statuant également par résolution ordinaire et, sous réserve de l'article 57 de la Loi, selon les conditions et modalités de rachat prévues dans les présents statuts.
- 8. Les actions privilégiées rachetables ne peuvent être rachetées que conformément au présent règlement 8, sauf décision contraire de l'assemblée générale (sans porter atteinte aux droits particuliers des détenteurs d'actions privilégiées) prise par résolution spéciale :
  - (1) La société peut, à tout moment, moyennant un préavis d'au moins cinq (5) jours adressé au détenteur d'actions privilégiées, racheter tout ou partie des actions privilégiées intégralement libérées détenues par ce dernier, selon les modalités précisées dans la notification.
  - (2) Sauf accord écrit contraire entre la société et le détenteur d'actions privilégiées, le rachat a lieu au siège social de la société à midi à la date d'expiration

written agreement or instrument, duly signed and executed by, or on behalf of, all the parties to it; Or

- (b) it is made at arms length in the ordinary and proper course of the business of the Company.
- (5) One or more Shares (including Successor Shares) may at any time be transferred and the Company shall not refuse to register the transfer.
- (6) The sole Member may at any time call (by giving reasonable period of notice) and attend to, general meetings, meetings of Directors and meetings of Committees. The required quorum for the transaction of business at a general meeting shall be the sole Member present in person or by Proxy. An omission to give notice of a general meeting to, or the non-receipt of a notice of a general meeting by, a Director shall not invalidate the proceedings at the meeting.
- (7) The sole Director may (under section 171(1) of the Law) also be the Secretary.
- (8) Regulations 10, 31, 32, 34, 38(b), 46, 48, 49, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64 and 82, shall not apply and shall be deemed deleted from the Articles and shall not bind the Member, the Directors or the Company.

#### SHARE CAPITAL

- 7. Unissued Shares may, without prejudice to the Special Rights conferred on the Holders, be issued:
  - (a) as Shares with such Special Rights as the General Meeting shall determine with the sanction of an ordinary resolution; or
  - (b) as redeemable preference Shares with such Special Rights as the General Meeting shall determine with the sanction of an ordinary resolution and, subject to section 57 of the Law, with such terms and manner of redemption as provided in the Articles.
- 8. The redeemable preference Shares may only be redeemed in accordance with this Regulation 8 unless or until the General Meeting shall (without prejudice to the Special Rights conferred on the RP Holders) otherwise determine with the sanction of a Special Resolution:
  - (1) The Company may at any time, by giving at least 5 Days' notice to an RP Holder, redeem all or some of the fully paid up RP Shares held by him as the Company shall specify in the notice.
  - (2) Unless otherwise agreed in writing between the Company and the RP Holder, the Redemption shall take place at the Office at 12.00 p.m. on the expiration of

du préavis.

- (3) Les actions privilégiées rachetables sont rachetées :
- (a) avec une prime par action privilégiée telle que fixée par l'assemblée générale dans la résolution ordinaire approuvant l'émission correspondante, conformément à l'article 57(1)(c) de la Loi, et financée:
    - (i) soit à partir des bénéfices distribuables,
    - (ii) soit à partir du compte de prime d'émission,selon la décision du conseil d'administration prise avant l'envoi du préavis ;
  - (b) à défaut de prime déterminée, à leur valeur nominale, telle que fixée par le conseil d'administration conformément à l'article 57(1)(a) de la Loi, avant l'envoi du préavis.
- (4) Lors du rachat :
- (a) le détenteur d'actions privilégiées remet à la société, pour annulation, le ou les certificats correspondant aux actions concernées ;
  - (b) sous réserve du paragraphe (a) ci-dessus, la société verse au détenteur :
    - (i) sous réserve de l'article 57(1)(a) de la Loi, la prime accumulée relative aux actions privilégiées rachetées et, sauf si le rachat est effectué à partir des bénéfices distribuables, retient la valeur nominale accumulée de ces actions afin de l'affecter à la libération et au paiement des actions ordinaires qui seront émises conformément au paragraphe (c) ci-dessous ; ou
    - (ii) sous réserve des articles 57(1)(c) et 57(5) de la Loi, la prime accumulée relative aux actions privilégiées rachetées ainsi que leur valeur nominale, en transférant depuis les bénéfices distribuables un montant équivalent à la valeur nominale vers le compte de réserve de rachat de capital (capital redemption reserve account) pour libérer et émettre des actions ordinaires gratuites conformément au paragraphe (c) ;
  - (c) le conseil d'administration attribue au détenteur (ou à toute personne désignée par lui) le même nombre d'actions non émises que d'actions privilégiées rachetées, à émettre immédiatement après le rachat à leur valeur nominale, en tant qu'actions ordinaires entièrement libérées de même valeur nominale, classées au même rang (pari passu) que les actions ordinaires existantes.
- (5) Dans le présent règlement 8, sauf indication contraire

the Notice.

- (3) The RPH Shares shall be redeemed:
- (a) at such premium per RPH Share as the General Meeting has specified in the ordinary resolution sanctioning the relevant issue of RP Shares, to be provided, pursuant to proviso c, section 57(1) of the Law, out of:
    - (i) the divisible profits; or
    - (ii) the share premium account,of the Company whichever the Board of Directors shall determine prior to the Notice; or
  - (b) (if no Premium has been specified as aforesaid) at par as the Board shall, subject to provision a, section 57(1) of the Law, determine prior to the Notice.
- (4) At Redemption:
- (a) the RP Holder shall deliver up to the Company for cancellation the share certificate or certificates in respect of the RPH Shares;
  - (b) subject to Paragraph 4(a), the Company shall pay to the RP Holder:
    - (i) (in compliance with proviso a, section 57(1) of the Law) the aggregate Premium in respect of the RPH Shares and, unless the Redemption shall be made out of divisible profits, withhold the aggregate nominal value of the RPH Shares to be applied in paying up in full the ordinary Shares to be issued under Paragraph 4(c); Or
    - (ii) (in compliance with proviso c, section 57(1) and section 57(5) of the Law) the aggregate Premium in respect of the RPH Shares together with their aggregate nominal value and transfer out of the divisible profits into the Company's capital redemption reserve account a sum equal to their aggregate nominal value to be applied in paying up in full the ordinary Shares to be issued, as bonus shares, under Paragraph 4(c);and
  - (c) the Board of Directors shall allot to the RP Holder (or as he may direct) the same number of Unissued Shares as the number of RPH Shares to be issued immediately after the Redemption at par and as fully paid up ordinary Shares of the same nominal value as the RPH Shares, ranking pari passu in all respects with all existing (issued) ordinary Shares.
- (5) In this Regulation 8 unless the context otherwise

du contexte :

« Préavis » préavis mentionné au paragraphe 1 ;

« Prime » montant, le cas échéant, fixé par l'assemblée générale comme prime payable lors du rachat. Pour éviter toute ambiguïté, la prime correspond à la somme excédant la valeur nominale de l'action privilégiée rachetable ;

« Rachat » rachat d'actions privilégiées rachetables ;

« Détenteur d'actions privilégiées » titulaire d'une ou plusieurs actions privilégiées rachetables ;

« Actions privilégiées » désigne les actions privilégiées rachetables ; et

« Actions privilégiées rachetables » désigne toutes les actions privilégiées intégralement libérées du détenteur visé par le préavis (et non une partie seulement) ; cette expression s'interprète en conséquence.

(6) Le règlement 9 ne s'applique pas à toute attribution, émission ou projet d'émission d'actions effectuée conformément au présent règlement 8.

9. Les Actions Proposées doivent être offertes, par notification, aux Membres concernés, proportionnellement, autant que possible, au nombre d'Actions Correspondantes qu'ils détiennent immédiatement avant la notification. Chaque notification précisera le nombre d'Actions Proposées offertes à chaque Membre ainsi que la période au terme de laquelle l'offre, si elle n'a pas été acceptée, sera réputée rejetée. Après l'expiration de ladite période, le Conseil d'administration pourra (mais au plus tard dans les quinze jours) disposer des Actions Proposées non souscrites de la manière qu'il jugera appropriée.
10. La Société peut exercer les pouvoirs relatifs au paiement de commissions tels que prévus à l'article 52 de la Loi. Sous réserve de cet article, ces commissions peuvent être réglées soit en numéraire, soit par l'attribution d'Actions intégralement ou partiellement libérées, soit pour partie en numéraire et pour partie en actions.
11. Aucune personne ne sera reconnue par la Société comme détenteur légal ou propriétaire bénéficiaire d'Actions en vertu d'un quelconque trust, et (sauf disposition contraire des présents statuts ou de la Loi) la Société ne sera pas liée par, ni ne reconnaîtra, un quelconque intérêt bénéficiaire, équitable, éventuel, futur ou partiel dans les Actions, autre que le droit absolu du titulaire inscrit. En outre (et sans préjudice de la généralité de ce qui précède), aucune notification d'un trust, qu'il soit exprès, implicite ou réputé, ne sera inscrite, conformément à l'article 112 de la Loi, au Registre des Membres.
12. Les droits particuliers attachés aux actions d'une catégorie quelconque peuvent, sans préjudice des droits des associés prévus à l'article 70 de la Loi, être modifiés ou supprimés

requires:

'Notice' means the notice referred to in Paragraph 1;

'Premium' means the sum (if any) fixed by the General Meeting as the premium per RPH Share payable on Redemption. For avoidance of doubt the premium represents the sum in excess of the nominal value of the RPH Share;

'Redemption' means redemption of the RPH Shares;

'RP Holder' means Holder of one or more RP Shares;

'RP Shares' means redeemable preference Shares; and

'RPH Shares' means all (but not some or part only of) the fully paid up RP Shares of the RP Holder specified in the Notice and the expression 'RPH Share' and shall be construed accordingly.

(6) Regulation 9 shall not apply for the purposes of any allotment or issue or proposed allotment or issue of shares made under this Regulation 8.

9. The Proposed Shares shall be offered by notice to the Relevant Members respectively in proportion, as nearly as possible, to the number of Relevant Shares they respectively hold immediately prior to the notice. Each notice shall specify the number of Proposed Shares offered to each Relevant Member and the period within which the offer, if not accepted, shall be deemed to be declined and after the expiration of the said period, the Board of Directors may (but not so after the expiration of 15 days thereafter) dispose of the Proposed Shares so declined in such manner as it thinks fit.
10. The Company may exercise the powers of paying commissions conferred by section 52 of the Law. Subject to section 52 of the Law such commissions may be satisfied by the payment of cash or by the allotment of fully or partly paid Shares or partly in one way and partly in the other.
11. No Person shall be recognised by the Company as the legal holder, or beneficial owner, of Shares upon any trust and (except as otherwise provided by the Articles or by the Law) the Company shall not be bound by, or recognise, any beneficial or other equitable interest, or any contingent, future or partial interest, in Shares except the absolute right to the entirety of the Shares in their Holder and further (and without prejudice to the generality of the foregoing) no notice of any trust, expressed, implied or constructive shall, pursuant to section 112 of the Law, be entered on the Register.
12. The Special Rights to the Shares of any class may, without prejudice to the rights of the Members pursuant to section 70 of the Law, be varied or abrogated with the written

avec le consentement écrit du ou des détenteurs de la totalité, ou d'au moins 75 % des actions de cette catégorie, ou encore par résolution extraordinaire adoptée lors d'une assemblée générale des détenteurs d'actions de ladite catégorie, et non autrement.

Pour lever toute ambiguïté, les droits particuliers attachés aux actions d'une catégorie donnée ne seront pas réputés modifiés ou supprimés du seul fait de la création ou de l'émission d'actions classées pari passu avec celles de cette catégorie, sauf disposition contraire expresse.

13. Sous réserve des dispositions de la Loi (notamment des articles 55, 57, 60 et 64), l'assemblée générale peut :
- (a) par résolution ordinaire :
    - (i) augmenter le capital social autorisé de la société en créant de nouvelles actions de toute valeur nominale ;
    - (ii) regrouper et diviser tout ou partie du capital social en actions d'une valeur nominale supérieure à celle des actions existantes ;
    - (iii) subdiviser une ou plusieurs actions en actions d'une valeur nominale inférieure à celle fixée par l'acte constitutif de la société — la résolution pouvant alors prévoir que certaines des actions résultant de la subdivision auront des droits particuliers différents des autres ;
    - (iv) réduire le capital social autorisé en annulant les actions non émises que la société n'a ni attribuées ni convenu d'attribuer ;
- et
- (b) par résolution spéciale, réduire le capital social émis, la réserve de rachat d'actions (*capital redemption reserve*), ou tout compte de prime d'émission (*share premium account*) de la société.

14. Lorsque, à la suite d'un regroupement d'actions, certains associés ont droit à des fractions d'actions, la société peut, pour leur compte, vendre les actions représentant ces fractions à toute personne, au meilleur prix raisonnablement obtainable, et distribuer le produit net de la vente entre les associés concernés, proportionnellement à leurs droits. La société peut autoriser une personne à signer l'acte de transfert des actions au profit de l'acheteur ou selon ses instructions. L'acquéreur n'aura pas à s'enquérir de la répartition du prix de vente et sa propriété des actions ne sera pas affectée par toute irrégularité ou nullité dans la procédure de vente.

#### CERTIFICATS D' ACTIONS

15. Nonobstant l'article 78 de la Loi, tout associé, dès qu'il devient détenteur d'actions, a droit, sans frais, à la délivrance d'un certificat pour toutes les actions (et un pour chaque catégorie d'actions) qu'il détient ; et, dès qu'il transfère une partie de ses actions, à un certificat pour le solde restant. Il peut également recevoir plusieurs certificats,

consent of the sole Holder of, or the Members holding in aggregate at least 75% of, the Shares of the class or with the sanction of an Extraordinary Resolution at a General Meeting of the Holders of Shares of the class, but not otherwise. For avoidance of doubt, the Special Rights to the Shares of any class shall not, unless they expressly provide otherwise, be deemed to be varied or abrogated by the creation or issue of further shares ranking pari passu with the Shares of that class.

13. Subject to the provisions of the Law (including sections 55, 57, 60 and 64 of the Law), the General Meeting may:
- (a) with the sanction of an ordinary resolution:
    - (i) increase the registered (authorised) share capital of the Company by creating new shares of any nominal value;
    - (ii) consolidate and divide all or part of the share capital of the Company into shares of larger nominal value than the nominal value of any Shares;
    - (iii) subdivide one or more Shares into Shares of smaller nominal value than is fixed by the Company's memorandum of association; the resolution may determine that, as between the Shares resulting from the subdivision some of them may have different Special Rights than others; or
    - (iv) reduce the registered (authorised) share capital of the Company by cancelling Unissued Shares which the Company has not allotted or agreed to allot;
- and
- (b) with the sanction of a Special Resolution, reduce the issued share capital, the capital redemption reserve, or any share premium account, of the Company.

14. Whenever as a result of a consolidation of Shares any Members would become entitled to fractions of Shares, the Company may, on behalf of those Members, sell the Shares representing the fractions to any Person for the best price reasonably obtainable and distribute the net proceeds of sale in due proportion among those Members, and the Company may authorise some Person to execute an instrument of transfer of the Shares to, or in accordance with the directions of, the purchaser. The transferee shall not be bound to see to the application of the purchase money nor shall his title to the Shares be affected by any irregularity in or invalidity of the proceedings in reference to the sale.

#### SHARE CERTIFICATES

15. Notwithstanding section 78 of the Law, every Member, upon becoming a Holder shall be entitled without payment to one certificate for all the Shares (and one for all the Shares of each class) held by him (and, upon transferring part of his holding of Shares, to a certificate for the balance of such holding) or several certificates each for one or more of the

chacun couvrant une ou plusieurs actions détenues. Chaque certificat est revêtu du sceau de la société et indique le nombre, la catégorie et les numéros distinctifs (le cas échéant) des actions auxquelles il se rapporte, ainsi que le montant intégral ou partiel libéré de ces actions.

La société n'est pas tenue d'émettre plus d'un certificat pour des actions détenues conjointement par plusieurs associés, et la remise d'un certificat à l'un des co-détenteurs vaut remise à tous en ce qui concerne lesdites actions.

16. Les certificats d'actions qui sont déformés, détériorés, perdus ou détruits peuvent être remplacés aux conditions et selon les modalités que le conseil d'administration jugera appropriées.

#### **DROIT DE RETENTION**

17. La société détient un droit de rétention premier et prioritaire sur toute action partiellement libérée pour toute somme (qu'elle soit immédiatement exigible ou non) appelée ou payable à une date fixée à raison de cette action. La société détient également un droit de rétention premier et prioritaire sur toute action (qu'elle soit ou non intégralement libérée) pour toute somme due à la société par le détenteur de ladite action. Le conseil d'administration peut, à tout moment, exempter totalement ou partiellement une ou plusieurs actions de l'application du présent article. Le droit de rétention de la société sur des actions s'étend à toutes les distributions, produits ou biens y afférents.
18. La société peut vendre, de la manière qu'elle juge appropriée, toute action grevée d'un droit de rétention, lorsque le montant couvert par ce droit est immédiatement exigible et n'a pas été payé dans un délai de quatorze jours après notification au détenteur ou à son ayant droit, l'invitant à effectuer le paiement et précisant qu'à défaut, les actions pourront être vendues.
19. Pour parfaire la vente visée ci-dessus, la société peut autoriser une personne à signer un acte de transfert des actions vendues à l'acheteur ou selon ses instructions. Le titre de propriété de l'acquéreur sur les actions ne sera pas affecté par toute irrégularité ou nullité dans la procédure de vente. L'acquéreur sera inscrit comme détenteur des actions transférées (que le certificat d'actions ait été présenté ou non) et n'aura aucune obligation de vérifier la distribution du produit de la vente.
20. Le produit net de cette vente, après déduction des frais, sera appliqué au paiement de la partie du montant couvert par le droit de rétention qui est immédiatement exigible ; le solde éventuel sera versé à la personne qui avait droit aux actions avant la vente, sur remise à la société du certificat d'actions original pour annulation, et sous réserve du même droit de rétention sur ces actions pour toute somme ou obligation non encore exigible.

#### **APPELS DE FONDS SUR ACTIONS ET CONFISCATION**

Shares held by him. Every certificate shall be sealed with the Seal and shall specify the number, class and distinguishing numbers (if any) of the Shares to which it relates and the amount or respective amounts the Shares are fully or partly paid up. The Company shall not be bound to issue more than one certificate for Shares held by Joint Holders and delivery of a certificate to one Joint Holder shall be a sufficient delivery to all of them in respect of those Shares.

16. Share certificates which are defaced, worn-out, lost or destroyed, may be reissued on such terms and conditions (if any) as the Board of Directors thinks fit.

#### **LIEN**

17. The Company has a first and paramount lien on every partly paid Share for all moneys (whether presently payable or not) payable at a fixed time or called in respect of that Share. The Company has also a first and paramount lien on every Share (whether or not being fully paid up) for all the moneys (whether presently payable or not) due to the Company by its Holder. The Board of Directors may at any time exempt wholly or in part one or more Shares from this Regulation 17. The Company's lien on Shares extends to all dividends and other distributions payable by the Company in respect of them.
18. The Company may sell in such manner as it thinks fit any Shares on which it has a lien if a sum in respect of which the lien exists is presently payable and is not paid within 14 Days after notice has been given to the Holder of the Shares or to his Successor, demanding payment and stating that if the notice is not complied with, the Shares may be sold.
19. To give effect to the sale referred to in Regulation 18, the Company may authorise some Person to execute an instrument of transfer of the Shares to be sold to, or in accordance with the directions of, the purchaser. The title of the transferee to the Shares shall not be affected by any irregularity in or invalidity of the proceedings in reference to the sale. The transferee shall be registered as the Holder of the Shares comprised in the instrument of transfer (whether or not the share certificates in respect of them have been produced) and he shall not be bound to see to the application of the purchase money.
20. The net proceeds of the said sale, after payment of the costs, shall be applied in payment of so much of the sum for which the lien exists as is presently payable, and the residue (if any) shall (upon surrender to the Company for cancellation of the certificate for the Shares sold and subject to a like lien for any moneys or debts not presently payable as existed upon the Shares before the sale) be paid to the Person entitled to the Shares immediately prior to the sale.

#### **CALLS ON SHARES & FORFEITURE**

21. Sous réserve des conditions de l'attribution (allotment), la Société peut procéder à des appels de fonds auprès des Membres concernant toute somme non libérée sur les actions qu'ils détiennent (que ce soit au titre de la valeur nominale ou de la prime d'émission), et chaque Membre (pourvu qu'il reçoive un préavis d'au moins quatorze (14) jours précisant la date et le lieu de paiement) devra verser à la Société la somme appelée sur ses actions, conformément à l'avis. La Société peut permettre le paiement de l'appel de fonds par versements échelonnés (instalments). Elle peut également révoquer en tout ou en partie tout appel de fonds avant l'encaissement de la somme due en vertu de celui-ci, ou en différer le paiement en tout ou en partie. Les personnes à qui des appels ont été adressés demeurent tenues de s'en acquitter, même si les actions concernées sont ultérieurement transférées.
22. Un appel de fonds est réputé effectué dès l'adoption par le Conseil d'administration de la résolution l'autorisant.
23. Les copropriétaires d'actions sont solidairement et indivisiblement responsables du paiement de tous les appels de fonds relatifs à leurs actions.
24. Tout appel de fonds demeurant impayé à la date d'exigibilité portera intérêt au taux approprié sur le montant impayé à compter de la date d'exigibilité jusqu'à son paiement, mais la Société peut renoncer au paiement de tout ou partie des intérêts dus.
25. Toute somme exigible à l'occasion de l'attribution (allotment) d'une ou plusieurs actions, ou à toute date déterminée, que ce soit au titre de la valeur nominale, de la prime d'émission ou d'un versement échelonné (instalment), sera considérée comme un appel de fonds ; et, si elle n'est pas payée, les dispositions du présent règlement s'appliqueront comme si ladite somme était devenue exigible en vertu d'un appel de fonds.
26. Lorsqu'un appel de fonds reste impayé après son exigibilité, la Société peut adresser à la personne débitrice un préavis d'au moins quatorze (14) jours exigeant le paiement de la somme due, majorée des intérêts échus le cas échéant. L'avis précisera le lieu de paiement et indiquera qu'à défaut de paiement dans le délai imparti, les actions concernées seront susceptibles de confiscation (forfeiture).
27. Si le préavis mentionné à l'article précédent n'est pas respecté, les actions visées peuvent, avant le paiement exigé, être confisquées (forfeited). La confiscation emporte également la perte de tout dividende, distribution ou droit patrimonial afférent aux actions confisquées et non encore versé ou distribué au moment de la confiscation.
28. Les actions confisquées peuvent être vendues, réattribuées (re-allotted) ou autrement cédées dans les conditions et de la manière que la Société juge appropriées, soit à l'ancien titulaire, soit à toute autre personne. La Société peut, avant toute vente, réattribution ou autre disposition, annuler la confiscation selon les conditions qu'elle estime appropriées. Pour les besoins de cette disposition, la Société peut
21. Subject to the terms of allotment, the Company may make calls upon the Members in respect of any moneys unpaid on the Shares they hold (whether in respect of nominal value or premium) and each Member shall (subject to receiving at least 14 Days' notice specifying when and where payment is to be made) pay to the Company as required by the notice the amount called on his Shares. The Company may require the payment of a call by instalments. The Company may revoke a call in whole or in part before it receives any sum under the call and it may also postpone the payment of a call in whole or in part. The Persons to whom calls are made shall remain liable for the calls made to them notwithstanding the subsequent transfer of the Shares in respect to which the calls were made.
22. A call shall be deemed to have been made at the time when the resolution of the Board of Directors authorising the call was passed.
23. The Joint Holders shall be jointly and severally liable to pay all calls in respect of their Shares.
24. A call which remains unpaid after it has become due and payable is subject to the Appropriate Interest on the amount unpaid from the day it became payable until it is paid but the Company may waive payment of the interest wholly or in part.
25. An amount in respect of one or more Shares payable on allotment or at any fixed date, whether in respect of nominal value or premium or as an instalment of a call, shall be deemed to be a call and if it is not paid the provisions of the Articles shall apply as if that amount had become due and payable by virtue of a call.
26. When a call remains unpaid after it has become due and payable the Company may give to the Person from whom it is due not less than 14 Days' notice requiring payment of the unpaid amount together with any interest which may have accrued. The notice shall specify the place where payment is to be made and shall state that if the notice is not complied with the Shares in respect of which the call was made shall be liable to be forfeited.
27. If the notice referred to in Regulation 26 is not complied with, the Shares in respect of which it was given may, before the payment required by the notice has been made, be forfeited and the forfeiture shall include all dividends and other distributions payable by the Company in respect of the forfeited Shares which were not made or paid before the forfeiture.
28. Forfeited Shares may be sold, re-allotted or otherwise disposed of on such terms and in such manner as the Company thinks fit either to the Person who was before the forfeiture the Holder or to any other Person and at any time before sale, re-allotment or other disposition, the forfeiture may be cancelled on such terms as the Company thinks fit. Where for the purposes of disposal forfeited Shares are to be

autoriser toute personne à signer les instruments de transfert nécessaires.

29. Les personnes dont les actions ont été confisquées cessent d'être Membres pour ces actions et doivent remettre à la Société, pour annulation, les certificats correspondants. Elles demeurent néanmoins débitrices envers la Société de toutes les sommes immédiatement exigibles à la date de la confiscation, majorées de l'intérêt applicable jusqu'au paiement intégral. La Société peut toutefois renoncer en tout ou partie à ces sommes ou en exiger le paiement sans tenir compte de la valeur des actions confisquées ni du produit éventuel de leur cession.
30. Une déclaration officielle (statutory declaration) faite par un administrateur ou le secrétaire de la Société attestant que des actions ont été confisquées à une date déterminée constituera une preuve concluante des faits qui y sont mentionnés à l'encontre de toute personne revendiquant un droit sur lesdites actions. La déclaration (lorsqu'un instrument de transfert est requis) confèrera un titre de propriété valable sur ces actions, et le bénéficiaire ne sera pas tenu de s'assurer de la régularité de la contrepartie ni ne verra son titre affecté par toute irrégularité ou nullité dans la procédure de confiscation ou de cession.

#### **TRANSFERT D' ACTIONS**

31. Sauf stipulation contraire prévue par les Droits Spéciaux, une ou plusieurs actions peuvent être transférées à tout moment à une ou plusieurs :
  - (a) personnes, avec le consentement écrit de tous les Membres (à l'exclusion du Cédant) ; ou
  - (b) personnes liées (Personnes Affiliées) au Titulaire de ladite ou desdites actions.
32. Sauf stipulation contraire prévue par les Droits Spéciaux et sauf disposition expresse du Règlement 31, le droit de transférer des actions est soumis aux dispositions de préemption suivantes :
  - (1) Le Cédant devra d'abord offrir à la vente les Actions Cédées :
    - (a) aux Membres concernés, dans les proportions convenues entre eux ou, à défaut d'accord dans le délai fixé par le Cédant (ce délai ne pouvant être inférieur à sept (7) jours ni supérieur à quatorze (14) jours à compter de la date de l'offre), dans des proportions approximativement équivalentes au nombre d'actions respectivement détenues par ces Membres ; et
    - (b) à un prix par action cédée qui sera convenu entre le Cédant et les Membres concernés ou, à défaut d'accord dans le délai fixé par le Cédant (ce délai ne pouvant être inférieur à quatorze (14) jours ni supérieur à vingt-huit (28) jours à compter de la date de l'offre), sera déterminé par les

transferred to any one or more Persons the Company may authorise some Person to execute instruments of transfer of Shares to those Persons.

29. Persons whose Shares have been forfeited shall cease to be Members in respect of those Shares and shall surrender to the Company for cancellation the certificates for the Shares forfeited but shall respectively remain liable to the Company for all moneys which at the date of forfeiture were presently payable by them to the Company in respect of those Shares together with the payable Appropriate Interest from the date of forfeiture until payment but the Company may waive payment wholly or in part or enforce payment without any allowance for the value of the Shares at the time of forfeiture or for any consideration received on their disposal.
30. A statutory declaration by a Director or the Secretary that Shares have been forfeited on a specified date shall be conclusive evidence of the facts stated in it as against all Persons claiming to be entitled to the Shares and the declaration shall (subject to the execution of an instrument of transfer if necessary) constitute a good title to the Shares and the Person to whom the Shares are disposed of shall not be bound to see to the application of the consideration, if any, nor shall his title to the Shares be affected by any irregularity in or invalidity of the proceedings in reference to the forfeiture or disposal of the Shares.

#### **TRANSFER OF SHARES**

31. Except as otherwise provided under the Special Rights one or more Shares may at any time be transferred to one or more:
  - (a) Persons with the written consent of all the Members (excluding the Transferor); or
  - (b) Persons Connected with the Holder of the said Share or Shares.
32. Except as otherwise provided under the Special Rights and as expressly permitted under Regulation 31 the right to transfer Shares is subject to the following pre-emption provisions:
  - (1) The Transferor shall first offer to sell the Sale Shares:
    - (a) to the Relevant Members in such proportions as the Relevant Members shall agree or, failing agreement within the period specified by the Transferor (such period not to be less than 7 Days and not more than 14 Days from the date of the offer), in the same proportions as nearly as may be to the number of Relevant Shares they respectively hold; and
    - (b) at a price per Sale Share to be agreed between the Transferor and the Relevant Members or, failing agreement within a period specified by the Transferor (such period not to be less than 14 Days and not more than 28 Days from the date of the offer), to be determined by the Auditors (or other

Commissaires aux comptes (ou par tout autre expert désigné par eux) comme représentant la juste valeur marchande des actions cédées, calculée sur la base d'une transaction commerciale conclue à des conditions normales de marché (« arms length transaction ») entre un vendeur et un acheteur indépendants. La juste valeur de chaque action cédée sera déterminée au prorata de la valeur totale de l'ensemble des actions émises, sans décote ni majoration liée au nombre d'actions cédées.

(2) Si l'offre portant sur tout ou partie des actions cédées n'est pas acceptée dans les quinze (15) jours suivant la fixation ou l'accord sur le Prix de Transfert, le Cédant sera libre de vendre, transférer ou autrement disposer des actions non acceptées à toute personne de son choix dans un délai supplémentaire de quatre-vingt-dix (90) jours (la « période libre »). Toutefois, la vente ne pourra se faire à un prix par action inférieur au Prix de Transfert convenu. À l'expiration de ladite période libre, le droit de transférer les actions invendues sera à nouveau soumis aux dispositions de préemption du présent Règlement 32 au bénéfice des Membres concernés.

33. Sous réserve de l'article 73 de la Loi, l'acte de transfert d'actions (instrument of transfer) sera établi soit sous la forme usuelle, soit sous toute autre forme approuvée par le Conseil d'administration. Il devra être signé par le cédant (transferor) ou en son nom, et par le cessionnaire (transferee) ou en son nom, et déposé au siège de la Société accompagné du ou des certificats d'actions correspondants, ou de toute autre preuve que le Conseil pourra raisonnablement exiger pour établir le droit du cédant à procéder au transfert.
34. L'inscription d'un transfert d'actions (autre que ceux effectués en vertu du Règlement 32 ou du Règlement 38) peut, sous réserve de l'article 110 de la Loi, être suspendue aussi souvent et pour les périodes que le Conseil d'administration jugera appropriées.
35. La Société est en droit de conserver tout acte de transfert (instrument of transfer) qu'elle enregistre et ne percevra aucun droit ni frais à raison de l'enregistrement de tout transfert affectant la propriété (title) de quelque action que ce soit.
36. Tout transfert ou projet de transfert d'actions effectué en violation des dispositions des présents statuts sera nul et sans effet à l'égard de la Société. Pour lever toute incertitude, ni la Société ni le Conseil d'administration ne seront tenus de le reconnaître.

#### TRANSMISSION DES ACTIONS

auditors as the Auditors may nominate) as a fair value of the Sale Shares on the basis of an arms length transaction as between a willing seller and a willing purchaser, and that the fair value of each Sale Share shall be its value as a rateable proportion of the total value of all the (issued) Shares and shall not be discounted or enhanced by reference to the aggregate number of the Sale Shares.

(2) If the offer of some or all of the Sale Shares is not accepted within 15 days of the Transfer Price being agreed or determined then the Transferor shall be free to sell, transfer or otherwise dispose of the unaccepted Sale Shares to whomsoever he desires within the following 90 days (the 'free period') but not at a price per share lower than the Transfer Price provided always that at the end of such free period the right to transfer Shares in respect of the unsold Sale Shares becomes subject again to the pre-emption provisions of this Regulation 32 for the benefit of the Relevant Members.

33. Subject to section 73 of the Law, the instrument of transfer of Shares shall be either in any usual form or in any other form which the Board of Directors shall approve and shall be executed by, or on behalf of, the transferor and by, or on behalf of, the transferee and delivered to the Company at the Office together with the share certificate for the Shares to which it relates or such other evidence as the Board may reasonably require to show the right of the transferor to make the transfer.
34. The registration of transfers of Shares (excluding registrations made under Regulation 32 or Regulation 38) may, subject to section 110 of the Law, be suspended at such times and for such periods (not exceeding 30 days in any year) as the Board of Directors thinks fit.
35. The Company is entitled to retain every instrument of transfer which is registered and shall not charge any fee for the registration of any transfer relating to, or affecting, the title to any Shares. If the Board of Directors refuses to register the transfer of any Shares, it shall, notwithstanding section 76 of the Law, within 30 days after the date on which the instrument transfer is lodged with, or delivered to, the Company, send to the transferee notice of the said refusal together with the relevant instrument of transfer.
36. Any transfer or purported transfer of Shares made otherwise than as provided in the Articles shall be void and of no effect as against the Company and for avoidance of doubt neither the Company nor the Board of Directors shall be bound to recognise it.

#### TRANSMISSION OF SHARES

37. En cas de décès d'un associé, le ou les survivants, lorsque le membre décédé était un copropriétaire en indivision, et sous réserve de l'article 80 de la Loi, les représentants personnels légaux (legal personal representatives), lorsqu'il s'agit d'un associé unique, seront les seules personnes reconnues par la Société comme ayant la propriété (title) de l'intérêt (interest) du défunt dans les Actions de Succession ; toutefois, aucune disposition des présents statuts ne libérera la succession du copropriétaire décédé de toute obligation afférente aux actions qu'il détenait conjointement.
38. L'ayant droit (le successeur) peut, après avoir produit les preuves (evidence) que le Conseil d'administration pourra raisonnablement exiger (sous réserve de l'article 80 de la Loi):
- (a) notifier ou remettre à la Société, à son siège, un avis sollicitant à être inscrit comme titulaire de tout ou partie des Actions de Succession mentionnées dans ladite notification ; et/ou
  - (b) vendre ou autrement disposer de tout ou partie de ces Actions de Succession, sous réserve toutefois du Règlement 32, lequel s'appliquera mutatis mutandis comme si le successeur était le cédant (disposant) et que le décès ou la faillite du membre n'était pas survenu.
39. Le successeur bénéficiera des droits attachés à la qualité d'actionnaire des Actions de Succession, sauf qu'il ne pourra, avant d'être effectivement inscrit comme actionnaire de ces actions, assister ni voter aux assemblées générales de la Société ou aux assemblées distinctes des titulaires d'une catégorie d'actions.

#### **ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**

40. Toute assemblée générale autre que celle désignée comme « assemblée générale annuelle » au sens de l'article 125 de la Loi sera appelée « assemblée générale extraordinaire ».
41. Le Conseil d'administration ou tout administrateur peut convoquer à tout moment une assemblée générale extraordinaire et, nonobstant l'article 126 de la Loi, le Conseil doit convoquer une telle assemblée sur demande écrite (requisition) de tout associé ou de tout groupe d'associés ayant le droit d'y assister et de voter. Toute demande doit préciser l'objet de l'assemblée et être remise à la Société à son siège.
42. Si le Conseil d'administration ne convoque pas l'assemblée générale extraordinaire dans les 21 jours suivant la réception par la Société de la demande conformément au Règlement 41, un ou plusieurs associés peuvent convoquer eux-mêmes ladite assemblée à tout endroit et à l'heure qu'ils jugeront opportuns, sous réserve toutefois des dispositions applicables relatives à la notification des convocations.

#### **NOTIFICATION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**

43. Toute assemblée générale extraordinaire convoquée pour l'adoption d'une résolution spéciale, ainsi que toute

37. If a Member dies the survivor or survivors where the deceased Member is a Joint Holder and subject to section 80 of the Law, his legal personal representatives where he is a single Holder, shall be the only Persons recognised by the Company as having title to his interest in the Successor Shares; but nothing in the Articles shall release the estate of a deceased Joint Holder from any liability in respect of the Shares which are jointly held by him.
38. The Successor may, upon such evidence being produced as the Board of Directors may (subject to section 80 of the Law) properly require:
- (a) by notice sent or delivered to the Company at the Office, become the Holder of all, or some only, of the Successor Shares as specified in the notice; and/or
  - (b) sell, or otherwise dispose of, all, or some only, of the Successor Shares subject nevertheless to Regulation 32 which shall apply and take effect, mutatis mutandis, as if the Successor were the Transferor and the death or bankruptcy of the Member had not occurred.
39. The Successor shall have the rights of the Holder of the Successor Shares except that the Successor shall not, before being actually registered as the Holder of the Successor Shares, be entitled in respect of them to attend and vote at the general meetings of the Company or separate meetings of the Holders of class Shares.

#### **GENERAL MEETINGS**

40. Every general meeting which is not, under section 125 of the Law, the so called "annual general meeting" shall be called as "extraordinary general meeting".
41. The Board of Directors and each Director may at any time convene an extraordinary general meeting and notwithstanding section 126 of the Law, the Board shall convene an extraordinary general meeting upon the requisition in writing of any Member or Members who have the right to attend or vote thereat. Any such requisition shall express the object of the meeting and shall be delivered to the Company.
42. If the Board of Directors does not proceed to convene a general meeting within 21 days from receipt by the Company of the requisition under Regulation 41 any one or more Members may convene an extraordinary general meeting to be held at any convenient place and at such time as the Member or Members convening the meeting shall determine subject nevertheless to any applicable Regulations relating to the giving of notices.

#### **NOTICE OF GENERAL MEETINGS**

43. Every extraordinary general meeting for sanctioning a Special Resolution and every annual general meeting shall be

assemblée générale annuelle, sera convoquée moyennant un préavis d'au moins vingt et un (21) jours. Toutes les autres assemblées générales seront convoquées avec un préavis d'au moins quatorze (14) jours. Nonobstant ce qui précède (et sans préjudice de l'article 127 de la Loi), une assemblée générale peut être convoquée avec un préavis plus court si tous les membres habilités à y assister et à voter y consentent.

44. Toute convocation d'assemblée générale doit indiquer le lieu, la date et l'heure de la réunion, ainsi que la nature générale des affaires à traiter ; dans le cas d'une assemblée générale annuelle, elle doit être expressément désignée comme telle. La convocation doit également rappeler le droit de tout membre habilité à assister et voter, de désigner, conformément à l'article 130 de la Loi, un mandataire (proxy), lequel n'a pas besoin d'être membre, pour le représenter et voter en son nom.
45. Sous réserve des Droits Spéciaux, la convocation d'une assemblée générale sera adressée à tout membre ayant droit d'y assister et de voter, ainsi qu'à chaque administrateur ; et, dans la mesure requise par les articles 153 et 154 de la Loi, un tel avis sera également transmis aux Commissaires aux comptes.
46. L'omission de notifier une convocation d'assemblée générale à toute personne habilitée à la recevoir entraînera la nullité des délibérations tenues à ladite assemblée ; toutefois, la non-réception effective de l'avis par cette personne ne rendra pas nulles les délibérations de l'assemblée.

#### **PROCÉDURES DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**

47. Toutes les affaires traitées lors d'une assemblée générale seront considérées comme des affaires spéciales, à l'exception des suivantes lorsqu'elles sont examinées lors d'une assemblée générale annuelle :
  - (a) l'approbation de la distribution des dividendes ;
  - (b) la présentation des rapports des administrateurs et des commissaires aux comptes ;
  - (c) l'examen des états financiers (y compris de tout document y annexé) ;
  - (d) la nomination des administrateurs ou des commissaires aux comptes (et la reconduction des commissaires sortants) ; et
  - (e) la fixation de la rémunération des administrateurs et des commissaires aux comptes.
48. Aucune délibération ne pourra avoir lieu à une assemblée générale sans quorum. Le quorum sera constitué d'au moins deux membres présents en personne ou représentés par mandataire (proxy) détenant ou représentant ensemble plus de 50 % des actions donnant droit de vote sur les affaires soumises à l'assemblée.
49. Si le quorum n'est pas réuni dans la demi-heure suivant l'heure fixée pour l'ouverture de l'assemblée générale, ou si le quorum cesse d'exister au cours de la séance, l'assemblée sera ajournée au même jour de la semaine suivante, à la

convened by at least 21 Days' notice. All other general meetings shall be convened by at least 14 Days' notice. Notwithstanding the foregoing (but without prejudice to section 127 of the Law) any general meeting may be convened by shorter notice than the specified if it is so agreed by all the Members who have the right to attend and vote at the general meeting.

44. Every notice convening a general meeting shall specify where and when the meeting shall take place and the general nature of the business to be transacted thereat and in the case of an annual general meeting it shall specify the meeting as "Annual General Meeting". The notice shall also refer to the right of the Member entitled to attend and vote at the general meeting to appoint, pursuant to section 130 of the Law, a Proxy who may not be a Member to attend and vote in his place.
45. Subject to the Special Rights, notice convening a general meeting shall be given to every Member entitled to attend and vote thereat and to every Director and, to the extent required under sections 153 and 154 of the Law, such notice shall also be given to the Auditors.
46. An omission to give notice convening a general meeting to any Person entitled to receive the notice shall invalidate the proceedings at that meeting but the non-receipt by such Person of the said notice shall not invalidate its proceedings.

#### **PROCEEDINGS AT GENERAL MEETINGS**

47. All business transacted at a general meeting shall be deemed special business with exception of:
  - (a) the sanctioning of distribution of dividends;
  - (b) the reports of the Directors and of the Auditors;
  - (c) the consideration of the financial statements (including any documents annexed to the financial statements);
  - (d) the appointment of Directors or the Auditors (and re-appointment of retiring Auditors); and
  - (e) the fixing of the remuneration of the Directors and the Auditors,transacted at an annual general meeting.
48. No business shall be transacted at any general meeting unless a quorum is present. At least two Members present either in person or by Proxy together holding or representing over 50% of the Shares conferring the right to vote upon the business to be transacted at the general meeting, shall be a quorum.
49. If a quorum is not present within half an hour from the time appointed for holding a general meeting, or if during a general meeting a quorum ceases to be present, the meeting shall stand adjourned to the same day in the next week at

même heure et au même endroit, sauf décision contraire du président de l'assemblée. Si, à cette assemblée ajournée, le quorum n'est toujours pas atteint dans la demi-heure suivant l'heure prévue, les membres présents en personne ou représentés et habilités à voter constitueront (et seront réputés constituer) le quorum.

50. Le président (s'il en a été nommé un) présidera toute assemblée générale à laquelle il est présent. Si aucun président n'a été dûment désigné, ou s'il est absent quinze minutes après l'heure fixée pour l'ouverture de la séance, ou s'il refuse de présider, les administrateurs présents pourront désigner l'un d'entre eux, s'il accepte, pour présider l'assemblée.
51. Si aucun administrateur n'est présent ou disposé à présider dans les quinze minutes suivant l'heure fixée, les membres présents ou leurs mandataires désigneront parmi eux un membre ou mandataire volontaire pour présider l'assemblée.
52. Tout administrateur, qu'il soit ou non membre de la Société, a le droit d'assister et de prendre la parole aux assemblées générales.
53. Le président de l'assemblée peut, avec le consentement des membres présents (en personne ou par mandataire), ajourner la séance à une autre date et en un autre lieu, mais aucune affaire ne peut être examinée lors d'une assemblée ajournée, sauf celles qui n'ont pu être terminées à la séance initiale.
54. Toute résolution soumise au vote d'une assemblée générale sera décidée à main levée (vote ordinaire), sauf si un scrutin (vote spécial) est dûment demandé (avant ou immédiatement après la proclamation du résultat du vote ordinaire) par tout membre présent en personne ou par mandataire et ayant le droit de voter, ou par le président de l'assemblée.
55. Sauf si un vote spécial est dûment demandé :
  - (a) la déclaration du président de l'assemblée indiquant qu'une résolution a été adoptée à main levée, qu'elle l'a été à l'unanimité ou par une majorité donnée, ou qu'elle a été rejetée ; et
  - (b) la consignation de ce résultat dans le procès-verbal de l'assemblée générale,constitueront une preuve concluante du résultat, sans qu'il soit nécessaire d'en établir le nombre ou la proportion des voix exprimées pour ou contre la résolution.
56. Une demande de vote spécial peut être retirée avant la proclamation de son résultat, mais seulement avec le consentement du président de l'assemblée. Le retrait d'une telle demande ne rend pas nul le résultat du vote ordinaire proclamé avant que la demande de vote spécial n'ait été formulée. Le résultat du vote spécial sera réputé déclaré lors de l'assemblée générale au cours de laquelle il a été demandé.
57. Le vote spécial sera organisé immédiatement après avoir été

the same time and place or as the Chairman GM shall otherwise determine. If at an adjourned general meeting, a quorum is not present within half an hour from the time appointed for holding the meeting, the Members present in person or by Proxy and entitled to vote shall (and shall be deemed to) constitute a quorum.

50. The Chairperson (if any appointed) shall preside at every general meeting he attends. If no Chairperson is duly appointed or if the Chairperson is not present at the general meeting within 15 minutes from the time appointed for holding the meeting or if he is not willing to preside at the meeting, the Directors present may appoint any Director present and willing to act, to preside at the meeting.
51. If at a general meeting no Director is willing to preside at the meeting or if no Director is present at the meeting within 15 minutes from the time appointed for holding the meeting, the Members present shall choose any Member or Proxy present and willing to act, to preside at the meeting.
52. Every Director whether a Member or not, is entitled to attend and speak at general meetings.
53. The Chairperson GM may, with the consent of all the Members present (in person or by Proxy) at the meeting, adjourn the meeting for another date and place, but no business shall be transacted at an adjourned meeting other than the business left unfinished at the meeting from which the adjournment took place. When a general meeting is adjourned notice of the adjourned meeting shall be given as in the case of an original general meeting.
54. Every resolution put to the vote of general meeting shall be decided on a Simple Vote unless a Special Vote is demanded (before, or immediately after, the declaration of the result of the Simple Vote) by any Member present in person or by Proxy and entitled to vote or by the Chairperson GM.
55. Unless a Special Vote is duly demanded:
  - (a) a declaration by the Chairperson GM that a resolution is on a Simple Vote carried or carried unanimously or by a particular majority, or lost; and
  - (b) an entry to that effect in the book containing the minutes of the proceedings of the general meeting,shall together constitute conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.
56. The demand for Special Vote may, before the declaration of its result, be withdrawn but only with the consent of the Chairperson GM. A demand so withdrawn shall not invalidate the result of a Simple Vote declared before the demand for Special Vote was made. The result of a Special Vote shall, without prejudice to section 138 of the Law, be deemed declared at the general meeting at which the Special Vote was demanded.
57. A Special Vote shall be taken immediately after it is duly

dûment demandé. Si un vote spécial est demandé puis valablement retiré avant la proclamation du résultat du vote ordinaire, l'assemblée poursuivra ses travaux comme si la demande n'avait pas été formulée.

58. Une résolution écrite signée par ou au nom de chaque membre ayant, à la date concernée, le droit de recevoir la convocation, d'assister et de voter à une assemblée générale à son sujet, sera valide et aura le même effet que si elle avait été adoptée en assemblée générale à la date de sa remise au siège de la Société. Elle peut être constituée de plusieurs documents de même teneur, chacun signé par un ou plusieurs membres ou pour leur compte.
59. Sous réserve des Droits Spéciaux, les procédures applicables aux assemblées générales distinctes des titulaires d'une catégorie d'actions seront, mutatis mutandis, les mêmes que celles régissant les assemblées générales de la Société.

### DROITS DE VOTE DES MEMBRES

60. Sous réserve des Droits Spéciaux, lors d'un vote à main levée, chaque membre présent en personne ou représenté dispose d'une voix ; lors d'un scrutin (vote spécial), chaque membre dispose d'une voix pour chaque action dont il est titulaire.
61. En cas de copropriété d'actions (détenue conjointe), seul le vote du copropriétaire le plus ancien exprimé, soit en personne soit par mandataire, sera pris en compte, à l'exclusion des votes des autres copropriétaires. L'ancienneté sera déterminée d'après l'ordre dans lequel les noms des copropriétaires figurent au Registre des Membres.
62. Tout membre faisant l'objet d'une décision judiciaire (rendue à Chypre ou à l'étranger) relative à un trouble mental peut voter, soit à main levée soit par scrutin, par l'intermédiaire de son curateur, administrateur judiciaire ou toute autre personne dûment autorisée et désignée à cet effet par ledit tribunal. Cette personne peut exercer le droit de vote par mandataire. La preuve de son autorisation devra être déposée au siège de la Société au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée générale (ou de son éventuel ajournement) au cours de laquelle le droit de vote doit être exercé, ou remise au président de l'assemblée générale. À défaut, le droit de vote ne pourra être exercé.
63. Aucun membre ne peut voter, en personne ou par mandataire, relativement à des actions qu'il détient, à moins que toutes les sommes et autres dettes exigibles envers la Société au titre d'appels de fonds sur ces actions n'aient été intégralement payées.
64. Aucune contestation relative à la qualité pour voter ou à la capacité d'un votant à assister à une assemblée générale ne pourra être soulevée, sauf pendant l'assemblée en question. Tout vote qui n'aura pas été invalidé pendant la séance sera réputé valable. Toute contestation soulevée en temps utile sera soumise au président de l'assemblée générale, dont la décision sera finale et sans appel.

demandé. If prior to the declaration of the result of a Simple Vote a Special Vote is demanded but duly withdrawn the general meeting shall continue as if the demand was not made.

58. A written resolution signed by, or on behalf of, every Member who at that time has the right to receive notice, attend and vote in respect of it at a general meeting, shall be valid and effectual as if the resolution is sanctioned by the General Meeting on the date it is delivered at the Office; and it may consist of several documents in the like form each signed by, or on behalf of, one or more Members.
59. Subject to the Special Rights, the proceedings at separate general meetings of the Holders of class Shares shall be held in accordance with the Regulations governing the proceedings of the general meetings of the Company so far as they are capable of applying.

### VOTES OF MEMBERS

60. Subject to the Special Rights, on a Simple Vote every Member present in person or by Proxy shall have one vote and on Special Vote every Member shall have one vote for every Share of which the Member is the Holder.
61. In the case of Joint Holders the vote of the most senior who casts a vote whether in person or by proxy shall be accepted to the exclusion of the votes cast by the other joint Holders; and seniority shall be determined by the order in which the names of the Joint Holders present at the general meeting, first appear in the Register.
62. A Member in respect of whom an order has been made by any court (whether in Cyprus or elsewhere) in competent matters concerning mental disorder may vote, whether on a Simple Vote or on a Special Vote, by his receiver, curator bonis or other Person authorised and appointed for that purpose by the said court, and the receiver, curator bonis or the other person may vote by Proxy. Evidence of the authority of the Person claiming to exercise the right to vote shall be deposited with the Company at the Office 24 hours before the time appointed for holding the general meeting (or adjourned meeting) at which the right to vote is to be exercised or delivered to the Chairperson GM of the meeting and in default the right to vote shall not be exercisable.
63. No Member shall vote either in person or by Proxy in respect of any Shares held by him unless all moneys or other payments presently payable to the Company in respect of calls on those Shares have been paid.
64. No objection as to the qualification of any voter to vote at and/or attend a general meeting shall be raised except at the general meeting at which the said voter shall be present and every vote which is not disallowed at the meeting shall be valid. Every objection made in due time shall be referred to the Chairperson GM whose decision shall be final and conclusive.

65. Tout membre peut nommer un mandataire (proxy) pour le représenter et voter en son nom, tant lors des votes à main levée que lors des scrutins, à toute assemblée générale de la Société, ainsi qu'aux assemblées générales distinctes des titulaires d'une catégorie d'actions, le cas échéant.
66. La désignation d'un mandataire doit être faite par écrit et signée par la personne qui le nomme ou en son nom. Cette désignation pourra être effectuée soit au moyen d'une procuration notariée, soit au moyen d'un instrument rédigé selon le modèle suivant, selon le cas :
- (1) Lorsque le mandataire dispose d'un pouvoir discrétionnaire :
- «[•]
- Je/Nous, [•], de [•], membre de la société susnommée, nomme/nommons par la présente [•], de [•], ou, en cas d'empêchement, [•], de [•], en qualité de mandataire pour me/nous représenter à l'assemblée générale [annuelle/extraordinaire] de ladite société devant se tenir le [•] [mois] 20[•], ainsi qu'à toute assemblée ajournée. Fait le [•] [mois] 20[•].»
- (2) Lorsque le mandataire n'a pas de pouvoir discrétionnaire:
- «[•]
- Je/Nous, [•], de [•], membre de la société susnommée, nomme/nommons par la présente [•], de [•], ou, en cas d'empêchement, [•], de [•], comme mandataire pour me/nous représenter à l'assemblée générale [annuelle/extraordinaire] de ladite société devant se tenir le [•] [mois] 20[•], ainsi qu'à toute assemblée ajournée. Le présent formulaire devra être utilisé pour voter sur les résolutions suivantes, comme indiqué ci-dessous :
- Résolution n°1 – \*pour / \*contre  
 Résolution n°2 – \*pour / \*contre (\*rayer la mention inutile).
- Sauf indication contraire, le mandataire pourra voter comme il l'estimera approprié ou s'abstenir.  
 Fait le [•] [mois] 20[•].»
67. La procuration devra être déposée au siège de la Société au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée générale (ou de toute assemblée ajournée) à laquelle le mandataire doit assister, ou remise au président de l'assemblée générale.  
 Toute procuration non faite ou remise conformément aux formes et délais prévus sera nulle.
68. Tout vote exprimé ou scrutin demandé par une personne agissant en qualité de mandataire sera valable, même si la procuration a été révoquée, sauf si la Société a reçu

65. A Member may appoint one Proxy to attend and vote on Simple Votes as well as on Special Votes at general meetings of the Company and (where applicable) separate general meetings of the Holders of class Shares.
66. The appointment of every proxy shall be made in writing and be executed by or behalf of the Person appointing him. Every appointment shall be made either by a power of attorney certified notarially or by an instrument as near as the circumstances permit, to the following:
- (1) Where it is desired to confer discretion to the proxy:
- “ [•] LIMITED  
 I [/ We], [•] of [•] a member[s] of the above-named company, hereby appoint [•] of [•], or failing him, [•] of [•], as my[/our] proxy to vote in my[/our] name[s] and on my[/our] behalf at the annual[/extraordinary] general meeting of the company to be held on the [•] day of [•], 20[•], and at any adjournment of the meeting.  
 Signed on the [•] day of [•], 20[•]. ”.
- (2) Where it is desired not to confer discretion to the proxy:
- “ [•] LIMITED  
 I [/ We], [•] of [•] a member[s] of the above-named company, hereby appoint [•] of [•], or failing him, [•] of [•], as my[/our] proxy to vote in my[/our] name[s] and on my[/our] behalf at the annual[/extraordinary] general meeting of the said company to be held on the [•] day of [•], 20[•], and at any adjournment of the meeting.  
 This form is to be used in respect of the resolutions mentioned below as follows:  
 Resolution No. 1 \*for / \*against  
 Resolution No. 2 \*for / \*against.  
 Resolution No. 3 \*for / \*against.  
 [etc.] \*Strike out whichever is not desired.  
 Subject to the above, the proxy may vote as he thinks fit or abstain from voting.  
 Signed on the [•] day of [•], 20[•]. ”.
67. The appointment of a proxy shall either be deposited with the Company at the Office 24 hours prior to the time appointed for holding the general meeting (or adjourned meeting) at which the Proxy is to attend or be delivered to the Chairperson GM of the meeting. An appointment of proxy which is not delivered in the aforesaid permitted manner shall be invalid.
68. A vote cast or Special Vote demanded by a Person acting as Proxy shall be valid notwithstanding whether or not his appointment as Proxy has previously been terminated unless

notification écrite de cette révocation avant que le vote n'ait été émis ou que le scrutin n'ait été demandé.

69. Nonobstant l'article 133 de la Loi, toute personne morale membre de la Société ou agissant comme mandataire peut, par résolution de son conseil d'administration, de son organe directeur ou de toute autre autorité compétente, autoriser une personne physique à agir en qualité de représentant à toute assemblée générale ou assemblée distincte des titulaires d'une catégorie d'actions.  
La personne ainsi autorisée disposera, pour le compte de la personne morale, des mêmes pouvoirs que celle-ci aurait pu exercer si elle avait été une personne physique.

#### **NOMBRE DES ADMINISTRATEURS**

70. Le nombre minimum d'administrateurs est, conformément à l'article 170 de la Loi, d'un (1) administrateur, et sauf décision contraire de l'Assemblée générale adoptée par résolution ordinaire, le nombre maximum d'administrateurs n'est pas limité.

#### **ADMINISTRATEURS SUPPLEANTS**

71. Tout administrateur (à l'exclusion d'un administrateur suppléant) peut nommer toute personne, qu'elle soit ou non administrateur, disposée à agir en qualité d'administrateur suppléant, et peut à tout moment le révoquer.
72. L'administrateur suppléant a droit de recevoir avis de toutes les réunions du Conseil d'administration et des comités dont fait partie l'administrateur qui l'a nommé (qu'il soit ou non présent à Chypre) et peut y assister et voter en l'absence de celui-ci.
73. L'administrateur suppléant cesse d'exercer ses fonctions si l'administrateur qui l'a nommé cesse, pour quelque raison que ce soit, d'être administrateur.
74. La nomination ou la révocation d'un administrateur suppléant se fait par notification signée par l'administrateur procédant à ladite nomination ou la révoquant, remise à la société à son siège. L'administrateur suppléant peut à tout moment démissionner par notification adressée à la société à son siège.
75. Sauf disposition contraire des statuts, un administrateur suppléant est réputé administrateur et n'est responsable que de ses propres actes, omissions ou négligences. Il n'est pas considéré comme le mandataire de l'administrateur qui l'a nommé.

#### **POUVOIRS DES ADMINISTRATEURS**

76. Aucun administrateur (autre que l'administrateur unique, lequel, pour éviter toute ambiguïté, peut exercer tous les pouvoirs, attributions et prérogatives conférés au Conseil d'administration par les statuts ou par la Loi) ni aucun autre dirigeant ou personne n'a le pouvoir, exprès, implicite ou apparent, d'exécuter ou de signer un document ou instrument au nom de la Société, ni d'agir ou de l'engager d'une quelconque manière, sauf autorisation expresse

the Company is promptly notified in writing of the said termination prior to the said vote being cast or to the said Special Vote being demanded.

69. Notwithstanding section 133 of the Law, a Corporation which is a Member or a Proxy may by a resolution of its board of directors, management board or other governing body, as the case may be, authorise any individual to act as its representative at a general meeting or separate general meeting of class Holders and the person so authorised shall be entitled to exercise on behalf of the Corporation the same powers that the Member or Proxy could exercise if it were itself an individual.

#### **NUMBER OF DIRECTORS**

70. The minimum number of Directors is (under section 170 of the Law) one Director and, unless otherwise determined by the General Meeting with the sanction of an ordinary resolution, the maximum number of Directors is not restricted.

#### **ALTERNATE DIRECTORS**

71. A Director (excluding an alternate director) may appoint any individual (whether a Director or not) willing to act, as an alternate director and at any time remove him from the office.
72. An alternate director shall be entitled to receive notice (whether or not he is absent from Cyprus) of all meetings of Directors and of Committees of which the Director appointing him is a member, and to attend and vote at these meetings when the Director appointing him is absent.
73. An alternate director shall cease to hold the office if the Director appointing him ceases (for any reason) to be Director.
74. The appointment or removal of an alternate director shall be made by notice signed by the Director making or revoking the appointment and delivered to the Company at the Office. An alternate director may resign at any time by notice delivered to the Company at the Office.
75. Save as otherwise provided in the Articles, an alternate director shall be deemed to be a Director and shall alone be responsible for his own acts, omissions and defaults and he shall not be deemed to be the agent of the Director appointing him.

#### **POWERS OF DIRECTORS**

76. No Director (except the sole Director who, for avoidance of doubt, may exercise all the powers, authorities and discretions given by the Articles or the Law to the Board of Directors) or other officer of the Company nor any other Person shall have any authority (whether express or implied or ostensible) to execute or sign any document or instrument on behalf of the Company, or act on its behalf or otherwise bind the Company in any way unless expressly authorised by

donnée par résolution du Conseil d'administration ou d'un comité dûment habilité par celui-ci.

77. Sous réserve des dispositions de la Loi, de l'acte constitutif, des statuts et de toute directive donnée par l'Assemblée générale par résolution ordinaire, les affaires et activités de la Société sont gérées par le Conseil d'administration, qui peut exercer tous les pouvoirs de la Société.  
Aucune modification de l'acte constitutif ou des statuts, ni aucune directive de l'Assemblée générale, n'annulera un acte antérieur du Conseil ou d'un administrateur qui aurait été valide en l'absence d'une telle modification ou directive. Les pouvoirs conférés par le présent règlement ne limitent pas les pouvoirs particuliers pouvant être conférés au Conseil ou aux administrateurs par les statuts, et tout comité dûment constitué peut exercer les pouvoirs du Conseil d'administration.
78. Le Conseil d'administration peut exercer tous les pouvoirs de la Société pour contracter des emprunts, lever des fonds, accorder des garanties, hypothéquer, grever ou nantir l'entreprise, les biens, actifs immobilisés et circulants, droits, revenus ou capital non appelé de la Société, et émettre ou créer des titres de créance ou autres valeurs mobilières, que ce soit à titre principal ou accessoire, pour garantir toute dette ou obligation de la Société, de ses filiales ou de toute autre personne.  
Il peut également émettre des billets à ordre, obligations ou autres engagements, en contrepartie d'espèces ou d'autres biens.

#### DELEGATION DES POUVOIRS DU CONSEIL

79. La Société peut, par acte de procuration revêtu du sceau social ou signé par l'administrateur unique, deux administrateurs, ou un administrateur et le secrétaire, nommer toute personne comme mandataire ou représentant de la Société à des fins déterminées, selon des modalités et conditions jugées appropriées, avec les pouvoirs (dans les limites de ceux conférés au Conseil par les statuts) que le Conseil estime nécessaires, y compris le pouvoir de subdéléguer tout ou partie des pouvoirs ainsi conférés.
80. Le Conseil d'administration peut déléguer :
- (a) à des comités composés d'au moins deux personnes (dont au moins un administrateur), tels que désignés par le Conseil (« le Comité ») ; et
  - (b) à un ou plusieurs administrateurs, conjointement ou séparément,
- tout ou partie de ses pouvoirs qu'il juge opportun de déléguer.  
Ces délégations peuvent être assorties des conditions fixées par le Conseil, être cumulatives ou exclusives de ses propres pouvoirs, et peuvent être révoquées ou modifiées à tout moment. Sauf décision contraire du Conseil, les règlements régissant les réunions du Conseil s'appliquent mutatis mutandis aux réunions des Comités.

a resolution of the Board or of a Committee duly authorised by the Board.

77. Subject to the provisions of the Law, the memorandum of association of the Company, the Articles and to any directions given by the General Meeting with the sanction of an ordinary resolution, the business and affairs of the Company shall be managed by the Board of Directors which may exercise all the powers of the Company. No alteration of the memorandum of association or the Articles and no direction of the General Meeting shall invalidate any prior act of the Board or any Director which would have been valid if that alteration had not been made or that direction had not been given. The powers given by this Regulation 77 shall not be limited by any special power given to the Board or the Directors by the Articles and a Board Meeting may exercise all powers exercisable by the Board of Directors.
78. The Board of Directors may exercise all the powers of the Company to borrow, raise money, give guarantee and to mortgage, charge and encumber the undertaking, property, assets (fixed and current), rights, revenues and uncalled share capital, of the Company and to create or issue Debentures and other securities, whether as primary or collateral security for any debt, liability or obligation of the Company, any Subsidiary or any other Person, and to issue notes, bonds and other promises and obligations of the Company, either for cash or as consideration for the acquisition of property other than cash.

#### DELEGATION OF THE BOARD'S POWERS

79. The Company may, by power of attorney under the Seal or otherwise signed by the sole Director or two Directors or a Director and the Secretary, appoint any Person as attorney or agent of the Company for such purposes, on such terms and conditions and with such powers (not exceeding the powers vested in, or exercisable by, the Board of Directors under the Articles) as the Board thinks fit, including the power to delegate all or any part of the authority granted to such Person.
80. The Board of Directors may delegate to:
- (a) committees consisting of at least two Persons (of whom at least one shall be a Director) as the Board shall appoint (the 'Committee'); and
  - (b) Directors (jointly and/or severally),
- such of the Board's powers as the Board thinks fit. The delegations may be made subject to any conditions the Board may impose and either collaterally with or to the exclusion of its own powers and may be revoked or altered by it. Unless otherwise determined by the Board the proceedings of every Committee shall be governed by the Regulations regulating to the proceedings of the Directors so far as they are capable of applying.

## NOMINATION ET REVOCATION DES ADMINISTRATEURS

81. L'Assemblée générale peut :
- (a) Par résolution ordinaire, nommer toute personne (désireuse d'agir) au poste d'administrateur, soit pour pourvoir un poste vacant, soit en qualité d'administrateur supplémentaire, à condition qu'aucune nomination n'ait pour effet de porter le nombre total des administrateurs au-delà du nombre maximum autorisé en vertu ou en application du Règlement 70 ; et
  - (b) Sous réserve des articles 136 et 178 de la Loi, révoquer tout administrateur de ses fonctions par résolution ordinaire.

Nonobstant toute autre disposition des présents Statuts, tant que l'un des deux membres fondateurs et signataires des présents Statuts (les "Cofondateurs") demeure membre de la société et détient au moins une action, ce Cofondateur dispose du droit absolu de révoquer tout Administrateur de ses fonctions par notification écrite adressée au siège social de la Société. La révocation prend effet immédiatement dès la remise de ladite notification, sans préjudice des obligations procédurales impératives prévues par la Loi.

82. Nonobstant le Règlement 81, le Conseil d'administration peut à tout moment nommer toute personne (désireuse d'agir) au poste d'administrateur, soit pour pourvoir un poste vacant, soit en qualité d'administrateur supplémentaire, à condition qu'aucune nomination n'ait pour effet de porter le nombre total des administrateurs au-delà du maximum autorisé en vertu ou en application du Règlement 70. Tout administrateur nommé en vertu du présent Règlement 82 ne restera en fonctions que jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante, au cours de laquelle (s'il consent à servir) il pourra être réélu conformément au Règlement 81 ; à défaut, il restera en fonctions jusqu'à la clôture de ladite assemblée.

## CESSATION DES FONCTIONS DES ADMINISTRATEURS

83. Le mandat d'un administrateur devient vacant si la personne concernée :
- (a) Est frappée d'une interdiction légale d'exercer les fonctions d'administrateur ou d'un autre dirigeant de société (y compris en vertu de l'article 180 de la Loi) ; ou
  - (b) Est déclarée en faillite ou conclut tout accord ou arrangement avec ses créanciers en général ; ou
  - (c) Est déclarée démente ou inapte en vertu de toute législation relative à la santé mentale, et si le Conseil d'administration décide par résolution que son mandat est vacant ; ou

## APPOINTMENT & REMOVAL OF DIRECTORS

81. The General Meeting may:
- (a) with the sanction of an ordinary resolution appoint any Person (willing to act) to the office of Director either to fill a vacancy or as an additional Director provided that no appointment shall cause the number of the Directors to exceed the maximum number permitted under or pursuant to Regulation 70; And
  - (b) subject to sections 136 and 178 of the Law, with the sanction of an ordinary resolution remove any Director from office.

Notwithstanding any other provision in these Articles, for so long as any of the two founding members and subscribers to these Articles (the "Co-Founders") remains a member of the company holding at least one share, such Co-Founder shall have the absolute right to remove any Director from office by written notice delivered to the Company's Office. The removal shall take effect immediately upon delivery, without prejudice to the mandatory procedural requirements of the Law.

82. Notwithstanding the provisions of Regulation 81 the Board of Directors may at any time appoint any Person (willing to act) to the office of Director either to fill a vacancy or as an additional Director provided that no appointment shall cause the number of the Directors to exceed the maximum number permitted under Regulation 70. Every Director appointed under or pursuant to this Regulation 82 shall hold office only until the next following annual general meeting at which he (if willing to act) may be re-appointed under Regulation 81 and if not, he shall remain in office until and shall retire from office at the conclusion of the meeting.

## DISQUALIFICATION OF DIRECTORS

83. The office of Director shall be vacated if the Person who holds it:
- (a) becomes prohibited by law (including section 180 of the Law) from being a director or other officer of a company; Or
  - (b) becomes bankrupt or makes any arrangement or composition with his creditors generally; or
  - (c) becomes of unsound mind or patient for any purpose of a statute relating to mental health and the Board of Directors resolves that his office is vacated; Or

- (d) Démissionne de ses fonctions par notification remise à la Société à son siège social ou présentée en réunion du Conseil.

#### REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

84. Sous réserve de l'article 181 de la Loi, chaque administrateur a droit, pour ses services en tant que tel ou pour des services rendus en dehors du cadre ordinaire de ses fonctions, à une rémunération fixée par résolution ordinaire de l'Assemblée générale. Sauf disposition contraire dans la résolution, cette rémunération sera réputée due au jour le jour.
85. Chaque administrateur a droit au remboursement par la Société de toutes les dépenses raisonnablement engagées dans l'exercice de ses fonctions ou responsabilités d'administrateur, y compris les frais de déplacement, d'hébergement (en hôtel ou ailleurs) et autres frais liés à sa présence aux réunions du Conseil ou aux assemblées générales.

#### NOMINATIONS ET INTERETS DES ADMINISTRATEURS

86. Le Conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs administrateurs au poste de directeur général (« managing director ») ou à toute autre fonction exécutive, pour la durée et selon les conditions qu'il juge appropriées. Sauf stipulation contraire, toute telle nomination prend fin lorsque la personne cesse d'être administrateur.
87. Sous réserve des articles 183 à 186 inclus et de l'article 191 de la Loi, un administrateur peut, sans que cela constitue une violation de ses fonctions :
- (a) Participer ou avoir un intérêt dans toute transaction ou arrangement avec la Société ou dans laquelle la Société a un intérêt ; et
  - (b) Être administrateur, dirigeant, employé ou partie à toute transaction ou arrangement avec toute entreprise promue par la Société ou dans laquelle celle-ci a un intérêt

En conséquence, l'administrateur ne sera pas tenu de rendre compte à la Société de tout bénéfice qu'il pourrait tirer de cette fonction, de cet emploi, de cette transaction, de cet arrangement ou de cet intérêt, et aucune telle opération ne pourra être annulée pour ce motif, à condition toutefois que l'administrateur ait divulgué à la Société la nature et l'étendue de son intérêt.

88. Aux fins du Règlement 87, un avis général adressé à la Société ou présenté en réunion, indiquant qu'un administrateur est réputé avoir un intérêt, de la nature et de l'étendue spécifiées, dans toute transaction ou arrangement dans lequel une personne ou une catégorie de personnes déterminée a un intérêt, vaudra déclaration que l'administrateur détient un tel intérêt. Toutefois, un intérêt

- (d) resigns his office by notice delivered to the Company at the Office or tendered at a Board Meeting.

#### REMUNERATION OF DIRECTORS

84. Subject to section 181 of the Law, every Director shall be entitled for his services as such or for services outside the scope of the ordinary duties of directors, to such remuneration as the General Meeting shall approve with the sanction of an ordinary resolution and unless the resolution provides otherwise, the remuneration shall be deemed to accrue from day to day.
85. Every Director shall be entitled to be paid by the Company all reasonable travelling, hotel, and other expenses properly incurred by him in connection with the discharge of his duties and obligations as a Director as well as his attendance to meetings of the Directors and general meetings of the Company including travelling expenses and accommodation (to hotels or elsewhere) and other expenses.

#### DIRECTORS' APPOINTMENTS & INTERESTS

86. The Board of Directors may appoint one or more Directors to the office of managing director or to any other executive office under the Company for such period and on such terms as it thinks fit. Any such appointment shall (unless its terms provide otherwise) terminate when the Director so appointed shall cease to be a Director.
87. A Director notwithstanding his office may, without prejudice to sections 183 to 186 (both inclusive) and 191 of the Law:
- (a) become a party to, or otherwise be interested in, any transaction or arrangement with the Company or in which the Company is otherwise interested; and
  - (b) become a director or other officer of, or be employed by, or become a party to any transaction or arrangement with, or otherwise be interested in, any Corporation promoted by the Company or in which the Company is otherwise interested,

and accordingly the Director shall not, by reason of his office, be accountable to the Company for any benefit which he may derive from any such office or employment or from any such transaction or arrangement or from any interest he may have in any such Corporation and no such transaction or arrangement shall be liable to be avoided on the ground of any such interest or benefit provided always that the Director discloses to the Company the nature and extent of his interest.

88. For the purposes of Regulation 87, a general notice given to the Company or tendered at a Board Meeting that a Director is to be regarded as having an interest of the nature and extent specified in the notice in any transaction or arrangement in which a specified Person or class of Persons is interested shall be deemed to be a disclosure that the Director has an interest in the said transaction or

dont l'administrateur n'a pas connaissance, et qu'il ne serait pas raisonnable d'attendre qu'il connaisse, ne sera pas considéré comme étant le sien.

### PROCÉDURES DES CONSEILS

89. Sous réserve des Statuts, les Administrateurs peuvent régler les modalités de leurs réunions comme ils le jugent approprié.  
Un Administrateur peut, et le Secrétaire doit sur instruction d'un Administrateur, convoquer une réunion du Conseil.  
Un avis de réunion du Conseil doit être donné à chaque Administrateur, qu'il soit ou non présent à Chypre.  
Chaque Administrateur dispose d'une voix, et toute question soulevée lors d'une réunion est décidée par résolution ; aucune résolution n'est valide à moins qu'elle ne soit approuvée par la majorité des voix des Administrateurs présents, votant et habilités à voter.  
En cas d'égalité des voix, le Président dispose d'une voix prépondérante.  
Un Administrateur agissant également en qualité d'administrateur suppléant a droit, outre sa propre voix, à une voix distincte pour l'Administrateur qui l'a nommé, en l'absence de celui-ci.
90. Un Administrateur, après avoir fait la déclaration requise conformément à la Loi et aux Statuts, peut voter sur toute question dans laquelle il a un intérêt direct ou indirect. S'il vote, son vote est compté, et il est pris en compte pour le quorum lorsque cette question est soumise au Conseil.
91. Le quorum requis pour que le Conseil puisse valablement délibérer est constitué d'au moins la majorité des Administrateurs présents pendant toute la réunion.  
Une personne n'agissant qu'en qualité d'administrateur suppléant compte pour le quorum uniquement lorsque l'Administrateur qu'il remplace est absent.
92. Les Administrateurs présents à une réunion où le quorum n'est pas atteint, ou cesse de l'être, ne peuvent agir que pour convoquer une assemblée générale, et à aucune autre fin.
93. Le Conseil peut nommer un Administrateur comme Président, et le révoquer à tout moment.  
Le Président préside toute réunion du Conseil à laquelle il assiste.  
S'il n'y a pas de Président nommé, ou si celui-ci n'est pas disposé à présider ou ne se présente pas dans les quinze minutes suivant l'heure prévue, les Administrateurs présents peuvent, à la majorité, désigner l'un d'eux (disposé à agir) pour présider la réunion.
94. Nonobstant l'article 174 de la Loi, tous les actes du Conseil ou de ses Comités demeurent valides, même s'il est ultérieurement découvert qu'il y a eu une irrégularité dans la nomination d'un ou plusieurs Administrateurs, ou qu'un ou

arrangement of the nature and extent so specified.  
Notwithstanding the forgoing, an interest of which a Director has no knowledge and of which it is unreasonable to expect him to have knowledge shall not be treated as an interest of his.

### PROCEEDINGS OF DIRECTORS

89. Subject to the Articles, the Directors may regulate the proceedings of Board Meetings as they think fit. A Director may, and the Secretary at the direction of a Director shall, call a meeting of the Directors. Notice of a meeting of Directors shall be given to each Director whether or not absent from Cyprus. Every Director has one vote and all business arising at every Board Meeting shall be decided by a resolution and no resolution shall be effective unless sanctioned by at least a majority of votes of the Directors present at the meeting, voting and entitled to vote. In the case of an equality of votes, the Chairperson shall have a casting vote. A Director who is also an alternate director shall, in addition to his own vote, be entitled, in the absence of the Director appointed him, to a separate vote of the Director appointed him.
90. A Director may, subject to disclosure being made in accordance with the Law and the Articles, vote as a Director on a resolution concerning any matter in which he has, directly or indirectly, an interest or duty and, if he votes, his vote shall be counted and he shall be counted in the required quorum when that resolution or matter is put before the Board of Directors.
91. The required quorum for the transaction of the business of the Directors shall be at least the majority of the Directors present throughout the meeting. A person, who holds office only as an alternate director shall, if the Director appointed him is absent, be counted in the quorum.
92. The Directors who are present at a meeting of the Directors at which there is no quorum or at a Board Meeting at which the quorum ceases to be present may act only for the purpose of calling a general meeting and for no other purpose.
93. The Board of Directors may appoint one Director as the "Chairperson" and may at any time remove him from that office. The Chairperson shall preside at every Board Meeting he attends. If there is no Chairperson appointed or if the Chairperson is unwilling to preside or is not present within 15 minutes after the time appointed for holding the meeting, the Directors present may by majority appoint one of them to preside at the Board Meeting.
94. Notwithstanding section 174 of the Law, all acts done by the Board of Directors and by Committees shall, notwithstanding that it be discovered afterwards that there was some defect in the appointment of one or more Directors or that one or

plusieurs étaient frappés d'inéligibilité, avaient quitté leurs fonctions, ou n'étaient pas habilités à voter.

95. Une résolution écrite signée par tous les Administrateurs, ou par tous les membres d'un Comité, est aussi valide et exécutoire que si elle avait été adoptée en réunion dûment convoquée et tenue à la date où elle a été déposée au siège social.  
Une telle résolution peut être composée de plusieurs documents identiques chacun signé par un ou plusieurs Administrateurs.  
Si la résolution est signée par un Administrateur nommé en tant que suppléant, la signature du suppléant en cette qualité n'est pas requise.
96. Une réunion du Conseil peut être tenue sous forme de conférence, lorsque les Administrateurs, certains ou tous, se trouvent en des lieux différents, pourvu que chacun puisse entendre et s'adresser simultanément à tous les autres participants, par téléphone ou tout autre moyen de communication.  
Le quorum est réputé constitué si les conditions relatives au nombre minimum d'Administrateurs exigé par le Règlement 91 sont remplies.

#### **SECRÉTAIRE**

97. Sous réserve des articles 171 et 172 de la Loi, le Secrétaire est nommé par le Conseil d'administration pour la durée, avec la rémunération, et selon les conditions que le Conseil juge appropriées.  
Tout Secrétaire nommé peut être révoqué à tout moment par le Conseil, sans préjudice de toute demande d'indemnisation pour rupture de contrat que le Secrétaire pourrait avoir contre la Société.
98. Dans la mesure permise par l'article 173 de la Loi, toute disposition légale ou statutaire exigeant ou autorisant qu'un acte soit accompli par ou à un Administrateur et au Secrétaire est réputée satisfaite lorsque cet acte est accompli par ou à la même personne agissant à la fois comme Administrateur et comme Secrétaire, ou en tenant lieu de l'un ou de l'autre.

#### **PROCÈS-VERBAUX (MINUTES)**

99. Les Administrateurs doivent veiller, conformément aux articles 139 et 140 de la Loi, à ce qu'il soit tenu dans des registres prévus à cet effet des procès-verbaux de :
- (a) toutes les nominations des dirigeants de la Société ;
  - (b) toutes les résolutions, décisions et procédures des assemblées générales, des réunions du Conseil, des comités et des assemblées des porteurs de titres ; et

more Directors were disqualified from holding office, or had vacated office, or were not entitled to vote, be as valid as if every such person had been duly appointed as Director and was not disqualified and had continued to be a Director and had been entitled to vote.

95. A written resolution signed by all the Directors or in relation to a Committee by all its members, shall be as valid and effectual as if it is sanctioned at a Board Meeting, or (as the case may be) a Committee Meeting, duly convened, constituted and transacted on the date it is delivered at the Office; and it may consist of several documents in the like form each signed by one or more persons; and, if a written resolution is signed by a Director who is also appointed an alternate director, it need not be signed by the alternate director in that capacity.
96. A meeting of the Board may consist of a conference between Directors some or all of whom are in different places provided that each Director who participates is able to hear each other participating Director addressing the meeting and to address all of the other participating Directors simultaneously, whether directly, by conference telephone or by any other means of, or equipment for, communications or by a combination of the said means or equipment. A quorum shall be deemed to be present if those conditions are satisfied in respect of at least the number of Directors required to form a quorum under Regulation 91. A meeting of the Board which complies with this Regulation 96 shall be deemed to be a Board Meeting that took place at the Office.

#### **SECRETARY**

97. Subject to sections 171 and 172 of the Law, the Secretary shall be appointed by the Board of Directors for such term, at such remuneration and upon such terms and conditions as the Board thinks fit; and any Secretary so appointed may at any time (without prejudice to any claim for damages he may have for breach of contract by the Company) be removed by the Board.
98. To the extent permitted by section 173 of the Law any provision in the Law or the Articles requiring or authorising a thing to be done by or to a Director and the Secretary shall be satisfied by its being done by or to the same Person acting both as Director and as, or in place of, the Secretary.

#### **MINUTES**

99. The Directors shall cause minutes to be made in accordance with sections 139 and 140 of the Law in books kept for the purpose of:
- (a) all appointments of officers of the Company;
  - (b) all resolutions, decisions and proceedings at general meetings, meetings of Directors, meetings of managers, Committee Meetings and meetings of Debenture

- (c) les noms des Administrateurs, dirigeants, Membres, porteurs de titres et autres personnes, selon le cas, présents à ces réunions.

#### LE SCEAU (SEAL)

100. Le sceau de la Société ne peut être utilisé que sur autorisation du Conseil d'administration ou d'un Comité dûment habilité par celui-ci.  
Le Conseil peut déterminer qui doit signer l'acte ou le document sur lequel le sceau est apposé, et, sauf décision contraire, cet acte est signé par deux Administrateurs ou par un Administrateur et le Secrétaire.
101. La Société peut exercer tous les pouvoirs conférés par l'article 36 de la Loi concernant l'usage d'un sceau officiel à l'étranger, ces pouvoirs étant dévolus au Conseil d'administration.

#### DIVIDENDES

102. L'Assemblée générale peut, par résolution ordinaire, déclarer des dividendes ou des dividendes intérimaires ; toutefois, aucun dividende ne peut excéder le montant proposé par le Conseil.  
Le Conseil peut également déclarer des dividendes intérimaires, sous réserve que :
- (1) Aucun dividende, qu'il soit final ou intérimaire, ne soit versé autrement que sur les bénéfices distribuables.
  - (2) Aucun dividende intérimaire ne soit versé sur des actions conférant des droits différés ou non privilégiés en matière de dividendes, si, au moment du paiement, des dividendes préférentiels demeurent impayés.
  - (3) Tout dividende payable à taux fixe peut être versé à intervalles réguliers, lorsque les bénéfices disponibles le justifient.
  - (4) Sous réserve des droits particuliers attachés aux actions, tous les dividendes sont déclarés et payés proportionnellement aux sommes effectivement libérées sur les actions concernées. Si des actions ont été émises avec des conditions précisant qu'elles porteront dividende à partir d'une date donnée ou dans une mesure déterminée, elles participeront au dividende en conséquence.
103. Le paiement d'un dividende, final ou intérimaire, peut — dans la mesure autorisée par l'Assemblée générale au moyen d'une résolution spéciale — être effectué en tout ou partie par distribution d'actifs autres qu'en espèces.  
En cas de difficulté dans cette distribution, le Conseil peut,

holders; and

- (c) all the names of Directors, managers, Members, Debenture holders and other Persons, as the case may be, present at such meetings.

#### SEAL

100. The Seal shall only be used by the authority of the Board of Directors or of a Committee duly authorised by the Board. The Board may determine who shall sign the instrument or document to which the Seal is to be affixed and unless it determines otherwise it shall be signed by two Directors or by a Director and the Secretary.
101. The Company may exercise all the powers given by section 36 of the Law with regard to an official seal of the Company for use abroad, and such powers is vested in the Board of Directors.

#### DIVIDENDS

102. The General Meeting may with the sanction of an ordinary resolution declare dividends and interim dividends but no dividend or interim dividend shall exceed the amount recommended by the Board of Directors and the Board may also declare interim dividends:  
Provided That:
- (1) No dividend or interim dividend shall be paid otherwise than out of divisible profits.
  - (2) No interim dividend shall be paid on Shares which confer, with regard to dividend, deferred or non-preferred rights if, at the time of payment, (preferential) dividends on Shares which confer, with regard to dividend, preferential rights, are in arrears.
  - (3) Any dividend payable at a fixed rate may be paid at intervals if it appears that the profits available for distribution justify the payment.
  - (4) Subject to the Special Rights, all dividends and interim dividends shall be declared and paid according to the amounts paid up on the Shares on which the respective dividends or interim dividends relate. All dividends and interim dividends shall be apportioned and paid proportionately to the amounts paid up on the Shares during any portion or portions of the period in respect of which the respective dividends or interims dividend are paid; but, if any Shares are issued on terms providing that they shall rank for dividend as from a particular date or to a particular extent, those shares shall rank for dividend accordingly.
103. The payment of a dividend or interim dividend may be satisfied, to the extent (if at all) authorised by the General Meeting with the sanction of a Special Resolution, wholly or partly by the distribution of assets other than cash and where any difficulty arises in regard to the distribution, the

par résolution, la résoudre, notamment en émettant des certificats fractionnaires, en fixant la valeur des biens distribués, en prévoyant le paiement d'un complément en espèces, et en transférant des actifs à des fiduciaires.

104. Les dividendes, dividendes intérimaires ou autres sommes payables en espèces au titre des actions peuvent être réglés par virement bancaire, prélèvement automatique, chèque ou mandat, envoyés par la poste à l'adresse figurant au registre des Membres ou à celle indiquée par écrit par les titulaires conjoints ou leurs ayants droit.
105. Sauf stipulation contraire des droits particuliers, aucun dividende, dividende intérimaire ou autre somme payable au titre des actions ne portera intérêt à la charge de la Société.
106. Tout dividende ou dividende intérimaire non réclamé pendant cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu exigible peut, sur décision du Conseil d'administration, être confisqué et cessera d'être dû par la Société.

#### **CAPITALISATION DES PROFITS**

107. Le Conseil d'administration peut, dans la mesure où il y est autorisé (le cas échéant) par l'Assemblée générale au moyen d'une résolution ordinaire :
  - (a) capitaliser, sous réserve des dispositions suivantes et des articles 55(2) et 57(5) de la Loi, tout bénéfice non distribué de la Société, non requis pour le paiement de dividendes préférentiels (qu'il soit ou non disponible pour distribution), ou toute somme créditée au compte de prime d'émission (share premium account) ou au compte de réserve de rachat d'actions (capital redemption reserve) de la Société ;
  - (b) affecter le montant ainsi capitalisé aux Membres qui y auraient droit si ce montant avait été distribué sous forme de dividende, et dans les mêmes proportions, l'appliquer, pour leur compte, soit à la libération des sommes non encore libérées sur les actions qu'ils détiennent respectivement, soit à la libération intégrale d'actions ou d'obligations non encore émises d'une valeur nominale équivalente, qui seront attribuées et émises auxdits Membres, créditées comme entièrement libérées, ou de toute autre manière que le Conseil jugera appropriée, en tout ou en partie selon ces modes ; toutefois, le compte de prime d'émission, la réserve de rachat d'actions et tout bénéfice non distribuable ne peuvent, aux fins du présent article, être utilisés que pour l'émission d'actions gratuites (bonus shares) entièrement libérées.
  - (c) prévoir, dans le cas d'actions ou de titres émis en vertu

Company may, by resolution of the Board of Directors, settle the difficulty and in particular it may issue fractional certificates and fix the value for distribution of any assets and may determine that cash shall be paid to a Member upon the footing of the value so fixed and may also vest any assets in trustees.

104. Dividends, interim dividends or other money payable in cash on, or in respect of, Shares may be paid by direct debit, bank transfer or other automated system of bank transfer, cheque or warrant, and the same may be sent by post to the address of the Member (or, as the case may be, to his Successor) as shown in the Register or, if two or more Persons are registered as Joint Holders of Shares or are entitled to Shares as Successors, to any one of such Persons or to such other Person and such address as the said Persons may direct in writing.
105. Unless otherwise expressly provided by the Special Rights, no dividend, interim dividend or other money payable on or in respect of, Shares shall bear interest against the Company.
106. Any dividend or interim dividend which has remained unclaimed for 5 years from the date when it became due for payment shall, if the Board of Directors so resolves, be forfeited and cease to remain owing by the Company.

#### **CAPITALISATION OF PROFITS (BONUS ISSUE)**

107. The Board of Directors may, to the extent (if at all) authorised by the General Meeting with the sanction of an ordinary resolution:
  - (a) capitalise, subject to the following Paragraphs and sections 55(2) and 57(5) of the Law, any undivided profits of the Company not required for paying any preferential dividend (whether or not they are available for distribution) or any sum standing to the credit of the share premium account, or capital redemption reserve, of the Company;
  - (b) appropriate the sum resolved to be capitalised to the Members who would be entitled to it if it were distributed as dividend and in the same proportions apply such sum on their behalf either in or towards paying up the amounts, if any, for the time being unpaid on any Shares held by the Members respectively, or in paying up in full Unissued Shares or unissued Debentures of a nominal value equal to the said sum, to be allotted and issued to those Members credited as fully paid up Shares or Debentures, or as the Board may direct, in those proportions, or partly in one way and partly in the other; but the share premium account, the capital redemption reserve, and any profits which are not available for distribution may, for the purposes of this Regulation 107, only be applied in paying up bonus shares to be allotted and issued to the said Members credited as fully paid;
  - (c) in the case of shares or Debentures becoming

du présent article qui comporteraient des fractions, toute disposition nécessaire au moyen de certificats fractionnaires et/ou de paiements en espèces ou autrement, selon ce que le Conseil estimera approprié ;

- (d) autoriser toute personne à conclure, au nom de tous les Membres concernés, une convention avec la Société prévoyant l'attribution auxdits Membres des actions ou titres auxquels ils ont droit au titre de ladite capitalisation, crédités comme entièrement libérés. Tout accord conclu en vertu d'une telle autorisation lie l'ensemble des Membres concernés.

### COMPTES

108. Nonobstant les droits reconnus aux Membres par la Loi (y compris les articles 140, 187 et 192 de la Loi), chaque Membre et son représentant dûment autorisé auront, à ce titre, le droit, à toute heure ouvrable, d'inspecter les registres comptables et financiers ainsi que tout autre livre, document ou dossier (financier ou non), y compris tous les registres de la Société.
109. Les Administrateurs se conformeront et veilleront à ce que la Société se conforme aux dispositions de la Loi relatives aux états financiers et aux comptes (y compris les articles 141, 142, 143, 151, 152 et 152A de la Loi), dans la mesure où ces dispositions s'appliquent à la Société ou la concernent.

### NOTIFICATIONS

110. Toute notification adressée à ou émise par une personne en vertu des présents statuts doit être faite par écrit et transmise soit en main propre, soit par courrier affranchi, courrier électronique (e-mail) ou télécopie, à l'adresse postale, électronique ou au numéro de fax (selon le cas) du destinataire. En cas de copropriété d'actions, toutes les notifications sont adressées au premier copropriétaire figurant au registre, ce qui constitue notification valable à l'égard de tous les copropriétaires.
111. Tout Membre présent, personnellement ou par mandataire, à une assemblée générale sera réputé avoir dûment reçu notification de ladite assemblée et de son ordre du jour.
112. Tout ayant droit (successeur) est lié par toute notification relative aux actions du défunt ou failli, dès lors qu'elle a été valablement adressée au titulaire initial.
113. Une notification peut être adressée par la Société à un ayant droit en la lui envoyant ou en la lui remettant, selon tout mode autorisé par les statuts, à son nom ou en sa qualité, à l'adresse (le cas échéant) communiquée par lui à la Société à cette fin. Tant qu'aucune adresse n'aura été fournie, la notification pourra être donnée de la même manière que si le décès ou la faillite du titulaire n'étaient pas survenus.
114. Toute notification transmise par télécopie ou par courrier électronique est réputée reçue vingt-quatre heures après son envoi, et toute notification expédiée par courrier

distributable under this Regulation 107, make such provision by the issue of fractional certificates and/or by payment in cash or otherwise, as the Board shall determine; and

- (d) authorise any Person to enter on behalf of all the Members concerned into an agreement with the Company providing for the allotment to those Members respectively, credited as fully paid, of Shares or Debentures to which they are entitled upon such capitalisation. Any agreement made under such authority is binding on all the Members concerned.

### ACCOUNTS

108. Notwithstanding the rights conferred to the Members by the Law (including sections 140, 187 and 192 of the Law), every Member and his duly authorised representative shall (as such) at any time during office hours have the right of inspecting the accounting and financial records and other books, documents and records (whether financial or not), including all the registers, of the Company.
109. The Directors shall comply with, and shall procure compliance by the Company of, the provisions of the Law relating to the financial statements and accounts (including sections 141, 142, 143, 149, 151, 152 and 152A of the Law) to the extent that such provisions apply or relate to the Company.

### NOTICES

110. Any notice to be given to or by any Person pursuant to the Articles shall be in writing and given either personally or sent by prepaid post or electronic mail or facsimile to the postal or electronic address or fax number (respectively, as the case may be), of the addressee. In the case of Joint Holders all notices shall be given to the Joint Holder whose name stands first in the Register in respect of the joint Shares in which case it shall be sufficient notice to all the Joint Holders of those Shares.
111. A Member who is present either in person or by proxy at any general meeting shall be deemed to have duly received notice of the meeting and of the purposes for which it was called.
112. The Successor shall be bound by every notice in respect of Successor Shares which has been duly given to the Holder of the Successor Shares.
113. A notice may be given by the Company to the Successor by sending or delivering the notice, in any manner permitted by the Articles, addressed to the Successor by name, or by its capacity at the address (if any) supplied by the Successor to the Company for that purpose. Until such an address is supplied to the Company, a notice may be given in the manner in which it may be given if the death or bankruptcy of Holder of the Successor Shares has not occurred.
114. Any notice sent by facsimile, or electronic mail shall be deemed served 24 hours after despatched and any notice sent by prepaid post shall be deemed served 48 hours after

affranchi quarante-huit heures après sa mise à la poste. La preuve de la notification est établie par la démonstration que, dans le cas du courrier, l'enveloppe a été dûment adressée, affranchie et postée ; dans le cas d'une remise en main propre, qu'elle a été livrée à l'adresse du destinataire ; et, dans le cas d'un e-mail ou fax, que le message a été envoyé à la bonne adresse électronique ou au bon numéro de télécopie.

#### **DISSOLUTION (LIQUIDATION)**

115. En cas de dissolution de la Société, le liquidateur peut, avec l'approbation d'une résolution extraordinaire et toute autre autorisation requise par la Loi, répartir entre les Membres, en nature ou autrement, tout ou partie des actifs de la Société, et, à cette fin, évaluer tout actif et déterminer la manière dont la répartition sera effectuée entre les Membres ou entre les différentes catégories d'entre eux. Le liquidateur peut également, avec la même autorisation, transférer tout ou partie des actifs de la Société à des fiduciaires (trustees) aux conditions déterminées pour le bénéfice des Membres, étant entendu qu'aucun Membre ne peut être contraint d'accepter un actif comportant une obligation ou une charge.

#### **INDEMNISATION**

116. Sous réserve de l'article 197 de la Loi et sans préjudice de tout autre droit à indemnisation dont un Administrateur ou ancien Administrateur pourrait autrement bénéficier, chaque Administrateur, ancien Administrateur, dirigeant ou ancien dirigeant de la Société sera indemnisé sur les actifs de la Société à raison de toute responsabilité encourue dans la défense d'une procédure intentée contre lui, civile ou pénale, dans laquelle un jugement a été rendu en sa faveur, ou dans laquelle il a été acquitté, ou dans le cadre d'une demande fondée sur l'article 383 de la Loi, où il a obtenu du tribunal une exonération de responsabilité pour négligence, manquement, violation de devoir ou abus de confiance concernant les affaires de la Société.

posting. In proving the giving of a notice it shall be sufficient, in the case of posting, to prove that an envelope containing a notice was properly addressed, prepaid and posted, in the case of personal delivery that it was delivered or left at the address of the Person to which the notice is addressed and, in the case of a electronic mail or facsimile, that the electronic mail or fax containing the notice was duly despatched to the e-mail address or fax number of the Person to which the notice is addressed.

#### **WINDING UP**

115. If the Company is being wound up, the liquidator may, with the sanction of an Extraordinary Resolution and any other sanction required by the Law, divide among the Members either in kind or in specie the whole or any part of the assets of the Company and may for that purpose, value any assets and determine how the division shall be carried out as between the Members or their different classes. The liquidator may with the sanction of an Extraordinary Resolution, vest the whole or any part of the assets of the Company in trustees upon such trusts for the benefit of the Members as he with the like sanction determines, but no Member shall be compelled to accept any assets upon which there is a liability or other encumbrance.

#### **INDEMNITY**

116. Subject to section 197 of the Law, without prejudice to any indemnity to which a Director or former Director may otherwise be entitled, every Director and former Director and other officer, and former officer, of the Company shall be indemnified out of the assets of the Company against any liability incurred by him in defending any proceedings against him, whether civil or criminal, in which judgment is given in his favour or in which he is acquitted or in connection with any application under section 383 of the Law in which relief is granted to him by the court from liability for negligence, default, breach of duty or breach of trust in respect of the affairs of the Company.